

LE PROBLÈME SCOLAIRE ET LES ÉLECTIONS

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont accepté le « programme minimum » élaboré par le Comité National d'Action Laïque (Ligue Française de l'Enseignement, Syndicat National des Instituteurs, Fédération de l'Éducation Nationale, Fédération Nationale des Conseils de Parents d'Élèves).

Ce programme est tel que le faisaient prévoir les débats du Congrès tenu par le S.N.I. à Bordeaux, débats que nous commentons d'autre part.

Dès la formation de la « majorité scolaire », notre organisation en a déaprouvé l'action et l'a avertie de la réaction éventuelle que nous voyons présentement se développer.

Nul ne peut attendre de nous que nous prenions la défense de cette majorité, de son œuvre et de son orientation, ni, plus généralement, de celle d'une Assemblée dont l'attitude en août 53 a éclairé les militants ouvriers qui nous sont proches et dont l'incompréhension à l'égard de l'Université contraignit nos collègues — fait sans précédent — à quatre grèves générales de 24 heures en moins de deux ans.

Ceux de nos camarades devant lesquels on discuterait du « programme minimum » ci-dessus évoqué ne pourront que rappeler les prises de positions et l'attitude générale de notre organisation depuis 1951.

Nous avons condamné, comme aggravant le « problème scolaire » sous prétexte de le rendre moins aigu, la forme de subvention à l'enseignement privé du Premier Degré donnée par la loi Barangé à un supplément d'allocations familiales.

Il est normal que la renaissance de la lutte scolaire ramène l'attention sur les dispositions, encore en vigueur, de la loi Falloux concernant l'enseignement du Second Degré.

Il est normal que les derniers votes sur l'enseignement agricole ramènent l'attention sur la loi Astier qui, établie dans un contexte de libre entreprise, ne correspond plus au progrès de la conscience sociale et aux revendications du mouvement syndical.

Est-il cependant de l'intérêt du service public de mettre en question, à propos de problèmes fort différents, son statut particulier dans l'Académie de Strasbourg ? Nous maintenons sur ce point notre réserve antérieure, étant bien entendu que nous entendons défendre, des deux côtés des Vosges, avec la même vi-

(Suite page 3)

COMMISSION PÉDAGOGIQUE

le 17 novembre à 15 heures

26, rue de Montholon

ETUDE DU PROJET MINISTÉRIEL PORTANT RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT :

Prolongation de la scolarité,
Enseignement terminal.

SGEN

Syndicalisme ÉCOLE et ÉDUCATION universitaire

CFTC

BULLETIN DU SYNDICAT GÉNÉRAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La France est une République LAIQUE, DÉMOCRATIQUE et SOCIALE.

(Préambule de la Constitution de 1946.)

La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement PUBLIC, GRATUIT et LAIQUE à tous les degrés est un DEVOIR DE L'ÉTAT.

(Préambule de la Constitution de 1946.)

La LAICITÉ, loin d'être une machine de guerre secrètement dressée contre les modes religieux de pensée, implique le plein respect de toutes les opinions et de toutes les croyances.

(Albert Bayet - Congrès de la Ligue de l'Enseignement 1954.)

Le seul engagement que puisse consentir l'école n'est pas un engagement partisan, c'est un engagement au service de la seule nation.

(René Billières, ancien président de la Commission de l'E.N., 1951.)

Tandis que la République est apparue de plus en plus, selon un vœu de Jules Ferry comme n'étant « la propriété d'aucune secte, d'aucun groupe, ce groupe fut-il celui des hommes qui l'ont fondée », l'enseignement public, dans la France contemporaine apparaît à tous ses degrés, en fait comme par destination, OUVERT A TOUS, MAÎTRES ET ÉLÈVES DE TOUTES ORIGINES ET DE TOUTES ORIENTATIONS.

(P. Mendès-France, St-Dié, 11 juin 1955.)

Le Congrès réaffirme son attachement à l'école publique et sa volonté de faire de cette école LE LIEU DE RENCONTRE FRATERNELLE DES FRANÇAIS, MAÎTRES ET ÉLÈVES DE TOUTES ORIGINES ET DE TOUTES OPINIONS.

(Congrès du S.G.E.N., 1^{er} Degré, 5 avril 1955.)

On trouvera dans ce numéro :

- LA PAGE DES TRAITEMENTS (article de ROUXVILLE, de CASPARD sur les ZONES DE SALAIRE (p. 2).
- Un article sur le CUMUL DES REMUNÉRATIONS PUBLIQUES, par LITTAYE (p. 3).
- Une page centrale de documentation générale : problèmes de laïcité. — Statistiques comparatives mettant en parallèle enseignement public et enseignement privé.
- A la page du 1^{er} degré BROCARD traite du RECRUTEMENT DES INSTITUTEURS ÉVENTUELS et Henri FOUST de l'ENFANCE INADAPTÉE. — Article de MOUILLÈRE sur l'enseignement agricole (p. 5 et 6).
- A la page du second degré, MOUSEL commente la récente adhésion du SNALC à la Confédération générale des cadres (p. 10).
- LA LISTE DES TRESORIERES est à la page 3 ainsi que le barème des cotisations.
- Les AGREGES et LICENCIÉS du second degré, du technique et des écoles normales pourront, grâce à un TABLEAU composé par CALLERON, calculer sans peine leur NOUVELLE ANCIENNETÉ (p. 14).
- Pour le SECOND DEGRÉ, fiche de promotion et article de TONNAIRE (p. 11).
- Pour les A.E., un article fortement documenté de GUIEU (p. 12).

LA PAGE DES TRAITEMENTS

CUMUL

Après le congrès confédéral des fonctionnaires C.F.T.C.

TROIS OBJECTIFS

Les positions qui viennent d'être adoptées, en matière de rémunérations publiques, par le Congrès National des Fonctionnaires C.F.T.C., correspondent à trois ordres de faits différents et sont destinés à atteindre trois objectifs successifs.

En premier lieu, il est patent que l'insuffisance congénitale du plan de remise en ordre, décrété par le gouvernement le 30 juin dernier, a été aggravée par les majorations de salaires accordées depuis lors aux autres secteurs professionnels. D'où l'impérieuse nécessité d'accélérer l'application financière du plan, pour en terminer le 1^{er} juillet 1956 (au lieu du 1^{er} juillet 1957) et de majorer les rémunérations de base prévues pour la dernière étape du plan, en partant de 316.000 à 360.000 fr. le minimum garanti de rémunération annuelle et de 216.000 à 240.000 fr. la fraction de ce minimum annuel qui doit donner lieu à hiérarchisation.

La double revendication des 360.000 et des 240.000 fr. n'a pas été formulée au hasard : elle est fondée, et nous nous réservons de le démontrer dans un article ultérieur, sur l'évaluation des rémunérations globales annuelles qui doivent être assurées, l'an prochain, aux personnels des entreprises nationalisées. En réclamant pour le 1^{er} juillet 1956, au plus tard, l'égalisation des bases de rémunération dans le secteur public et dans le secteur demi-public, la Fédération Générale des Fonctionnaires C.F.T.C. entend préparer l'acheminement vers l'échéance du 1^{er} octobre 1956.

En effet, la loi (budget des Finances, charges communes, article 32) a fait obligation au gouvernement d'établir pour cette date du 1^{er} octobre un projet d'harmonisation et de péréquation des rémunérations et des statuts dans les deux secteurs. Le présent gouvernement a laissé entendre qu'il saisisait cette occasion pour « ouvrir » l'éventail du classement indiciaire (100-1165) dans la fonction publique et qu'il substituerait à l'expédient provisoire de la « prime hiérarchique » un relèvement des indices de rémunération, mais on est en droit de présumer que le Ministère des Finances s'en tiendrait volontiers à une opération indiciaire, exclusivement réservée aux très hauts fonctionnaires (au delà de l'indice brut 1.000).

Or l'étude comparative des personnels techniques et administratifs les plus caractéristiques permet d'affirmer que, dans la fonction publique, non seulement les cadres supérieurs mais les cadres moyens et les agents dits d'exécution ont presque toujours, et notamment pour les débuts de carrière, des indices bruts inférieurs à ceux de leurs homologues du secteur nationalisé (E.G.F. et S.N.C.F.). Il est donc légitime de poser le problème de la révision des indices bruts pour l'ensemble des personnels et d'entreprendre, dès maintenant, le travail nécessaire de confrontation.

D'autre part, afin d'éviter toute équivoque dans les comparaisons entre les rémunérations mensuelles des deux secteurs, il paraît opportun, à la faveur du « rendez-vous » d'octobre 1956, d'étendre au secteur public l'avantage de l'attribution d'un treizième mois et d'aménager, sous une forme claire et ordonnée, la prime collective de rendement qui est, bel et bien, prévue par le statut général des fonctionnaires mais qui, jusqu'à présent, n'a donné lieu qu'à des distributions empiriques et fragmentaires.

Enfin la Fédération a estimé que l'évolution de la politique générale des salaires et l'expérience constante du mauvais vouloir des gouvernements à l'égard des fonctionnaires justifiaient l'institution d'une procédure régulière pour la détermination périodique des rémunérations publiques. Il s'agit essentiellement d'obtenir des pouvoirs publics que chaque année, à tout le moins, le gouvernement soit tenu de négocier avec les organisations syndicales les bases de la rémunération des fonctionnaires pour l'exercice budgétaire suivant, de manière à associer les travailleurs de la fonction publique à l'expansion économique du pays et à la progression du pouvoir d'achat des salariés.

Certes, en définissant ces trois objectifs successifs, la Fédération générale a obéi au juste souci de fixer une orientation générale valable pour les dix-huit mois à venir, d'ici la réunion du prochain Congrès fédéral (avril 1957), mais il est évident que, dans la conjoncture politique actuelle, seul, le premier objectif offre une chance d'être abordé... Et encore ce n'est pas de gaité de cœur que nos ministres et la plupart de nos législateurs affrontent de nouveau, dans les jours qui viennent, le problème de la remise en ordre des rémunérations publiques... Ils aimeraient mieux, de beaucoup, se décharger de cette épineuse affaire sur l'Assemblée Nationale et sur l'équipe gouvernementale de 1956.

C'est pourquoi le bureau fédéral des fonctionnaires C.F.T.C. vient de rappeler que M. Edgar Faure avait cependant, à la demande du Parlement, promis, au début de l'été, qu'un large débat serait ouvert, au cours de la session d'automne. C'est pourquoi le bureau fédéral vient de prendre contact avec les autres groupements syndicaux de fonctionnaires, en vue d'organiser une démonstration nationale et d'obtenir que la promesse soit tenue.

L'Assemblée Nationale vient de consacrer de longues séances à la défense des bouilliers de cru et à la recherche du mode le plus efficace de réélection. Elle peut tout aussi bien se ménager le temps d'examiner la situation de la fonction publique et s'imposer l'effort de prendre ses responsabilités. A condition que les intéressés eux-mêmes sachent trouver le loisir et veuillent s'imposer l'effort d'exiger le respect des engagements pris il y a trois mois.

H. ROUXVILLE.

LA RÉOLUTION DU CONGRÈS FÉDÉRAL AU SUJET DES RÉMUNÉRATIONS PUBLIQUES

Le Congrès fédéral des Syndicats Chrétiens de fonctionnaires, réuni le samedi 22 octobre 1955,

SOULIGNE l'efficacité de l'action menée par la Fédération Générale qui est à l'origine du plan de remise en ordre des rémunérations publiques imposé par le Parlement au Gouvernement et qui, par sa ténacité, a obtenu une modification appréciable du projet gouvernemental en faveur des petites catégories et des fonctionnaires chargés de famille.

Mais CONSTATE que le plan du 30 juin, déjà vicié par un étalement excessif dans le temps, se trouve largement dépassé par le mouvement général des salaires intervenu au cours de l'été.

DEMANDE, en conséquence, que l'application financière du plan soit échelonnée d'ici le 1^{er} juillet 1956 au plus tard et que le plan soit amendé de manière :

- à assurer aux fonctionnaires un minimum de rémunération de 360.000 fr. par an et une base hiérarchique de 240.000 fr. par an ;
- à améliorer le supplément familial de traitement.

RAPPELANT que la loi prescrit au Gouvernement de déposer, d'ici le 1^{er} octobre 1956, un projet de loi portant harmonisation et péréquation des statuts et des rémunérations du secteur public et du secteur nationalisé,

DEMANDE que le travail préalable de confrontation des deux régimes de rémunération soit entrepris sans délai par le Gouvernement, avec la collaboration du Conseil Supérieur de la Fonction Publique, et que l'effort d'harmonisation porte non seulement sur la révision de l'éventail des indices bruts, mais sur le relèvement progressif du traitement de base, sur l'attribution d'un treizième mois, sur l'aménagement de la prime de rendement et sur l'amélioration du régime des pensions.

S'ASSOCIE pleinement aux revendications confédérales de suppression complète des abattements de zone et de réalisation d'un minimum individuel et familial de ressources mensuelles garanties, commun à toutes les professions et à tous les départements.

Mais CONSIDÉRANT la tendance des Pouvoirs Publics à toujours différer la solution des problèmes de rémunération des fonctionnaires,

DEMANDE qu'obligation soit faite au Gouvernement de négocier, au moins chaque année, avec les organisations représentatives de fonctionnaires, la fixation du montant de la rémunération afférente à l'indice 100 et celle du traitement de base donnant lieu à hiérarchisation, en tenant compte tout à la fois du développement du revenu national et de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés.

ZONES DE SALAIRES

Le Congrès National de la Fédération Générale des Fonctionnaires (C.F.T.C.) qui s'est tenu à Paris du 20 au 22 octobre s'est « associé pleinement aux revendications confédérales de suppression complète des abattements de zone et de réalisation d'un salaire minimum garanti mensuel commun à toutes les professions et à tous les départements ».

Une fois de plus, nombre de délégués fédéraux ont dénoncé, du haut de la tribune, le caractère inique de l'actuel système d'abattements et ont demandé à la direction fédérale de tout mettre en œuvre pour aboutir à la disparition de cette injustice particulièrement irritante dont souffrent, depuis des années, nos camarades de province.

Une motion présentée par la section fédérale de la Moselle et demandant à la Fédération Générale de mettre au point les modalités d'une grève générale dans la Fonction Publique, avec comme objectif unique « la suppression des zones », ne fut pourtant pas retenue, bien qu'une majorité relative se soit prononcée en sa faveur (1.184 mandats pour ; 920 contre et 1.302 abstentions) (1).

Il apparaît ainsi clairement que le problème des zones reste plus que jamais au premier plan des préoccupations des fonctionnaires et des salariés et il est permis de penser que, dans un proche avenir, se déclanchent de nouvelles actions, généralisées ou localisées, par profession ou par département.

DES AMÉLIORATIONS IMPORTANTES OBTENUES EN MOSELLE

Dans « Ecole et Education » du 16-3-1955, j'insistais sur l'importance de l'article 6 du décret du 31-12-1954, qui prévoit la possibilité d'aménagements des abattements appliqués aux prestations familiales. On sait que la C.F.T.C. est à l'origine de cette disposition qui mérite d'être exploitée à fond par nos camarades de province, puisqu'elle permet d'aboutir à la suppression des anomalies les plus flagrantes.

C'est ainsi que l'action énergique et

persévérante des travailleurs mosellans (action dans laquelle l'U.D. de la T.C. a pris une part déterminante) d'aboutir à un résultat important : l'arrêté paru au J.O. du 21-10-55, plus de 200 communes mosellanes sont reclassées dans une zone plus favorable (en ce qui concerne uniquement les taux d'abattement applicables aux prestations familiales). Des milliers de salariés fonctionnaires vont donc bénéficier, à compter du 1-10-55, d'une augmentation parfois importante de leurs allocations familiales.

Cette mesure fait suite à un reclassement obtenu à compter du 1-1-54, en faveur de 2.000 fonctionnaires exerçant dans 150 localités du bassin houiller de la région du fer (reclassement d'une zone de salaires plus favorable, entraînant une revalorisation de l'indemnité de résidence).

Certes, ces résultats, pour importants qu'ils soient, ne nous font pas perdre de vue notre objectif constant : suppression complète des zones d'abattement applicables tant aux prestations familiales qu'aux salaires. Mais ils prouvent que l'action résolue des travailleurs est susceptible de faire aboutir les revendications les plus difficiles, celles qui heurtent à l'opposition la plus systématique des Pouvoirs Publics (du Ministère des Finances en particulier !). Une fois de plus il apparaît clairement que seules l'action de grève possédant encore le pouvoir de démovoir nos gouvernants (2).

Que nos camarades continuent donc à harceler leurs parlementaires, leur préfet ; qu'ils essaient d'associer à leur manifestation de protestation les municipalités, les conseillers généraux, etc., mais surtout qu'ils mettent au point, commun avec les représentants des autres organisations syndicales, les modalités de l'action directe qu'ils devront tôt ou tard, déclencher sur le plan local ou sur le plan national...

P. CASPARD.

(1) Tous les mandats S.G.E.N.

(2) Des résultats n'ont pu être obtenus en Moselle qu'après plusieurs actions de grève.

Commission des Statuts et des Traitements

REUNION DU JEUDI 20 OCTOBRE

Présents : Mmes FRANÇOIS et GARRIGOUX, MM. CALLERON, GUIEU, LITTAYE, MARCHETTI, MARTINET, POISSON, ROUXVILLE, TONNAIRE et WAQUET.

Excusés : Mlle FOREL, GUERINDON.

● Remise en ordre des rémunérations publiques. — ROUXVILLE présente la situation comparée des rémunérations de base dans la fonction publique et dans le secteur nationalisé. Le décalage de celles-ci par rapport à celles-ci impose non seulement une accélération de l'application financière du plan du 30 juin, mais un relèvement important du montant des rémunérations de base à atteindre.

● Indemnité spéciale des enseignants. — LITTAYE précise que les professeurs-adjoints de l'enseignement du second degré percevront le taux annuel de 8.000 fr. comme les répétiteurs de l'enseignement technique. CALLERON signale l'omission dont ont été victimes les surveillants des Ecoles nationales professionnelles d'Arts et Métiers et d'horlogerie. La Commission approuve pleinement la position revendicative adoptée par le Bureau national du S.G.E.N. pour un relèvement général du barème de l'indemnité.

● Cotisations pour la sécurité sociale et le M.G.E.N. — Le relèvement du « plafond d'assiette » (44.000 fr. au lieu de 38.000 fr. par mois) entraîne une retenue supplémentaire de 150 fr. par mois pour tous les fonctionnaires qui perçoivent un traitement mensuel au moins égal à 44.000 fr. L'incidence sur les cotisations pour le M.G.E.N. n'est pas encore connue.

● Pièce d'habitation à usage professionnel. — TONNAIRE expose la situation des professeurs qui, disposant d'une pièce excédentaire, risquent d'être soumis à une forte augmentation de loyer portant sur l'ensemble de leur appartement. Ces collègues ont naturellement intérêt à faire valoir le caractère professionnel d'une des pièces de leur logement, quitte à payer la majoration prévue à ce titre par la loi. Même recommandation pour la réponse au questionnaire du service officiel du logement.

● Reclassement des personnels de l'enseignement technique et de l'enseignement du second degré. — Pour répondre au vœu de nombreux adhérents, CALLERON publiera dans « Ecole et Education » un tableau qui permettra à chacun de vérifier sa nouvelle ancienneté d'échelon.

● Statut des Assistants sociaux. — CALLERON indique qu'une réunion interministérielle doit, le 21 octobre, mettre au point ce statut, en application de la loi du 5 avril 1955.

● Indemnité de doctorat. — La Commission analyse les arguments développés par le Ministère des Finances contre le rétablissement de l'indemnité et prépare les éléments d'une réplique.

● Personnels de gardiennage des Musées. — MARCHETTI rend compte de l'audience accordée le 17 octobre par le Directeur des Musées Nationaux. Une nouvelle audience va être demandée au cabinet du Ministre de l'Education Nationale pour appuyer les propositions de la Direction des Musées (révision des indices et indemnité de sujétion).

● Répartition des responsabilités à l'intérieur de la Commission.

A. Problèmes généraux.

— ROUXVILLE : Statut général des fonctionnaires, Classement indiciaire, Régime général des rémunérations publiques.

— TONNAIRE et BESNARD (représentants du S.G.E.N. au Comité technique ministériel de l'E.N.) : Statut de la fonction enseignante.

— LITTAYE : Prestations familiales, Indemnités de mutation, Logement.

— CALLERON : Frais de mission, Bourses d'entretien et d'études.

— CONSTANTIN : Sécurité sociale, Congés pour maladie.

— Mlle FOREL (à titre provisoire) : Régime des retraites (fonctionnaires titulaires).

— Mme de MAMANTOFF : Régime complémentaire des retraites pour les cadres (contractuels).

B. Problèmes particuliers à une Direction ministérielle ou à un personnel interdirectionnel.

— Enseignement supérieur : HAMEL.

— Recherche scientifique : GUERINDON (chercheurs) et Mme de MAMANTOFF (techniciens et administratifs).

— Archives : WAQUET.

— Bibliothèques : Mlle GARRIGOUX.

— Musées : Mlle CHARRAGEAT (personnels scientifiques) et MARCHETTI (gardiens).

— Enseignement du 2^e degré : MOUSEL et LABIGNE (statuts) et, à titre provisoire, LITTAYE (traitements et indemnités).

— Enseignement technique : CALLERON (collèges et établissements assimilés) et MARTINET (centres d'apprentissage et orientation professionnelle).

— Enseignement du 1^{er} degré : POISSON (statuts) et PAUPY (traitements et indemnités).

— Personnels de service : à titre provisoire, GUIEU (en remplacement de Mlle FRANÇOIS).

CUMUL des rémunérations publiques

T.C.

Un décret du 11 juillet 1955 a modifié sur plusieurs points la législation relative au cumul de rémunérations publiques. Nous résumons les dispositions de la circulaire d'application en ce qui concerne les rémunérations publiques. Les dispositions de la circulaire d'application en ce qui concerne les rémunérations publiques. Les dispositions de la circulaire d'application en ce qui concerne les rémunérations publiques.

I. Cumul de rémunérations d'activité. — Le total des rémunérations effectivement perçues ne doit pas dépasser un certain plafond.

Par rémunérations effectivement perçues, il faut entendre : le traitement budgétaire (après retenues pour la retraite et la sécurité sociale), les indemnités pour heures supplémentaires, heures d'interrogations, participation aux jurys d'examen et de concours, l'indemnité de charges administratives, l'indemnité de gestion et de responsabilité, à l'exclusion de l'indemnité de résidence, de la prime hiérarchique, des indemnités compensatrices de logement, des divers avantages familiaux, des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles (y compris la prime de transport de la région parisienne), de l'indemnité compensatrice d'Alsace et Lorraine, des majorations coloniales ou pour séjour à l'étranger.

Le plafond est égal à 200 % du traitement budgétaire brut du fonctionnaire (1). Avant d'appliquer au traitement brut le coefficient 200/100, on lui ajoute, le cas échéant, certaines indemnités de fonction, telles que les indemnités de charges administratives (2). Ainsi T étant le traitement brut et X le total des indemnités de fonction (T+X) est le plafond (3).

D'après une instruction des Finances, il convenait jusqu'ici de veiller à ce que les rémunérations effectivement allouées pour chaque mois ne dépassent pas le douzième du plafond précédent. La rédaction nouvelle de l'article 12 du décret semble exclure une telle interprétation, de tout temps contestable. Ce serait pour l'année entière que l'ordonnateur du traitement principal établirait un relevé des sommes perçues par l'intéressé en dépassement de la limite de cumul ; ces sommes seraient reversées à la collectivité servant le traitement principal.

Exemple de calcul. Professeur certifié 3^e échelon :
 Traitement brut 594.000
 100 % 594.000
 Plafond de cumul 1.188.000
 Traitement brut 594.000
 Retenue retraite — 35.640
 Retenue Sécurité sociale — 13.200
 Traitement net 545.160
 Ce professeur peut ajouter à son traitement un total de rémunérations supplémentaires de : 1.188.000 — 545.160 = 642.840 francs.

II. Cumul d'une pension et d'un traitement (4). — Le cumul d'une pension de retraite et d'une rémunération d'activité est autorisé dans la limite d'un plafond égal à la plus forte des limites suivantes :

Emoluments afférents au nouvel emploi, Derniers émoluments afférents à l'emploi occupé avant la retraite (5) sous réserve que ces émoluments aient donné lieu au versement des retenues pendant au moins 6 mois ;

Cinq fois la rémunération soumise à retenue afférente à l'indice 200 (soit actuellement 795.000 francs).

Par rémunérations d'activité soumises au cumul, il faut entendre les seuls émoluments retenus plus haut en matière de cumul des rémunérations d'activité.

En cas de dépassement du plafond, la

retenue est effectuée sur la pension. Mais la retenue n'est pas intégrale. Une disposition nouvelle prévoit que la retenue qui devrait être opérée sera réduite de 15 % de son montant, ce pourcentage étant augmenté de 15 % supplémentaires pour les retraités âgés de moins de 65 ans, ainsi que de 15 % supplémentaires par enfant à charge.

Aucune disposition ne permet de prévoir que le calcul du dépassement sera désormais effectué par année.

Exemple : Professeur du 9^e échelon, âgé de moins de 65 ans, un enfant à charge. Le traitement du dernier échelon est de 1.331.000 francs ; supposons qu'il soit supérieur aux émoluments afférents au nouvel emploi (5). Supposons que la retraite atteigne 963.000 francs par le jeu des majorations pour enfants. L'intéressé peut recevoir comme rémunérations d'activité : 1.331.000 — 963.000 = 368.000 francs dans l'année. Supposons qu'il ait perçu 448.000 francs, soit 80.000 francs de trop. Il lui sera retenu sur sa pension 80.000 × 0,70 = 56.000 francs.

III. Cumul de deux pensions. — Le cumul de deux pensions acquises au titre de services successifs n'est possible que dans la limite soit du maximum normal de l'une ou l'autre pension, soit de 75 % des émoluments de base afférents à l'indice 800 (actuellement 0,75 × 1.754.000 = 1.315.500 francs). Le cumul d'une pension d'ayant-droit et d'une pension personnelle est possible dans les mêmes limites.

Le cumul par une veuve ou un orphelin de plusieurs pensions obtenues du chef d'un même agent est autorisé dans la limite de la moitié des avantages précédents. Le cumul par une veuve ou un orphelin de plusieurs pensions obtenues du chef d'agents différents est interdit.

Ajoutons que des dispositions de maintien des droits acquis sont prévues pour les agents en fonction avant le 20/7/55.

(1) En cas de cumul d'emploi, seul le traitement principal, y compris le cas échéant, certaines indemnités de fonction y afférentes, sera à considérer pour le calcul du plafond imposé à la rémunération totale.

(2) Le décret du 11 juillet 1955 abroge l'article 10 du décret du 29 octobre 1935 qui prévoyait l'addition de certaines indemnités fictives variables avec la fonction de l'intéressé, certaines exprimées en heures supplémentaires, d'autres fixées forfaitairement.

(3) Est abrogé l'article 11 du décret de 1936 qui prévoyait un plafond forfaitaire spécial pour le personnel enseignant de l'enseignement supérieur lorsqu'il s'agissait du cumul de plusieurs traitements.

(4) Les titulaires des pensions de veuves peuvent cumuler intégralement leur pension avec les émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié.

(5) Rappelons qu'un professeur retraité, maintenu ou rappelé à l'activité pour exercer des fonctions d'enseignement, a droit, s'il est chargé d'un service complet, à son dernier traitement d'activité et à l'indemnité de résidence y afférente, ainsi que, le cas échéant, aux indemnités diverses, y compris celles d'heures supplémentaires (sa pension est alors suspendue) ; dans le cas contraire, le professeur peut opter entre le paiement d'heures supplémentaires au taux afférent à sa catégorie lors de son admission à la retraite ou le mode de rétribution des maîtres auxiliaires à service incomplet. Au cas où ce dernier mode de rétribution est choisi, il sera tenu compte des services accomplis par l'intéressé en qualité de titulaire pour son classement dans les divers échelons des maîtres auxiliaires ; l'indemnité de résidence servie au retraité en sa qualité de maître auxiliaire ne tombe pas sous le coup de la législation sur les cumulés.

COTISATIONS

BARÈME

M.I. - S.E. non licenciés, instituteurs supérieurs, Elèves-maîtres de F.P.	1.000
M.I. - S.E. licenciés, Délégués rectoraux non licenciés, Instituteurs stagiaires ..	1.200
Délégués rectoraux licenciés	1.400
Instituteurs 6 ^e classe	1.400
» 5 ^e »	1.500
» 4 ^e »	1.600
» 3 ^e »	1.700
» 2 ^e »	1.900
» 1 ^{re} »	1.900
» hors »	2.100
A. E. 1 ^{er} échelon	1.500
» 2 ^e »	1.600
» 3 ^e »	1.700
» 4 ^e »	1.900
» 5 ^e »	2.000
» 6 ^e »	2.200
» 7 ^e »	2.300
» 8 ^e »	2.400
Certifiés 1 ^{er} échelon	1.600
» 2 ^e »	1.700
» 3 ^e »	1.900
» 4 ^e »	2.100
» 5 ^e »	2.200
» 6 ^e »	2.400
» 7 ^e »	2.600
» 8 ^e »	2.600
» 9 ^e »	2.700
Agrégés 1 ^{er} échelon	1.900
» 2 ^e »	1.900
» 3 ^e »	2.400
» 4 ^e »	2.600
» 5 ^e »	2.600
» 6 ^e »	2.700
» 7 ^e »	2.700
» 8 ^e »	2.700
» 9 ^e »	2.700
Retraités	700

Ménage recevant un seul « Ecole et Education » : abatement de 500 francs.

Ne pas oublier d'ajouter à chaque catégorie, la dernière tranche (500 francs) de la cotisation exceptionnelle.

AVIS IMPORTANT

ATTENTION ! Aucune cotisation ne doit être envoyée directement au trésorier national Bazin. Toute cotisation est à adresser au TRESORIER ACADEMIQUE (ou départementale), ou au TRESORIER DE SECTION NATIONALE pour :
 — Bibliothèques, Bibliothèque Nationale, Archives, Musées, Enseignement Supérieur et Chercheurs, C.N.R.S., C.N.E.P.C.

Retenez dès maintenant

26, rue de Montholon, Paris (9^e), de 14 h. à 16 h. 30 : réunions par degré : 1^{er} degré, 2^e degré, technique et SNCPA

Programme détaillé

dans le prochain numéro

De 16 h. 30 à 18 h. réunion générale Salle 1 : Informations générales. — Les syndicalistes enseignants et les élections, par Paul VIGNAUX

SUITE DE L'EDITORIAL

gueur, le respect de toutes les consciences.

Nos collègues présenteront ces remarques, le cas échéant, au nom du Syndicat. Ils appelleront l'attention de tous les enseignants, mais en son nom également sur la nécessité d'obtenir d'extrême urgence :

— pour notre service public et son personnel les crédits indispensables à l'accomplissement de la tâche que lui assignent inconditionnellement la tradition et la constitution de la République. Dans la campagne électorale, ils exigeront de la part de ses défenseurs, une présentation de ce service plus accueillante pour tous les citoyens, spécialement pour ceux dont les adversaires de l'Université voudraient utiliser les croyances pour les éloigner de nous.

Le Syndicat Général de l'Education Nationale a de fait sur ces deux points une responsabilité propre et un rôle irremplaçable : sur ces deux points doit être concentrée l'action de tous nos camarades.

5 Novembre 1955.

RECTIFICATIF

Notre camarade KUNTZ, secrétaire départemental de l'Allier, nous prie d'insérer le rectificatif suivant :

• La collecte organisée dans les lycées de Montluçon est due à l'initiative des sections SNES et SGEN réunies.

LISTE des trésoriers académiques

- AIX. — M. CASABONA, 48, rue Fortunée, Marseille. C.C.P. Marseille 1591-62.
 BESANCON. — S.G.E.N., Section académique, 28 bis, rue Gabriel-Plançon. C.C.P. Dijon 126-69.
 BORDEAUX. — Mlle DAMIENS, 14, allée des Pins, Bordeaux (Gironde). C.C.P. Bordeaux 628-12.
 CAEN. — Mlle Madeleine LEVIF, 110, rue Gilles-Bouvier, Sotteville-les-Rouen. C.C.P. Paris 11258-18.
 CLERMONT. — Mlle NICOLET, 17, rue des Prés-Bas, Clermont-Ferrand. C.C.P. Clermont 961-43.
 DIJON. — SYNDICAT GENERAL DE L'EDUCATION NATIONALE, 39, rue du Lycée, Dijon. C.C.P. Dijon 1015-96.
 GRENOBLE. — S.G.E.N., Section académique, 15, rue E.-Faure, Grenoble (Isère). C.C.P. Lyon 2288-37.
 LILLE. — M. BEAL, 22, rue Watteau, Calais. C.C.P. Lille 733-47. Nouvelle adresse : 32, rue Watteau, Calais.
 LYON. — M. TOURNISSOU, 19, rue Burdeau Lyon-1^{er}. C.C.P. Lyon 489-49.
 MONTPELLIER. — S.G.E.N., Section académique, 14, rue du Four-des-Flammes, Montpellier. C.C.P. Montpellier 835-36.
 NANCY. — M. MUNCH, Instituteur, Champigneulle (M.-et-M.). C.C.P. Nancy 869-15.
 PARIS. — BUREAU DE L'ACADEMIE DE PARIS DU S.G.E.N., 124, rue de Picpus, Paris-12^e. C.C.P. Paris 562-435.
 POITIERS. — M. LOMBOIS, 1, rue L.-Renard, Poitiers. C.C.P. Limoges 230-62.
 RENNES. — Mlle LAURENT, Professeur au Lycée de Jeunes filles de Rennes. C.C.P. 594-50.
 STRASBOURG (Bas-Rhin). — 1^{er} degré : LERCH, 6, rue Joseph-Gerber, Strasbourg-Neudorf. C.C.P. Strasbourg 315-51. Autres degrés : M. CHANVILLARD, 65, avenue de la Forêt-Noire, Strasbourg. C.C.P. Strasbourg 1129-41.
 SAUF :
 1) Instituteurs Seine, Cher, Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Marne, Seine-et-Marne : S.G.E.N., Section 1^{er} degré, 36, rue Antoine Chantoin, Paris-14^e. C.C.P. 923-142
 2) Instituteurs Seine-et-Oise : Syndicat Général de l'Education nationale, Section Seine-et-Oise, 19, rue Gay-Lussac, Houilles (S.-et-O.). C.C.P. 2906-88.
 3) Oise : Mlle PODEVIGNE, école de filles Marenl-sur-l'Oureq (Oise) C.C.P. 2095-17.
 4) Technique :
 Dans le prochain numéro :
 HAUT-RHIN. — S.G.E.N., Section académique 70, rue Kleber, Mulhouse. C.C.P. Strasbourg 420-40.
 MOSELLE. — M. Lucien JANSEN 32 bis, rue Dupont-des-Loges, Metz. C.C.P. Strasbourg 284-06.
 TOULOUSE. — M. PORTY, 12, rue Saint-Cyr, Toulouse. C.C.P. Toulouse 584-17.
 ALGERIE. — M. MASSENET, 5, rue Victor-Hugo, Boufarik (Alger). C.C.P. Alger 1244-84.
 MAROC. — Mlle CARLOTTI, Professeur, Lycée de Jeunes Filles, Casablanca. — Trésorière adjointe pour le Primaire : Mme ROCH, rue Djebart, Fès. C.C.P. Rabat 51-667.
 TUNISIE. — Syndicat Général de l'Education Nationale. M. KUEREFF, Ecole Franco-Arabe Beni Kalled, Menzel Bou Zelfa. C.C.P. Tunis 241-41.
 GUADELOUPE. — M. DUPUY, Lycée Gerville-Réache, Basse-Terre.
 MADAGASCAR. — M. GOYEAU, Lycée Gallieni, Tananarive.
 MARTINIQUE. — M. DIEUPART-RUEL, « La Folie », Fort-de-France.
 REUNION. — Mlle Hélène GERARD, Directrice d'Ecole à Joinville, Saint-Denis.
 BIBLIOTHEQUES. — M. DUBOIS DE PRISQUE, 31, rue des Peupliers, Paris-13^e. C.C.P. Paris 3485-17.
 BIBLIOTHEQUE NATIONALE. — Mlle G. GASCHARD, 9, rue des Moines, Paris-17^e.
 ARCHIVES. — Mlle LANGLOIS, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3^e.
 MUSEES. — Mlle CHARAGEAT, 14, rue Soufflot, Paris-5^e.
 C.N.R.S. — M. LOSSIGNOL, 15, rue Georges-Urbain, Vitry (Seine). C.C.P. Paris 4923-83.
 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET CHERCHEURS. — S.G.E.N., Chercheurs, 29, rue Abbé-Grégoire, Paris-6^e. C.C.P. 11.307-81.
 C.N.E.P.C. — Mlle MAURICE, 5, rue des Gravilliers, Paris. C.C.P. 10026-52.

Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires

Il s'est tenu à Paris les 20, 21 et 22 octobre. Le S.G.E.N. était représenté par BROCARD, PINOTEAU, ROUXEVILLE, Mlle TABURET, CASPARD, du S.G.E.N., était délégué au titre de la section fédérale de Moselle; BECK (de la section Allemagne-Autriche du S.G.E.N.), représentait la section fédérale des territoires ex-occupés.

La partie « Action revendicative » de ce Congrès fait l'objet d'un compte rendu de notre camarade ROUXEVILLE (voir rubrique Traitements).

De l'ensemble des travaux de ce Congrès, nous retiendrons les points suivants :

I. — Organismes directeurs. Notons la réélection du Président sortant, André JEANSON et du secrétaire général sortant Jean VANDEN-BUSSCHE.

Au conseil Fédéral, ROUXEVILLE, présenté par le S.G.E.N., est réélu (il demeure vice-président), ainsi que CASPARD, présenté par la section fédérale de Moselle.

BROCARD (titulaire) et PINOTEAU (suppléant) sont membres désignés au titre du S.G.E.N.

II. — Modifications statutaires diverses,

Une proposition tendant à ne tenir le Congrès que tous les deux ans a été adoptée (le S.G.E.N. a voté pour). Le prochain Congrès se tiendra dans les semaines précédant le Congrès confédéral de 1957.

Adoption d'une proposition fixant les réunions du Conseil fédéral tous les deux mois (au lieu de la réunion mensuelle) (S.G.E.N. pour).

Rejet de proposition d'augmentation des cotisations fédérales (S.G.E.N. contre l'augmentation).

III. — Caisse de résistance fédérale.

Un projet de création d'une caisse de résistance fédérale, émanant du S.C.A. M.R.U., s'est vu opposer une motion préjudicielle du S.G.E.N. et des Finances défendue par BROCARD. La motion, après léger amendement de MARCHETTI (Travail) a été adoptée.

En conséquence, le Conseil fédéral est mandaté par le Congrès pour soumettre aux organisations fédérées divers projets de Caisse de résistance, les organisations étant invitées à mettre la question à l'ordre du jour de leurs Congrès respectifs afin que leurs délégués puissent « valablement » prendre position au Congrès fédéral de 1957.

Correspondance

avec les élus des C.A.P.

Si vous tenez à une réponse rapide et si vous voulez alléger notre tâche, joignez à chacune de vos lettres, une enveloppe timbrée et rédigée à votre adresse. Merci !

La publicité est reçue à :

REGIE - PUBLICITE - ÉDITIONS

27, rue Taitbout, Paris (9^e)

Tél. : PROvenve 27-93

Directeur de la publication ; Charles GULOT.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Impr. du « Courrier du Commerce » 60, rue René-Boulanger, PARIS (10^e).

Sécurité Sociale

LES ÉLECTIONS DU 17 NOVEMBRE

VOTEZ ET FAITES VOTER C.F.T.C.

Le 17 novembre prochain les assurés sociaux choisiront pour cinq ans leurs représentants aux Conseils d'Administration des Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales. Les fonctionnaires et les auxiliaires ne font pas partie des Caisses d'A. F. puisqu'ils reçoivent de l'Etat leurs allocations familiales. Ils n'auront donc à voter que pour la S.S.

Dans la plupart des départements on verra quatre listes en présence : C.F.T.C., CGT-FO, CGT, Mutualistes.

Certes, les programmes des concurrents ont de nombreuses parties communes. En particulier les trois centrales syndicales ne manquent pas de réclamer :

— l'augmentation des pensions d'invalidité ;

— le droit aux soins sans limitation de durée pour les retraités ;

— l'augmentation des pensions de retraite ;

— le remboursement effectif de 80 % (éventuellement 100 %) des dépenses réelles en cas de maladie ;

— l'institution d'une Assurance-Chômage ;

— le financement par l'Etat d'une partie des dépenses de S.S.

Cependant l'originalité du programme CFTC apparaît sur de nombreux points.

Extension de la S.S. à toute la population. Il reste bien peu de personnes qui ne soient ni assurées ni ayant droit d'assurés. De nombreuses fraudes se produisent, avec ou sans la complicité des médecins, sur l'identité des personnes soignées. La CFTC demande l'extension de la S.S. à toute la population. Cette mesure, qui entraînerait une simplification évidente dans la vérification des droits, ferait enfin de la S.S. l'organe d'une véritable solidarité nationale.

Rapports avec le corps médical. Les techniques médicales ont évolué vers la « médecine d'équipe ». La CFTC pense qu'il est possible et souhaitable de développer une « médecine sociale » tout en conservant les notions de liberté de responsabilité et d'humanité.

Assurance-vieillesse. Sans tomber dans la démagogie de la CGT qui demande la retraite à 60 ans, pour tous, la CFTC demande :

— la définition des activités pénibles qui permettront d'obtenir la retraite à 60 ans ;

— l'avancement de l'âge de la retraite pour les femmes ;

— l'institution d'une « allocation nationale de retraite » à tous les Français âgés de 65 ans, égale à 40 % du SMIG.

— l'institution d'un vrai régime de pension vieillesse dont le montant serait proportionné aux cotisations des intéressés.

Allocations familiales. C'est surtout dans ce domaine que la CFTC s'oppose aux autres centrales. Celles-ci veulent la suppression de l'allocation de salaire unique. Bien sûr, on emploie un autre style. La CGT demande l'attribution de cette allocation à toutes les mères de familles, travaillant ou non. FO en demande l'intégration dans l'allocation familiale. Les dirigeants de FO ne parlent-ils pas couramment à propos des A.F. du « salaire de reproduction » ? N'estiment-ils pas, avec leur dirigeante féminine Etienne Rose, que la « Mère au foyer » va contre l'émancipation de la femme ?

La CFTC reste fidèle à sa conception de l'homme et de la famille. Elle demande une « Allocation de la mère au foyer » égale à 70 % du salaire servant

de base au calcul des prestations familiales.

Les élections à la S.S. n'ont pas le prestige des élections politiques. On leur a fait tort, cependant, de méconnaître leur importance. Les budgets S.S. A.F. réunis atteignent le quart du budget national et dépassent celui de l'Etat.

Pour la CFTC en compétition avec les autres centrales, pour ses Unions départementales et locales en compétition avec les U.D. et U.L. de la CGT et du FO, les résultats des élections S.S. continueront à être le critère officiel qui déterminera leur représentativité. Un fort pourcentage de nos militants non seulement les conseils d'administration S.S. et les autres délégués mais aussi à de nombreux organismes situés à tous les étages de la pyramide géographique depuis les plus modestes jusqu'au Conseil Economique National.

C'est donc un devoir impérieux pour nos collègues de voter et de faire voter la CFTC. Mais il est un autre devoir. Une campagne électorale coûte toujours cher. Pour financer la campagne commence, la CFTC a émis des timbres spéciaux à 10 fr. qu'on trouvera dans les U.D. et les U.L. Nous demandons à nos collègues de leur faire bon accueil.

G. CONSTANTIN

Les réformes préconisées par la C.F.T.C. en matière de Sécurité Sociale

Aucune réforme de la Sécurité sociale n'est concevable si on ne se met enfin d'accord sur le véritable sens de l'institution. C'est là la seule question de principe qui se pose, à notre sens, en cette matière. Pour nous, syndicalistes C.F.T.C., poser ainsi le problème « solidarité nationale », cela suppose la

généralisation de la Sécurité sociale, c'est-à-dire qu'elle couvre toute la population.

Cela exige :

1° Une sécurité sociale qui garantisse à chacun la santé. Pas de médecine de riches ou de pauvres, mais le progrès au service de tous.

2° L'établissement de nouvelles relations entre le corps médical et la sécurité sociale.

3° Une réforme de la législation hospitalière.

4° La révision des prix des produits pharmaceutiques.

5° La garantie d'un revenu de remplacement, tant en cas de maladie privant du salaire normal, de vieillesse, que d'invalidité.

En outre, une véritable sécurité sociale ne peut se concevoir sans la « sécurité du travail », ce qui implique une assurance chômage, une politique de plein emploi, l'institution d'une véritable promotion ouvrière.

Camarades du S.G.E.N. ! Il vous appartient, comme à l'ensemble des travailleurs, de peser sur la solution du vaste problème ainsi posé. Vous avez en mains le sort de la plus grande réalisation sociale du pays.

A vous d'apporter, le 17 novembre vos suffrages aux listes C.F.T.C. présentées aux élections pour le renouvellement des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.

Promoteurs des assurances sociales, nous saurons, par votre confiance, lutter pour réaliser enfin une véritable justice sociale.

DANS LES ACADÉMIES

Lille

MODIFICATION A LA LISTE DES TRESORIERES ACADEMIQUES

Au lieu de :

Mlle ROLLIN, 15, avenue Louise, La Madeleine, C.C.P. Lille 733-47,

Mettre :

BEAL, à partir du 1^{er} novembre 55, 22, rue Watteau, Calais. C.C.P. LILLE 733-47 (le même numéro de compte que le précédent).

Poitiers

RESPONSABLES DU S.G.E.N.

SECRETAIRES ACADEMIQUES : JEANNE et LOUIS GIRARD, 34, rue de la Chaîne, Poitiers.

TRESORERIE : S.G.E.N., Lycée de garçons, Poitiers. C.C.P. Limoges 230-62. (En l'absence de LOMBOS, malade, Mme Girard assure la trésorerie).

SECRETAIRES ADJOINTS :

2^e DEGRE : J. VALETTE Collège moderne de garçons, Tours (I.-et-L.) ou 36, rue de la Chaîne, Poitiers.

1^{er} degré : HILLAIRET, Collège moderne et technique de garçons, Poitiers.

TECHNIQUE : BLANC, 3, cité Bel-Air, Poitiers.

A.E. : BERNARD, surveillant général, Collège de garçons, Fontenay-le-Comte (Vendée).

M.I. : 2^e degré : THERESE COUTY, Lycée de jeunes filles, Poitiers.

Technique : COINEAU, Collège technique de garçons, Poitiers.

DEMARCHES AU RECTORAT : GIRARD et LAVIGNE, 22, rue des Feuillants, Poitiers (A.E. et M.A.). M.I. : Thérèse Couty, Secrétaires départementaux.

SECRETAIRES DEPARTEMENTAUX :

CHARENTE : Mlle Pigoreau, 18, rue de Bérat, Angoulême.

CHARENTE-MARITIME : Souty, 62 bis, rue J.-Godefroy, La Rochelle.

INDRE : Beuneu, 11, rue Bourdaloue, Châteauroux.

INDRE-ET-LOIRE : Chevalier, 133, rue d'Entraigues, Tours.

DEUX-SEVRES : Maroteau, 147, rue Maréchal-Leclerc, Niort.

VIENNE : Pénigault, Collège de Civray (Vienne).

VENDEE : Mlle Morichau-Beauchant, 17, rue de la Tuée, Fontenay-le-Comte.

HAUTE-VIENNE : Saumon, 6, rue Ledru-Rollin, Limoges.

COMMISSIONS PARITAIRES

● Mme LESAGE, « Les Poulardières », par Saint-Cyr-sur-Loire (I.-et-L.)

● Mlle PERRET, 14, rue Lepelletier, Tours.

● M.I. : THERESE COUTY, Lycée de jeunes filles, Poitiers.

SUPPLEANTES :

● Mlle LARTIGAU, 30, rue d'Arcole, Angoulême.

● Mlle MONCHAU-BEAUCHANT, 17, rue de la Tuée, Fontenay-le-Comte.

● M.I. : Mlle BAUDEIGNE, Lycée de jeunes filles, Poitiers.

CENTRE PEDAGOGIQUE REGIONAL :

TEXIER (angliciste), stagiaire d'enseignement, Lycée de garçons, Poitiers.

Rennes

SECRETAIRE ACADEMIQUE : Alési, professeur au Lycée, 56, rue Paul-Bert, Rennes.

SECRETAIRE ADMINISTRATIF : Delumeau, maître de conférence à la Faculté des Lettres, 41, rue Etienne-Dolet, Rennes.

SECRETAIRE ADMINISTRATIF ADJOINT : Massiot, professeur au Lycée, 38, bd Franklin-Roosevelt, à Rennes.

TRESORIER ACADEMIQUE : Mlle Laurent, professeur au Lycée de Jeunes Filles, Rennes. C.C.P. 594-50 Rennes.

Marot

NOUVELLE TRESORIERE : Mlle Carlotti, Lycée de Jeunes Filles, Casablanca.

En remplacement de M. Cauchy, Lycée Lyautey, Casablanca.

Caen

BUREAU ACADEMIQUE

1^{re} Commission exécutive :

SECRETAIRE ACADEMIQUE : J. Natanson, professeur au Lycée du Havre.

SECRETAIRES ADJOINTS : R. Garapon, professeur à la Faculté des Lettres, 21, quai E.-Meslin, Caen. R. Labourie, professeur au C.M.G., Rouen, 14, rue Alsace-Lorraine, Rouen.

SECRETAIRE ADMINISTRATIVE : Mlle Derivière, professeur au Lycée de J.F., Rouen, 96, route de Neufchâtel, Rouen.

TRESORIERE : Mlle Levif, professeur au Lycée de J.F., Rouen, 110, rue G.-Bouvier, Sotteville-les-Rouen, C.C.P. Paris 11.258-18.

2^e Secrétaires de catégories :

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : Salvaire, directeur du Collège Moderne et Technique, La Ferté-Macé (Orne). — Mlle Malinvaud, S.G. au C.T.F. de Caen.

ORIENTATION PROFESSIONNELLE : Morisseau, centre O.P., Caen, rue des Noyers, Douvres (Calv.).

SYNDICAT NATIONAL DES CENTRES PUBLICS D'APPRENTISSAGE : Roques, 111, rue Molière, à Rouen.

INTENDANCE : Malphettes, Intendant au Collège Litté, Avranches (Manche).

ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT : Lechartier, Lycée Corneille, Rouen.

MAITRES D'INTERNAT ET SURVEILLANTS D'EX-TERNAT : (provisoirement) Mlle Vilpoix, Lycée Corneille, Rouen.

ECOLE NORMALES : Mlle Bretez, E.N. J.F., Caen.

3^e Secrétaires départementaux :

CALVADOS : Garapon, Faculté des Lettres, Caen. Secrétaire adjoint Second Degré : Delange, A.E., au Lycée Malherbe, Caen.

1^{er} Degré : Leroy, Auquainville-p.-Fervacques. Technique : Bouillard, 148, rue Caponière, Caen.

EURE : Mlle Fée, prof. au Coll. J.F. Evreux, 12, rue du Docteur-Guinéy.

1^{er} Degré : Devillaine, instituteur au Lycée de Garçons d'Evreux.

MANCHE : Weiss, prof. au Lycée de St-Lô. 1^{er} Degré : Mme Dujardin, inst. à Camberton, par Coutances.

ORNE : Michaud, prof. au Lycée de Garçons, Alençon.

1^{er} Degré : Mlle Terrier, inst. à Exmes.

SARTHE : Mlle Michaudel, rue des Fontaines, Mans.

1^{er} Degré : Mlle Mordelet, C.C. A.-Paré, Le Mans.

SEINE-MARITIME : Lecomte, prof. au Lycée Cornille, Rouen, 35, rue de Banneville, Rouen.

1^{er} DEGRE : Cahier, rue Lannier, Sotteville-les-Rouen.

Alger

RESPONSABLES D'ETABLISSEMENT

LYCEE BUGEAUD, ALGER : Masson, prof. au Lycée.

LYCEE FRANCO-MUSULMAN DE FILLES : Mlle Thomas, maîtresse d'internat au Lycée, rue Bencheb, Alger.

COLLEGE MODERNE DU CHAMP DE MANOEUVRES : M. Gérentes, A.E. au Collège du Champ-de-Manoeuvres, Alger.

COLLEGE DE FILLES DE MAISON-CARRÉE : Mlle Salus, M.I. au collège.

ORLEANSVILLE : M. Touri, prof. au collège.

MOSTAGANEM : Lycée Basset, Roques, surveillant général au Lycée de garçons.

SIDI-BEL-ABBES : collège de garçons, Mlle Loze, prof. au collège de garçons.

CONSTANTINE, LYCEE D'AUMAËLE : M. Tella, prof. de math. au Lycée de garçons (lui envoyer d'urgence une grande affiche verte).

CONSTANTINE, COLLEGE DE FILLES : Mme Mestree, prof. au Collège de filles.

BATNA : Clouet, principal du collège.

MILIANA : Mme Huni, prof. au Collège de filles.

SETIF, LYCEE DE GARÇONS : Aeply, prof. au Lycée Albertini.

Corse

SECRETAIRE DEPARTEMENTAL : M. Capit, professeur de physique, Lycée de garçons, Bastia.

SECRETAIRES D'ETABLISSEMENT SECOND DEGRE : Mlle Franceschi, Lycée de Garçons, Bastia.

Mlle Cabal et Mlle Salvatori, Collège de jeunes filles, Bastia.

SECRETAIRE DEPARTEMENTAL POUR LE 1^{er} DEGRE : Mme Colombani, directrice d'école, 10, rue Favallini, Bastia.

La page du premier degré

On demande...

B.E. ou de la première partie du Baccalauréat à qui l'on fait miroiter la possibilité de devenir instituteurs, un véritable abus de confiance. Il est à craindre que ces jeunes, pour la plupart aux prises avec des difficultés financières extrêmes, acceptent de prendre un poste, en ignorant tout des conditions exactes qui leur seront faites. Quand leurs yeux s'ouvriront aux dures réalités de la vie de suppléant, combien d'entre eux pouront-ils reprendre le cours de leurs études avec quelque chance de succès et sans trop de retard ?

Parviendront-ils, tout en assurant leur travail de classe, à préparer les examens qui leur permettront d'être titularisés ?

Quant aux élèves, peut-on, sérieusement, attendre qu'ils tirent un profit quelconque d'une classe surchargée, sous la responsabilité d'un maître ou d'une maîtresse dont les qualités de jeunesse, d'ardeur, de dévouement, si sympathiques qu'elles soient, ne peuvent remplacer un minimum de compétence ?

Mais il y a plus grave. Le démantèlement systématique de l'école, mené avec l'acharnement que l'on sait par la « majorité scolaire » depuis cinq ans, atteint ici ses objectifs d'une manière particulièrement adroite. Toute l'action de cette majorité a visé à déconsidérer l'école laïque sans jamais avoir l'air de l'attaquer directement. Mais par une vaste entreprise de détournement de fonds publics au profit de l'enseignement privé, on est arrivé, la situation démographique aidant, à une asphyxie progressive de l'école publique. Encore quelques années d'un tel régime et l'école, qui fera de plus en plus difficilement face à ses obligations faute de place pour accueillir les enfants, ne pourra même plus se prévaloir de la qualification de ses maîtres.

Que les adversaires de l'école s'y emploient, cela ne saurait nous surprendre.

Les instituteurs sauront mobiliser leurs forces pour défendre leur service public.

Il serait inconcevable que l'administration passe, même temporairement et contre son gré, dans le clan de l'adversaire.

J. BROCARD.

Enfance inadaptée

Le problème de l'enfance et de l'adolescence inadaptées s'impose à l'attention. Dans la plupart des pays, il préoccupe les Pouvoirs publics. Les grandes institutions de coopération internationale comme l'Unesco, le mettent à l'étude.

Tandis que les spécialistes s'attachent à mettre au clair ses multiples aspects, presse et radio le signalent au grand public et le cinéma même apporte sa puissance de suggestion à l'évocation de la plus saisissante, de la plus angoissante des inadaptations : celle de l'enfance.

Ampleur et urgence du problème

Le nombre des enfants inadaptés est en constante augmentation. A quoi cela tient-il ?

En premier lieu, aux conditions de la vie moderne qui favorisent le développement des grandes maladies sociales : alcoolisme, surmenage, misère, insuffisance de logements urbains trop souvent malsains, surpeuplés. Les changements survenus dans la structure même de la famille sont aussi un facteur important d'inadaptation.

Conséquence : les enfants arriérés se multiplient ; on trouve de très nombreux cas d'arriération mentale, de déficience physique, de déséquilibre ; guerre et après-guerre ont amplifié le mal. Retenissement fatal sur le psychisme des enfants des épreuves des parents, contagion de la démoralisation : tout le monde est d'accord pour en dénoncer les funestes influences.

Des enfants sont atteints dans leur santé, dans leur affectivité ou leur intelligence, leur développement et leur adaptation sociale semblent sinon compromis, au moins menacés.

Devant ces innocentes victimes de fautes et d'erreurs d'adultes, la conscience publique s'est émue, une notion nouvelle se'est dégagée de ce sentiment de culpabilité : l'enfant aussi a ses droits.

La déclaration de Genève de 1923 affirmait déjà :

Les hommes et les femmes de toutes les nations reconnaissent que l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur, affirment leurs devoirs...

1° L'enfant doit être mis en mesure de se développer normalement, d'une façon matérielle et spirituelle.

2° L'enfant dévoyé doit être ramené...

3° L'enfant qui est physiquement, mentalement ou socialement déficient, doit être aidé, l'enfant inadapté doit être ré-éduqué.

Evidemment, mieux vaudrait prévenir que guérir. Mais en attendant que notre pays comprenne la gravité du péril, la terrible urgence de l'action à entreprendre, les arriérés, les caractériels, les jeunes délinquants nous accusent et nous pressent de les sauver. N'est-ce pas là une obligation morale impérieuse ? Un État démocratique a le devoir de garantir à chaque individu les conditions nécessaires à son développement. Même un État appauvri n'a pas le droit de laisser exposés au chômage, à l'asile ou à la prison, des enfants qui peuvent être mis en état de gagner leur vie honnêtement.

Rôle de l'école

Ce rôle est aisé à définir : instruire, éduquer par un enseignement spécial.

Mais, pour qu'une action psycho-pédagogique adéquate soit possible et efficace, pour qu'elle laisse des traces, il importe que le cadre soit approprié à l'action. Là intervient l'initiative des municipalités et des départements. Créer selon la loi de 1909, une classe ou école autonome de perfectionnement, est une chose assez aisée. Mais, les créer, dans l'esprit de cette loi, est une affaire bien différente. La loi, d'ailleurs elle-même, n'est pas formelle, elle rend les créations facultatives. Mais déjà en 1909 on a envisagé une « loi extensive ».

Parlons maintenant du plus important : l'installation matérielle — tout en nous référant aux textes légaux de 1909, modifiés et complétés par des lois et décrets-lois ultérieurs.

Une classe vaste et agréable

S'il est souhaitable que tout local où vivent des enfants, soit aimable et gai, combien davantage faut-il s'efforcer de rendre agréable le refuge que représente leur école, pour beaucoup de nos petits inadaptés qui passent le reste de leur existence dans d'étroits logis, tristes, laids, parfois sordides.

Un matériel adapté

Conformément au texte légal du 3 mai 1950, le siège sera attaché à la table, les pieds seront pourvus de rondelles de caoutchouc : petits détails... importants. Une ou plusieurs tables de 6-8 places sont nécessaires pour les travaux par groupes. L'enseignement doit être actif

Si toute salle de classe doit être saine, aérée, claire, ensoleillée, à plus forte raison, celle qui accueille les élèves dont les anomalies psychiques s'accompagnent souvent de déficiences physiques.

Notre exigence essentielle porte sur les dimensions. A l'avantage de l'espace, on sacrifie volontiers d'autres agréments. Bien qu'elle ne reçoive que de 15 à 20 élèves, une classe de perfectionnement doit être au moins aussi vaste qu'une belle salle de classe ordinaire. Les exercices et les divers travaux manuels qui figurent à l'emploi du temps exigent un équipement qui prend beaucoup de place.

L'organisation pédagogique complexe, combinant avec les tâches individuelles les travaux de groupes et l'enseignement collectif, rend nécessaire un mobilier important et impose de nombreux déplacements qui doivent s'effectuer avec aisance (enseignement individualisé et sur mesure).

Enfin et surtout, quand les enfants sont entassés dans un local sale, exigü, chaque mouvement, chaque geste devient pour tous un excitant auquel il est difficile de résister ; l'attention se disperse, les rires se communiquent, le bruit va croissant. On n'échappe à l'agitation que par une discipline contraignante. De ces deux maux, quel est le pire pour nos enfants déjà trop nerveux ? Si, au contraire, chacun peut se déplacer sans gêner son voisin, s'il lui est possible de s'isoler pour un travail qui exige de la concentration, si le travail d'un groupe ne risque pas de troubler le reste de la classe, l'activité qui se déroule ainsi dans l'ordre et le calme, est un des plus sûrs facteurs de la rééducation des caractères.

Donnant sur un jardin

Pourquoi pas le prolongement d'un jardin, d'un parc, plutôt que les cours profondes, sombres et bruyantes de nos villes ? (La loi de 1909 et les lois et décrets-lois ultérieurs exigent que ces conditions d'hygiène soient respectées.) Pendant la récréation des uns, les autres classes ne peuvent guère travailler, le bruit est infernal. Alors, les récréations, loin d'être une détente, contribuent à la fatigue morale. Elles sont privées de l'influence apaisante de la campagne, de la parure de pelouses ou bosquets, qui servent en même temps pour les ébats. Les fenêtres, au lieu d'être ouvertes sur le calme des champs, l'immobilité des arbres, un horizon tranquille, donnent sur une rue bruyante, poussiéreuse, ou sur des vieux toits branlants, gris, sales, hérissés d'une forêt de cheminées qui déverse des nuages de fumée et de suie.

Pourquoi pas de plates-bandes, un clapier même ? Ces activités qui réussissent souvent à exciter l'intérêt dans un esprit engourdi, à éveiller un sentiment dans une nature qui semblait indifférente, motiveront par ailleurs beaucoup d'exercices scolaires qui leur devront leur efficacité.

La loi de 1909 a pourtant prévu tout cela pour les écoles autonomes de perfectionnement.

Elle va même plus loin :

La situation de la salle de classe, elle aussi, a son importance : c'est au rez-de-chaussée, avec un accès facile vers une vaste cour et le préau où se trouverait le lavabo commun. Ceci faciliterait la vie de nos débiles moteurs. Ainsi l'emploi du temps pourrait garder sa souplesse, sans que soit troublé le rythme régulier de la vie pour le reste de l'école ; les exercices physiques et rythmiques se placeraient au moment le plus opportun.

AIDE AUX REMPLAÇANTS

Le Vade mecum des instituteurs remplaçants

Véritable guide administratif et pédagogique du remplaçant
Commandés à : E. THEOBALD - C.F.T.C.
C.C.P. Strasbourg 411-48, à METZ (Moselle)
Prix de vente, port compris : 150 francs.

(Pour les commandes ne dépassant pas deux exemplaires, possibilité de régler en timbres-poste.)

Cours par correspondance (gratuit)

POUR LA PRÉPARATION AUX ÉPREUVES ÉCRITES DU C.A.P.

La Commission d'aide aux remplaçants fonctionne depuis le 5 octobre. Un nombre toujours croissant de remplaçants y sont inscrits qui préparent ainsi sérieusement et efficacement leur C.A.P. sous la conduite de professeurs d'écoles normales particulièrement expérimentés et familiers de ce genre d'examen.

TOUS LES REMPLAÇANTS PEUVENT S'Y INSCRIRE
SYNDIQUÉS AU S.G.E.N. OU NON

Ecrire à Cl. BOURET, 6, rue Victor-Hugo, Charenton (Seine)

et varié, il exigerait de vastes placards et des casiers personnels individuels. Ne rentrons pas dans les détails : espace calme, hygiène, le reste c'est une affaire d'organisation et de soin du maître. Mais, même le meilleur maître se fatigue à la longue de travailler dans des conditions matérielles lamentables; les enfants sont finalement victimes de la lassitude du maître.

N'oublions pas que, dans nos classes, les élèves ne peuvent guère « penser qu'avec leurs mains »; il faut toujours l'appui des choses. La préparation à la pratique constitue le but de toute activité. Alors l'espace est un besoin absolu.

École autonome ou classes annexes à l'école primaire

Une école autonome de perfectionnement présente déjà par elle-même un inconvénient sérieux, à la fois d'ordre moral et d'ordre pratique : les petits

inadaptés ne sont jamais au contact d'enfants normaux.

En outre, une étiquette humiliante pour les enfants et blessante ou inquiétante pèse facilement sur cette école : « École des ânes, école des fous », etc... Ainsi, les enfants se sentent mis à l'index.

La raison d'être, et la seule, d'une école autonome, est de garder les élèves au delà de 14 ans, en vue de préparer un métier. Ceci n'est pas le cas et ne saurait jamais l'être si l'école ne permet pas d'installer les ateliers bien équipés indispensables.

Installée au milieu d'un parc, dans une banlieue aérée, elle peut répondre en même temps à une autre fin : on peut y développer également des classes non professionnelles, afin de pouvoir y diriger les petits débilés ou caractériels qui sont en même temps des déficients physiques. Le bienfait de la cure d'air, l'influence apaisante de la campagne, la proximité de la ville s'ajouteraient à l'action proprement pédagogique.

DÉFENSE DE LA LAICITÉ

par MOUILLÈRE

Maître itinérant d'Enseignement agricole

L'année scolaire qui commence se trouve engagée, à la suite du vote en première lecture de la proposition de loi « Laurens », dans un combat pour la défense de la laïcité. Un certain nombre de collègues des divers degrés d'enseignement, demeurés étrangers à ce problème de l'enseignement agricole, ont pu se demander s'il était légitime que l'Education Nationale revendiquât ce secteur. Une analyse, même sommaire de la loi Laurens ne saurait laisser aucun doute, fût-ce dans les esprits les moins avertis, sur la gravité de la situation pour l'ensemble du service public.

I. — LA LOI LAURENS N'EST QU'UNE ÉTAPE VERS LE PLURALISME SCOLAIRE.

Dans l'esprit de la majorité qui a voté la loi Laurens le 30 juin 1955, il s'agit avant tout, d'éliminer l'Education Nationale d'un secteur où, dans le cadre de la loi du 5 juillet 1941, on avait organisé un service public d'enseignement agricole qui donnait satisfaction en de nombreuses régions de France.

Les débats à l'Assemblée Nationale ont eu lieu dans la confusion la plus totale. Les députés ont été dans l'impossibilité matérielle d'étudier le véritable contre-projet que constituait la proposition Laurens. A aucun moment, on n'a cherché à se placer à un niveau d'intérêt général; aucun argument technique n'a été exprimé. En un mot, c'est un véritable sabotage de tous les efforts antérieurs qu'a accompli la majorité scolaire le 30 juin.

Rappelons les grandes lignes de la proposition de loi :

- L'Enseignement général est séparé de l'enseignement technique, ce qui constitue une hérésie pédagogique inconcevable.
- La Profession détient toutes les prérogatives : les Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture sont relégués à un rôle secondaire.
- Le financement a lieu au moyen d'allocations attribuées proportionnellement au nombre d'élèves, aux seuls centres privés, (Art. 2).

L'Etat participe — dans la proportion d'au moins 50 % — à la création et au fonctionnement de centres privés. (On a vu depuis quelques mois de nombreux centres privés se créer avec des élèves fictifs et des moniteurs sans titres.)

- Par contre, ce texte est absolument muet :
- Sur le recrutement du personnel chargé de l'enseignement agricole, ainsi que sur sa formation;
 - Sur le financement du secteur public;
 - Sur le caractère obligatoire de l'enseignement post-scolaire agricole.

Ce n'est pas l'intérêt des jeunes agriculteurs qui a animé les députés, mais des considérations de démantèlement de l'Education Nationale. Il fallait soustraire à tout prix les jeunes agriculteurs de l'Education Nationale.

II. — DISTINCTIONS FONDAMENTALES.

Il est nécessaire d'analyser sans entrer dans le détail, les raisons qui ont créé une telle situation. La majorité parlementaire, qui s'est instinctivement retrouvée sur le problème de l'enseignement agricole, a été « manœuvrée » par des forces qui se situent sur des plans très différents :

- Défenseurs forcés de l'enseignement libre, qui ont vu là une occasion de progresser dans la voie de ce qu'ils nomment démagogiquement « la justice scolaire ». A cet égard, signalons que cette fraction parlementaire préférerait — comme un moindre mal — le Ministère de l'Agriculture comme ministère de tutelle, plutôt que celui de l'Education Nationale.
- Défenseurs de certains gros intérêts agricoles, qui ne coïncident pas toujours avec la première catégorie. Leur attitude est dictée par un malthusianisme agricole, encore très en honneur dans certains groupes d'intérêts. Toute émancipation dans le domaine technique, social, des régions agricoles sous-

développées, aurait une incidence directe sur l'économie des régions évoluées. Et, à cet égard, ces féodalités sont aussi opposées au Ministère de l'Agriculture qu'à celui de l'Education Nationale.

3) *Parlementaires* auxquels le Ministère de l'Education Nationale n'inspire aucune confiance, en matière d'enseignement agricole et d'une manière générale, ne partagent pas, pour des raisons qui ne sont ni confessionnelles, ni sociales, la conception étroite de la laïcité. C'est pourquoi il convient de réfléchir sur ce point qui revêt une grande importance.

III. — LA DÉFENSE DE LA LAICITE POUR S'EXERCER AVEC EFFICACITE, implique donc des distinctions :

- Elle suppose évidemment :
 - la condamnation du cléricisme,
 - la dénonciation d'intérêts camouflés qui exploitent la question scolaire.
- Elle ne saurait cependant se confondre avec le simple réflexe d'hostilité au religieux, ou la condamnation implicite de la foi. Et c'est sur ce point qu'il convient de réfléchir.

Il faut enrichir notre conception de laïcité : elle ne peut être — par définition — le monopole de certains enseignants, rationalistes ou non, qui au nom d'une certaine philosophie personnelle, font légitime en soi, se prétendent juger de la laïcité des autres. Il y a là une dégradation de la laïcité.

IV. — LA CONCEPTION DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS, est dangereuse par son équivoque et son simplisme.

1) C'est une laïcité négative, dans la mesure où elle s'oppose d'une manière systématique à l'Eglise et stigmatise l'ennemi catholique comme l'ennemi n° 1. De nombreux parents catholiques s'inscrivent en faux contre de telles confusions. Il est nécessaire de distinguer les adversaires de l'école laïque avec lesquels le dialogue n'est pas possible, de tous les chrétiens qui sont convaincus que la « laïcité ouverte de l'Ecole », respectueuse des consciences est un des conditions premières de l'émancipation de la personne humaine et du maintien de la communauté nationale.

Il est donc dangereux de mettre en question le principe fondamental du libre choix des consciences.

2) Une telle conception serait un cléricisme déguisé qui aboutirait à un véritable totalitarisme.

Le rationaliste qui élabore et définit une conception de la laïcité qui ne peut être partagée par le croyant, dans la mesure où le fait religieux est condamné, déforme dangereusement la laïcité de l'Ecole. Et en poussant à la limite les conséquences de cette position, on aboutit à un véritable totalitarisme. Il faut cependant reconnaître qu'en fait, la pratique de la laïcité n'aboutit pas à ces outrances; mais certains théoriciens de la laïcité feraient bien d'élargir leur champ de réflexion. Les adversaires de l'Ecole publique perdraient sans doute là, les meilleures armes que leur livre inconsciemment le S.N.I.

3) Mettre l'accent sur l'anticléricisme sans effectuer les distinctions qui s'imposent, aboutit à une dangereuse mystification. Le combat laïc, s'il est mené d'une manière aveugle, peut être exploité pour détourner l'action du combat ouvrier.

Il faut se souvenir de ce discours de Jules Guesde au début du siècle, mettant en garde le socialisme contre la tentation de diversion, que constitue l'anticléricisme aveugle, dans la lutte des travailleurs. On risque, en effet dans la conjoncture actuelle, d'affaiblir ou de dégrader le combat ouvrier.

CONCLUSION

Il faut donc demeurer vigilants; la laïcité est non seulement menacée de l'extérieur par des forces que nous connaissons bien, mais aussi de l'intérieur par ceux qui prétendent la monopoliser au nom d'un système : de ce fait, ils la dégradent. Cette faiblesse de la laïcité est sans nul doute un fait dangereux dans la situation actuelle qui devrait inciter à la réflexion les laïcs qui « ont trop bonne conscience ».

Un vœu toujours d'actualité

Le congrès du S.G.E.N. 1^{er} degré, — Constate avec tristesse le nombre croissant d'enfants inadaptés fréquentant nos classes primaires;

— Demande que, sur le plan gouvernemental, des mesures énergiques soient prises d'urgence contre les causes de ce mal, particulièrement contre l'alcoolisme et le taudis;

— Souhaite la création d'un nombre suffisant de classes spéciales et de centres médico-psycho-pédagogiques, équipés non seulement pour dépister les enfants déficients, mais encore pour les soigner;

— Désire que les enfants reconnus inéducables ou présentant un danger physique grave et caractérisé pour leurs camarades soient obligatoirement confiés à des établissements sanitaires spécialisés;

— Souhaite, en outre, que la Commission médico-pédagogique dégage la responsabilité de l'instituteur au cas où celui-ci serait contraint à con-

server des enfants anormaux sa classe.

(Congrès de 1955)

Le rôle de l'Etat

Au moment où depuis des années nous n'avons ni assez de locaux, ni assez de maîtres pour accueillir tous les enfants qui se pressent aux portes de nos écoles, alors que les problèmes de conditions scolaires, de création de centres de formation des maîtres se heurtent à des impératifs budgétaires qui empêchent toute solution satisfaisante, nos exigences en faveur des inadaptés ne risquent-elles pas de relever temporairement du domaine des utopies?

La réponse à cette interrogation vient du ministre finlandais : « Mon pays on est trop pauvre pour payer le luxe de ne pas s'occuper des enfants inadaptés ».

Ecole de perfectionnement - Me Henri FOUST.

AU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Le PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE A LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET A LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE

Les Commissions de l'Agriculture et de l'Education Nationale en séance commune ont entendu M. Jean Sourbet, Ministre de l'Agriculture, sur la proposition de loi relative à la formation professionnelle et la vulgarisation agricoles.

Le Ministre a fait un historique des débats à l'Assemblée Nationale et surtout de leur préparation.

A M. Bordeneuve, président de la Commission sénatoriale de l'Education Nationale, qui lui demandait si le Gouvernement renonçait à défendre le texte qu'il avait proposé à l'Assemblée Nationale et se ralliait à celui voté au Palais-Bourbon, M. Sourbet a répondu qu'il était désormais dans l'obligation de ne plus considérer qu'un texte, celui qui a reçu l'assentiment de l'Assemblée, tout en regrettant que cette dernière n'ait pas cru devoir retenir les suggestions gouvernementales.

Le Ministre, en réponse à une question posée par M. Delorme, rapporteur de la Commission de l'Agriculture, a annoncé qu'il rétablirait, dans un délai très court, une direction de l'Enseignement agricole dont il a la charge.

M. Sourbet a également fourni quelques précisions réclamées par MM. Georges Boulanger et Roger Houdet.

La Commission a entendu, mercredi dernier, M. Jean Berthoin, Ministre de l'Education Nationale.

PAIEMENT DES INSTITUTEURS, TITULAIRES, STAGIAIRES ET REMPLAÇANTS A LEUR LIBERATION DU SERVICE MILITAIRE.

(Circulaire du 26 juillet 1955 - B. O. n° 31) (1).

Des instructions vous ont été données pour vous préciser quelle devait être la situation des instituteurs stagiaires, titulaires ou remplaçants au moment de leur libération du service militaire obligatoire. Ces instructions ont déjà fait l'objet de plusieurs circulaires selon qu'il s'agissait de titulaires et de stagiaires ou de remplaçants et que la libération du service militaire intervenait au cours de l'année scolaire ou pendant les vacances.

Etant fréquemment saisi de demandes de renseignements à ce sujet, je crois utile de vous rappeler la position à adopter après avis de la Commission administrative paritaire, à chaque retour d'un contingent et à compter du jour qui figure sur le certificat de cessation de soldes de chacun des maîtres libérés du service militaire.

1° AU COURS DE L'ANNEE SCOLAIRE :

- affecter provisoirement titulaires et stagiaires à un poste d'enseignement et leur assurer leur traitement;
- inscrire les remplaçants, en surnombre le cas échéant, sur la liste départementale afin de leur assurer, au minimum, la rémunération fixe et en disposer selon les besoins du service.

2° PENDANT LES GRANDES VACANCES SCOLAIRES :

- Affecter titulaires et stagiaires à un poste budgétaire pour leur assurer le traitement auquel ils ont droit;
- confirmer l'inscription de remplaçant sur la liste départementale en leur attribuant outre le quart fixe, une indemnité de vacances calculée sur leur nombre de jours de travail rémunérés pendant la fraction de l'année scolaire ayant précédé leur incorporation.

(1) Rappelons que le dernier numéro de « Syndicalisme Universitaire » a donné des extraits des n° 32 à 35 du « B.O. ». Les extraits ci-dessus, bien qu'émanant de numéros antérieurs, n'avaient pu paraître.

AUDIENCES ET DÉMARCHES à la direction du 1^{er} degré

23 OCTOBRE 1955

● E.M. FUTURS PROFESSEURS DE 1^{er} DEGRÉ

Nous exposons à M. LEBETTRE la situation des E.M. autorisés à suivre des cours en Faculté.

Trois points sont soulignés :
— les indices de ces E.M. (110 en 1^{re} année de F.P. ; 175 en F.P. 2°);
— les frais occasionnés par le séjour en ville de Faculté;
— les stages en attendant l'ouverture des cours.

Indices. — A 110 en F.P. 1, il y a apparemment injustice par comparaison avec 175 de ceux qui ne font qu'un an. Il faut souligner cependant :
— que les E.M. choisis sont volontaires, prévenus des conditions indiciaires affectées aux stages;

— que le sacrifice qui leur est demandé correspond à des possibilités de carrière future plus intéressante.

Nous ne méconnaissons pas la valeur de tels arguments. Nous pensons qu'ils soulignent en outre le caractère anarchique de régimes divers de F.P. et qu'un effort d'harmonisation est urgent.

Frais. — Les E.M. autorisés à suivre les cours sont trop souvent obligés de se loger en ville dans des conditions pécuniaires particulièrement critiques (de 4 à 5.000 francs par mois pour une chambre!).

Nous demandons à M. le Directeur d'examiner d'urgence les mesures qui s'imposent en vue du remboursement de ces frais d'hébergement que ne peuvent supporter nos jeunes camarades.

M. LEBETTRE ne pense pas que les dispositions actuelles le permettent. La solution lui paraît devoir être recherchée par l'accueil en internat, quitte à « externaliser » des élèves de la localité.

Chaque fois que cette solution est possible, elle n'est pas à priori à rejeter. Mais comment y recourir lorsqu'il n'y a pas d'Ecole Normale dans la ville de Faculté? (nous reprendrons la discussion lors de la prochaine audience).

Accueil. — Nous attirons en outre l'attention sur l'impression désagréable produite sur les E.M. lorsqu'ils arrivent dans une ville où les autorités locales (I.A., directeurs, directrices d'E.N.) semblent les considérer plus en indésirables qu'en jeunes gens ayant manifesté la volonté — et mérité par leur travail — de devenir l'élite du personnel Premier Degré.

Nous insistons vivement pour que des instructions soient à nouveau données afin d'éviter à l'avenir tout malentendu en ce domaine.

● CRISE DE RECRUTEMENT

Nous rappelons une suggestion présentée lors de précédentes audiences : prise en compte partielle dans le temps de « mise à la disposition » des services de M.I.

La question est à l'étude.

Nous présentons un vœu nouveau : que la LIMITE D'AGE pour le concours d'ENTREE A L'E.N. (CANDIDATS BACHELIERS) soit repoussée en faveur de titulaires de certificats de licence.

M. LEBETTRE remarque que cette limite d'âge comporte déjà quelque « élasticité ».

Il n'est pas opposé, à priori, à une prise en considération de notre vœu. — A l'étude.

● RAPPELS.

On sait que la Direction du Premier Degré, en liaison avec les syndicats, s'est employée activement à obtenir du ministère de la Défense Nationale la libération de « rappelés » et de « maintenus ». Nos efforts conjugués ne sont pas demeurés vains. Nous nous en réjouissons avec nos jeunes camarades.

● INCOMPATIBILITE ?

Nous demandons à M. le Directeur si le fait d'être gaucher est incompatible avec l'accès à la Fonction Publique, et plus spécialement avec l'exercice de la fonction enseignante ?

M. le Directeur nous confirme qu'il n'y a là aucune incompatibilité. Nous ne doutons pas de la réponse. Nous ne pensons pas qu'elle doive faire l'objet d'une circulaire. Peut-être n'était-il pas inutile, cependant, de poser la question.

● AFFAIRES SUIVIES.

CONFUSION DE POUVOIR (cf. C.R. d'audience paru dans le n° 158, page 4, sous le paragraphe rappel de motion de Congrès). Un rapport a été soumis à M. LEBETTRE. L'administration locale a été saisie par la Direction.

SITUATION D'UN PROFESSEUR D'E.N. (Mlle C.) ; dossier revu. Préjugé favorable.

au B. O. 1^{er} degré

ants anormaux

(Congrès de 1955)

de l'État

ous des années

locaux, ni assés

illir tous les

ortes de nos

èmes de con

création de

maîtres se heu

gétaires qui en

tion satisfait

eur de inad

de relever

aine des uti

interrogation

landais : « I

p pauvre pou

pas s'occuper

rait-elle ass

e de néglige

nement - Me

UST.

1955

SEURS DE C

RETTRE la s

suivre des c

és : (110 en lre

P. 2);

par le séjour

l'ouverture

1, il y a ap

araison avec

un an. Il fa

t volontaires

iaires affect

r est deman

de carrière

la valeur

s qu'ils sou

narchie d'h

a effort d'h

s à suivre l

s de se log

5.000 franc

recteur d'ex

si s'impose

s frais d'h

porter no

que les dis

La solution

de par l'ac

erner » de

on est pos

jeter. Man

n'y a pa

Faculté ?

lors de la

outre l'at

table prov

dans

A., direc

les con

jeunes

et mérite

de la per

des ins

ées afin

qu'en ce

présentée

prise en

mise à

t : que

s d'EN

ACHE

e titu

limite

cité ».

e prise

étude.

er De

em

ministère

on de

efforts

Nous

ama-

si le

avec

spé

en-

y a

ons

pas

ire.

ant,

au-

le

(s).

d.

Di-

N.

.

MODIFICATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de certaines catégories d'élèves-maîtres (décret du 29 septembre - « J. O. » du 2 octobre). C'est le décret visé par la circulaire du 26 septembre, « Ecole et Éducation » n° 158, page 5 (B. O. n° 36).

STAGE DE FORMATION PEDAGOGIQUE pour l'enseignement dans les écoles de plein air (décret du 7-10 aux I.A.) - (B. O. n° 37).

INDEMNITE FORFAITAIRE SPECIALE prévue par l'arrêté du 10 août 55 pour les personnels auxiliaires (circulaire du 12-10-55) - (B. O. n° 37).

Indemnité au taux de 12.000 francs

— Maîtres auxiliaires d'enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du C.A. (degré supérieur);

— Maîtres auxiliaires d'enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement;

Indemnité au taux de 8.000 francs

— Maîtres auxiliaires d'enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du C.A. (1^{er} degré);

— Maîtres auxiliaires d'enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés;

— Maîtres auxiliaires d'enseignements généraux non certifiés;

— Maîtres ouvriers chargés de l'enseignement du travail du bois et du fer dans les Ecoles Normales;

— Instituteurs remplaçants et suppléants;

— Assistants étrangers.

L'application de cet arrêté ne présente aucune difficulté en ce qui concerne les maîtres auxiliaires et les maîtres ouvriers ayant un service complet.

S'il existait des maîtres auxiliaires et des maîtres ouvriers n'ayant qu'un service incomplet, l'indemnité ne pourrait leur être attribuée que proportionnellement au temps de service qu'ils accomplissent.

Pour les instituteurs remplaçants, les suppléants éventuels et les assistants étrangers, vous observerez les instructions ci-après :

1° INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES. — Ils devront se voir attribuer :

a) dans la rémunération fixe mensuelle, un quart de l'indemnité forfaitaire spéciale;

b) pour chaque journée de suppléance ou de stage professionnel pratique, 1/480^e de ladite indemnité.

2° SUPPLÉANTS ET SUPPLÉANTES EVENTUELS. — Ils percevront, pour chaque journée de suppléance, 1/330^e de l'indemnité forfaitaire spéciale, étant entendu qu'il ne pourra, en aucun cas, leur être versé une somme mensuelle maximum supérieure à celle que reçoit un instituteur titulaire en exercice dans une école primaire élémentaire.

3° Assistants étrangers dans les Ecoles Normales. — Etant donné qu'ils sont rémunérés par neuvième, l'indemnité forfaitaire spéciale devra également leur être mandatée par neuvième.

4° Assistants étrangers dans les Cours Élémentaires. — Ces assistants sont rétribués de la même manière que les suppléants éventuels. Les directives données ci-dessus pour ces personnels leur sont donc applicables.

Je crois devoir ajouter que, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1954, est attribuée :

— une indemnité forfaitaire de 2.000 francs aux personnels bénéficiaires, à compter du 1^{er} janvier 1955, d'une indemnité annuelle de 12.000 francs;

— une indemnité forfaitaire de 1.000 francs aux personnels bénéficiaires, à compter du 1^{er} janvier 1955, d'une indemnité annuelle de 8.000 francs.

Tous les personnels dont il s'agit n'étant pas titulaires, il conviendra de soumettre leur indemnité forfaitaire aux retenues pour Sécurité sociale.

COMPTABILITE DES E.N. : Circulaire du 12-10. Liquidation financière de l'exercice 55 : frais d'entretien des E.M. préparant le bac. ; pension des E.M. de F.P. ; dépenses de matériel et de personnel (B. O. n° 37).

CONCOURS D'ENTREE DANS LES E.N. : Nombre de places (arrêté du 9-9 et 10-10) - (B. O. n° 37).

E.N. — ETATS DE SITUATION (circulaire du 10-10 aux directeurs et directrices d'E.N.) : personnel (et notamment heures supplémentaires - Circulaire du 18-10); élèves-maîtres (notamment de 2^e année de F.P.); renseignements concernant les locaux (projets ou travaux en cours - nombre d'élèves pouvant être reçus en internat - démarches - subventions accordées - date de commencement et de fin des travaux) - (B. O. n° 38).

TEXTES OFFICIELS

Distribution scolaire du lait et amélioration de l'hygiène alimentaire des écoliers (Circulaire du 10 août 1955). — Utilisation du lait, mode de distribution, produits de remplacement (B. O. n° 30) (1^{er} C.C. à orientation agricole (Circ. du 5 août).

Stage des instituteurs dans les Ecoles d'agriculture (Circ. du 18 août).

Stages pour éducateurs d'internat du 1^{er} degré (Circ. 27 juillet).

Certificats d'aptitude à l'Inspection des écoles primaires (option F.O.M.). — Programme de géographie — Session de 1956 (arrêté du 22 août) (B. O. n° 31) (1).

INSTITUTEURS REMPLAÇANTS :

Modifications de l'arrêté du 26 avril 1954 instituant un CONCOURS pour le RECRUTEMENT des instituteurs remplaçants du département de la SEINE (arrêté du 2 août).

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

I. — Organisation de la Section

● Membre du Bureau National S.G.E.N. : HEUDIER.

● Membres du Comité National S.G.E.N. : HEUDIER, Mlle MARCILLY.

● Presse syndicale (responsabilité de la chronique O.P. dans « Syndicalisme Universitaire ») : Mlle G. LATREILLE.

● Commission pédagogique : VINCENT, HEUDIER.

● Statuts et Traitements : Mlle NICOLAS, MORISSEAU.

● Assistantes sociales : Mlle REBOUSSIN (Paris); Mlle ACKERMANN (Nancy).

● Rédactrice : GERRAC, Marseille.

II. — Enquête

Lors de la réunion, le 23 octobre 1955, d'un certain nombre de nos responsables académiques, nous avons eu l'occasion de constater la grande diversité d'attitudes des Centres d'Orientation Professionnelle, dans leur collaboration à l'entrée des Centres d'Apprentissage, Collèges Techniques, etc...

Nous aimerions savoir, pour chaque Académie, et, au besoin, pour chaque département, comment est entendue cette collaboration :

1° comment elle a lieu actuellement (ne pas craindre de donner des détails très pratiques d'exécution);

2° comment on désire la transformer, et au nom de quelles raisons :

a) soit de fait,

b) soit de principe.

Cette enquête vise à nous permettre une réflexion générale fort nécessaire au moment où notre profession s'organise en service national et où notre compétence est reconnue, dans le recrutement des élèves des Etablissements Publics, d'Enseignement Technique (voir article 4, décret 55-1342, du 10 octobre 1955).

Les réponses devraient nous parvenir, avant le 1^{er} décembre, à l'adresse suivante : Mlle Mathieu, Orientation Professionnelle, S.G.E.N., 82, rue d'Hautville, Paris-10^e.

III. — Cotisations

Une circulaire sera adressée à chaque adhérent.

DOCUMENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Nos buts en ouvrant cette rubrique ne sont que très modestes. Nous pensons pouvoir vous apporter dans ces colonnes une information et une documentation applicables à un certain nombre de cas, et ce, pour répondre à la demande de beaucoup d'enseignants qui, à tous les échelons, se heurtent à des problèmes d'orientation, ou, plus simplement, cherchent la meilleure solution pour ceux, élèves ou enfants, dont ils ont la charge.

Nous n'avons toutefois pas l'ambition de remplacer par un éventuel « courrier » le rôle des Centres départementaux d'O.P. dont, nous le signalons, les attributions viennent d'être définies dans l'article 4 du décret du 10-10-55, et qui demeurent seuls habilités pour décider des solutions des cas particuliers, et le dossier d'O.P. demeure irremplaçable, qui réunit le maximum de renseignements sur chaque cas pour aboutir à une synthèse, un pronostic et un conseil.

Nous n'envisageons pas non plus de reprendre le rôle du Bureau Universitaire des Statistiques dont le réseau d'information s'accroît et s'améliore chaque jour, mais qui doit dans la grande majorité des cas, se limiter à une information, ses usagers ne pouvant tous se rendre au centre du B.U.S. pour y être orientés. Or, aux termes des données actuelles, il apparaît évident que l'information n'est pleinement utile que si elle donne une solution concrète étayée sur les possibilités psycho-physiologiques du consultant, dont seul l'examen psychologique, doublé d'un examen médical spécialisé, peut rendre compte.

Au cours des prochains mois, nous nous proposons d'établir une vue d'ensemble des différents cas qui se présentent tout au cours de la scolarité, mais en répondant aussi aux questions qui nous auront été posées, dans les différents degrés d'enseignement.

Pour aujourd'hui, nous allons sommairement envisager le cas de l'enfant inadapté du Premier Degré. Dans tous les cas il y a lieu de le signaler aux Services d'Hygiène Scolaire Universitaire qui, à leur passage dans l'établissement, détermineront si l'enfant doit être simplement envoyé au Centre d'O.P. le plus proche (mais dont le choix est laissé au libre arbitre des parents) ou s'il relève du Service Départemental d'Hygiène Mentale qui dispose de vastes possibilités de placement et d'aide aux familles. Il faut toujours agir : l'enfant inadapté est malheureux parce qu'il est, et incapable de résoudre seul ses conflits. La famille sera souvent opposante et il y aura lieu alors de faire appel aux Services Sociaux et nous ne nommerons que pour mémoire les Assistantes Sociales Rurales, celles des Caisses d'Allocations Familiales de la Sécurité Sociale, de la Protection Maternelle et Infantile, etc..., qui se chargeront des démarches essentielles, toutes les fois que les Assistantes d'Hygiène Scolaire Universitaire, n'auront pu mener elles-mêmes les démarches à bonne fin. Le placement en établissement spécialisé ou en classe de perfectionnement quand il en existe dans un proche rayon demeure certes la solution la plus constructive et nous ne pouvons que la conseiller aux familles, surtout pour les « économiquement faibles » et je m'excuse d'employer ici cet euphémisme déshonorant pour notre époque.

A Paris, l'éventail des possibilités de diagnostic et de placement est vaste, parce que vaste aussi est le nombre des déshérités et là plus qu'ailleurs il y a urgence d'agir. Cela vous est possible.

J. MARCILLY,
Conseillère d'O.P.

ÉVOLUTION

Le 13 octobre, paraissait au « Journal Officiel » un décret 55-1342 relatif aux Centres Publics d'Orientation Professionnelle. Nos collègues pourront prendre connaissance de ce texte dans le Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale du jeudi 20 octobre 1955.

Nous publions ci-dessous ceux des articles qui nous paraissent offrir le plus d'intérêt.

Article 4. — Les centres publics d'orientation professionnelle assurent, dans les conditions prévues à l'article 8 du décret du 24 mai 1938, l'orientation des enfants qui terminent l'enseignement du premier degré.

Ils peuvent intervenir à la demande des chefs d'établissements ou des inspecteurs d'académie au moment où les enfants quittent les classes du premier degré ainsi qu'au cours des années ultérieures pour tous les problèmes relevant de leur compétence.

Ils sont à la disposition des adolescents, des services sociaux pour les aider à résoudre tout problème d'orientation.

D'autre part, les centres publics d'orientation professionnelle participent au recrutement des élèves des établissements publics d'enseignement technique d'après désignés centres d'apprentissage, collèges techniques et établissements assimilés, écoles nationales professionnelles.

Ils sont informés pendant la scolarité des élèves des résultats atteints et des changements d'orientation reconnus nécessaires. En conséquence, ils procèdent, s'il y a lieu, à de nouveaux examens.

Article 6. — Il est institué auprès de chaque centre public d'orientation professionnelle un conseil de perfectionnement dont les attributions, qui sont d'ordre exclusivement technique, et la composition seront fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement technique, du ministre de l'Intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques.

Article 7. — Le ministre chargé de l'enseignement technique peut conclure avec des organismes interprofessionnels des conventions ayant pour but de contribuer au bon fonctionnement de ces centres.

Il est évident que ce texte ne fait en réalité qu'entériner un état de fait. Cependant il semble indiquer le désir de la Direction de l'Enseignement Technique d'élargir le champ d'activité des services d'O.P. en leur permettant, à la demande des Inspecteurs d'Académie ou des chefs d'établissements, d'intervenir pour tous les problèmes relevant de leur compétence et d'être à la disposition des adolescents, des familles, des services sociaux pour les aider à résoudre tout problème d'orientation.

En ce qui concerne notre participation au recrutement des établissements publics d'Enseignement Technique, nous sommes décidés à ce qu'elle se fasse sans que le caractère particulier de notre profession en soit altéré. Une enquête lancée parmi nos adhérents nous aidera à préciser notre position.

L'article 6 doit permettre la constitution autour du centre d'une véritable « équipe de travail ». Nous donnerons dans un prochain numéro un aperçu du travail qui peut être effectué grâce au Conseil de perfectionnement.

L'article 7 : Nous ne voyons pas bien ce que le législateur veut dans cet article ! Est-ce la voie ouverte au travail avec les groupements d'employeurs ? Sous quelle forme ?

Ce décret fait éclater la notion d'orientation professionnelle telle qu'elle ressortait du décret-loi du 24 mai 1938. Ceux pour lesquels ce texte ne fait qu'enté-

riner des activités déjà habituelles y trouveront une satisfaction et un encouragement. Les autres, une invitation à élargir leur conception et à entreprendre. Souhaitons que l'équipement en hommes, en matériel, nous permette d'être en mesure de répondre à ce que l'on espère de nous.

Nous aimerions avoir les réactions de nos collègues sur ce texte.

Enseignements spéciaux

C'est avec un vif regret que nous avons à vous faire part, ainsi qu'il a été dit à l'assemblée générale, de la décision prise par mademoiselle MAUSSANT, de cesser ses fonctions de secrétaire générale de notre syndicat.

Nous tenons, en cette circonstance, à lui exprimer notre vive et sincère reconnaissance pour la haute compétence, la droiture et le dévouement dont elle a toujours fait preuve. En effet, pendant plus de vingt années, en plus de ses activités familiales et professionnelles prenantes, elle a assumé cette tâche ardue de défendre, avec ardeur et ténacité, les intérêts, généraux et particuliers, de tous les enseignants spéciaux, et toujours avec un total désintéressement.

Ce travail syndical incessant lui a causé un surmenage intensif qu'elle éprouve la nécessité de réduire. Elle continuera ses fonctions de déléguée syndicale de l'Enseignement commercial et elle garde son poste de déléguée du personnel.

Cependant, elle transmet les charges de Secrétaire Général à notre sympathique collègue, M. BAGAUT, qui a déjà fait ses preuves de compétence et de dévouement, aussi bien comme délégué syndical des Langues Vivantes que comme représentant élu du personnel.

A Mlle MAUSSANT, nous redisons notre reconnaissance pour son long et intense dévouement. A M. BAGAUT, nous disons notre confiance pour l'extension de son activité au sein de notre section syndical C.F.T.C. Pour ses fonctions de délégué syndical des langues vivantes, il sera remplacé par M. FORSTMANN, dont le sérieux, la conscience et le dévouement nous sont bien connus et que nous remercions de cette nouvelle marque d'attachement qu'il veut bien donner à notre C.F.T.C.

Membre du Bureau.
S. CAPELLE,

AVIS. — Nous prions nos adhérents de bien vouloir noter les modifications suivantes, intervenues à la suite de notre assemblée générale et de l'élection du bureau :

SECRETAIRE GENERAL : André R.-L. Bagaut, 46, rue Edith Cavell. Courbevoie (Seine).

DELEGUE DES LANGUES VIVANTES : Louis Forstmann, 4, rue Perche, Paris (3^e). Compte Chèques Postaux : Paris 7.145-83.

Il n'y a aucunes modifications pour les autres enseignements ; nous procéderons à la désignation d'un délégué syndical intérimaire pour le dessin dès que les candidatures se seront fait connaître pour cet enseignement.

COMMENT POSER LES PROBLÈMES DE LAICITÉ

Notre point de vue

Les problèmes politiques qui sont posés avec plus d'acuité depuis lors — ceux du Maroc et d'Algérie — ont détourné l'attention des débats du Congrès que le Syndicat National des Instituteurs a tenu en juillet à Bordeaux et de la motion d'action laïque qui en a été l'une des conclusions : action en vue des élections législatives de 1956 qui peut partiellement déterminer la position du « problème

scolaire » devant le corps électoral et la situation de notre école devant l'opinion publique.

Pour présenter sur le Congrès du S.N.I. les réflexions qui s'imposent, du point de vue du S.G.E.N. nous avons attendu la publication dans l'Ecole Libératrice (23 septembre), du texte complet des résolutions et du compte rendu officiel de la discussion.

Mise au point préalable

Nous ne prendrons pas en considération des propos rapportés par la presse en Juillet, mais non mentionnés par le compte rendu, telles que ces paroles attribuées au rapporteur de l'action laïque, Clément DURAND : « L'ennemi catholique s'insinue partout. Sans doute a-t-il des émissaires parmi les congressistes eux-mêmes... » (Informations Catholiques Internationales, 5-6 Août 1955).

Tandis que nous nous demandions comment un responsable syndical pouvait considérer comme « ennemis », du fait de leur confession, bon nombre de ses collègues de l'enseignement public et tant de familles qui lui confient leurs enfants, les adversaires de l'Université ne manquaient pas d'utiliser ce propos et le Congrès du S.N.I. pour réveiller, dans leur zone d'influence, la vieille défiance pour « les instituteurs »...

Dans ce milieu, notre Syndicat avait été préalablement attaqué : nous avons cité la Famille Educative d'avril 1955 (Voir Ecole et Education n° 154, page

8) ; nous pouvons y joindre la France Catholique du 8 juillet. Ces attaques permettent de bien situer les positions : au S.G.E.N., nous pouvons être en désaccord avec nos collègues autonomes sur la meilleure manière de défendre une école ouverte à tous ; notre critique de certaines formules traditionnelles de « défense laïque » ne saurait se confondre avec la polémique, non moins traditionnelle, de ceux qui ne veulent voir dans notre enseignement qu'une « école refuge » pour les jeunes ne bénéficiant pas d'un enseignement confessionnel.

De ce point de vue, sans prêter trop d'attention à certaines ignorances des faits généralement connus en juillet 1955 (1), nous avons retrouvé, dans les débats et les conclusions du Congrès de Bordeaux sur la laïcité, l'ambiguïté — la possibilité d'équivoque — qu'à la veille du Congrès nous soulignons dans le rapport de DESVALOIS sur le rôle social de l'instituteur.

PROBLEMES INEVITABLES

ATTITUDES A EVITER

les problèmes qu'il faut envisager

A Clément Durand, nous ne reprochons pas d'avoir posé certains problèmes, après avoir cherché, à des sources valables, une information. Dans l'histoire française, passée et présente, les questions de politique scolaire, préoccupation normale d'un syndicat d'enseignants, sont liées à d'autres, notamment celles des rapports entre les confessions et la société civile, spécialement entre l'Eglise catholique et l'Etat. Continuant les études historiques, la science politique contemporaine, avec

l'appui éventuel de la sociologie religieuse, peut aider, dans la liberté intellectuelle d'une démocratie, à un effort d'objectivité, voire de compréhension mutuelle sur ces problèmes qui, par leur lien avec la croyance ou l'incroyance, engagent tant de passions. Dans l'intérêt de l'Etat démocratique, il vaut mieux que des citoyens tentent cet effort plutôt que d'éviter d'envisager les problèmes, par crainte de la passion qu'ils éveillent.

Objectivité nécessaire

L'objectivité cependant à l'égard de faits humains, tels que les faits religieux : (ceux du présent comme ceux du passé) demande un essai de compréhension. Des observateurs sympathiques aux congressistes et à leurs prises de position ne semblent pas l'avoir trouvé au Congrès du S.N.I. Après avoir expliqué comment la querelle de la laïcité « n'est pas dépassée », un rédacteur de la Dépêche du Midi, Roger DUTHEIL, a écrit des instituteurs autonomes : « Il faut qu'ils acquièrent l'intelligence du catholicisme au lieu de le réduire au seul cléricisme dont ils pâtissent aujourd'hui ». La remarque est pertinente : le refus de considérer la dimension proprement religieuse d'une Eglise, aux yeux des croyants, peut créer entre Français autant d'incompréhensions et

de conflits que certain mépris cléricale du rationalisme et de « la morale laïque ».

Reconnaître que, pour des croyants, leur Eglise a une dimension spirituelle, plus importante à leurs yeux que les activités temporelles des ecclésiastiques ou des fidèles, n'implique évidemment pas

(1) A la séance du 23 juillet, SEGUY (Seine) exalte « la ligne » de la majorité autonome en ces termes : c'est cette fidélité à notre ligne syndicale qui nous empêche de voir dans la C.F.T.C. autre chose qu'une vaste duperie, réplique syndicale de ce qu'est sur le plan politique le M.R.P. (E.L. n° 41, p. 963, 2° col.).

que l'on abandonne, à l'égard de ces activités, liberté d'analyse et de jugement. De cette liberté, des croyants même ne donnent-ils pas l'exemple ? Lorsque Clément Durand se réfère, comme nous l'avons fait d'ailleurs, à des études de Joseph HOURS, il ne serait pas inutile aux lecteurs de l'Ecole Libératrice de savoir qu'il s'agit d'un universitaire connu comme catholique : nos collègues du S.N.I. ne garderaient pas ainsi du catholicisme français l'image simpliste, suggérée par leur rapporteur, d'un conformisme politique au service d'une entreprise audacieuse d'investissement progressif de tous les rouages de l'Etat républicain et de tous les moyens d'expression de la pensée... (Motions d'action laïque, E.L., p. 931). Même en Italie, pays de « démocratie chrétienne », en continuité avec l'Action Catholique, le professeur JEMOLO peut ana-

lyser l'attitude de catholiques politiquement non conformistes. Ces croyants volontiers indépendants de leur milieu religieux dans leurs attitudes de citoyens, ne sont-ils pas plus nombreux en France ?

On n'y travaille pas en présentant le problème fondamental de la laïcité : celui de l'indépendance de l'Etat et du citoyen (en démocratie, « le souverain ») à partir d'une opposition fondamentale entre l'Eglise dont l'enseignement tend à réaliser le « principe d'autorité et de servitude que — selon Jaurès — le christianisme porte en lui » et l'Ecole laïque qui est libératrice (E.L. p. 955). Notre service public, dans ce pays, a-t-il intérêt à paraître lié, par un rapport sur le rôle social de l'instituteur et de l'école, aux convictions philosophiques de Jaurès et de notre collègue Desvalois ?

L'Ecole de la République

Autant que nos collègues du S.N.I., nous sommes résolus à maintenir au service public de l'Education Nationale son rang dans l'Etat : celui qu'évoque le beau nom traditionnel d'« école de la République », institution à laquelle il suffit de préparer des citoyens, sans avoir à prêcher — le mot est de Jules Ferry — « un nouvel évangile ». Comme eux, nous croyons que les problèmes de notre service public méritent l'attention du corps électoral et qu'il ne s'agit pas seulement de moderniser « l'appareil matériel » qu'il faut défendre l'esprit — de l'Université. Mais, nous le disions déjà à nos Congrès de 1954 et 55, cette défense suppose qu'on ne réveille pas « l'anti-cléricisme d'antan », avec ses formules antichrétiennes que Desvalois a retrouvées chez Jaurès. Reprendre à propos du « problème scolaire » ces formes d'action politique serait diminuer la confiance en l'école publique de nombre de familles, augmenter la défiance de certaines qu'il faudrait, au contraire, réduire ; et servir les intérêts de ceux qui, selon d'heureuses expressions de l'Ecole Libératrice seraient prêts à replacer la question religieuse au centre de la politique française afin de paralyser ainsi toute tentative de progrès économique et social (p. 931).

Il faut à la fois éviter ce danger qu'a réveillé « la majorité scolaire » et rappeler les besoins, le sens même de l'enseignement public. On n'y parviendra qu'en introduisant, — chaque fois que la politique touchera aux choses de la re-

ligion — des distinctions telles que celle suggérée par FORESTIER lorsqu'il déclarait : je pense que nous nous trouvons à la fois devant une vaste entreprise de rechristianisation (ce qui, dans le cadre du respect des consciences, peut se concevoir) et devant une volonté de clériciser l'Etat pour s'assurer la domination des institutions et services communs (E.L. p. 937). Quoiqu'il en soit de cette formulation, l'idée est à retenir : distinguer l'ordre de l'appel inévitable d'une conscience témoignant de sa foi, à d'autres consciences, et celui des institutions que, dans un effort de raison commune peuvent établir croyants et incroyants, conscients des diversités et des nuances même d'une communauté nationale telle que la nôtre. Des distinctions de ce genre, élaborées en vue de la pratique d'une vie commune non-totalitaire, permettraient d'envisager les problèmes posés aux citoyens (aujourd'hui responsables ultimes de l'Etat) par l'application de la séparation des églises et de l'Etat, les conséquences politiques de l'organisation de l'Action Catholique, voire certaines formes nouvelles d'activité religieuse. Qu'il nous suffise ici d'indiquer que ces questions entrent dans le contexte du « problème scolaire » et que le S.G.E.N. a, en toutes occasions, refusé d'établir une continuité entre son activité et une action religieuse (Voir Action Syndicale et Activités confessionnelles (résolution de l'Assemblée générale de la Section Premier Degré, lors du Congrès de 1954).

DANS QUEL ESPRIT ?

Renforcer l'Etat dans la démocratie

On ne peut éviter cet ordre de problèmes : sous des formes diverses, la communauté française les a toujours connus ; le plus souvent dissimulés depuis la Libération, ils ont gardé leur incidence politique. Si on hésite à les aborder, c'est sans doute qu'on ne voit pas dans quel esprit leur trouver une solution pratique, qui renforce l'Etat, dans la démocratie. A cette question, osons répondre, après réflexion : cette solution ne viendra que si ces problèmes sont examinés dans l'esprit de laïcité tel que nous le concevons au S.G.E.N., issu de notre expérience universitaire, de notre attachement à l'Université française, défi aux totalitarismes. Au sens où notre collègue Hentz écrivait un jour que nous sommes « des libéraux », il faut ici une renaissance du meilleur libéralisme : de la compréhension des

diversités personnelles liées à la liberté, et aussi du sens de l'Etat, de son droit à aménager, dans l'intérêt public, des institutions communes telles qu'on n'en puisse abuser pour incliner les consciences, que celles-ci gardent leur droit à la sincérité.

Toute notre politique syndicale consiste peut-être, nous l'avons dit plusieurs fois, à préserver les valeurs libérales de l'Université au sein des planifications requises par la justice sociale et l'intérêt de la Nation. C'est pour aider à cette politique, qu'au début de chaque année scolaire, nous appelons nos collègues, jeunes et anciens, à rejoindre notre organisation. L'esprit que nous représentons sans ambiguïté n'apparaît-il pas, de plus en plus, une contribution valable à l'équilibre, au progrès de la vie publique française ?

Un avertissement toujours valable

Dans l'éventualité des débats que la politique scolaire pourra susciter au Parlement, dans les partis, devant le corps électoral, nous n'oublions pas l'avertissement lancé à la future « majorité scolaire » par notre Comité National de juin 1951 : il rappelait :

— le droit de notre service public à l'équipement et au personnel qui lui sont nécessaires pour que soit accompli le devoir d'organisation de l'enseignement constitutionnellement assumé par l'Etat ;

— le droit de ce service à devenir de plus en plus, par son seul rayonnement et l'effet d'une conception sans équivoque de la laïcité, le lieu de rencontre fraternelle de Français, maîtres et élèves, de toutes origines et de toutes orientations.

Libres de tout lien à l'égard de « la

majorité scolaire », nous pouvons souhaiter que celle d'une autre Assemblée rétablisse l'Université à son rang dans l'Etat et comprenne la fonction d'unité nationale de la laïcité telle que nous la concevons.

Un gouvernement qu'animerait cet esprit serait sans doute capable de satisfaire les revendications, trop longtemps méconnues, de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, d'examiner éventuellement ce que deviendrait, dans une nouvelle conjoncture politique, « le problème scolaire » et d'éviter que « la question religieuse » (on parlait ainsi dans le premier quart du siècle) sépare à nouveau les citoyens, en les empêchant de discuter de problèmes vitaux de l'Etat.

Paul VIGNAUX.

ACTION SYNDICALE ET ACTIVITÉS CONFESSIONNELLES

Constatant que dans les milieux différents, le problème se trouve à nouveau posé des rapports entre l'action syndicale universitaire et divers groupes d'action religieuse,

Le Bureau National Premier Degré rappelle la position du S.G.E.N. en la matière :

- obligation pour tous les enseignants publics, de respecter les exigences statutaires de l'enseignement public,
- pleine liberté, pour les maîtres et les élèves-maîtres, de la pratique et de la culture religieuse,
- distinction de l'action syndicale et de l'action religieuse assurée par :

1° l'indépendance du Syndicat à l'égard de tout groupement extérieur, et le devoir pour les syndiqués de n'apporter dans la vie syndicale aucun mot d'ordre venu d'un tel groupement ;

2° le fait que les problèmes du service public de l'Education Nationale sont envisagés, dans le syndicat, non d'un point de vue confessionnel ou anticonfessionnel, mais du point de vue de ce service national, statutairement ouvert à tous, croyants et incroyants.

(Motion du congrès de 1954.)

Enseignement public — Enseignement privé

PREMIER DEGRÉ

EFFECTIFS 1954-1955

	Classes Maternelles	Classes Infantines	Classes Primaires	Cours Complément.	TOTAL
Enseignement public	649.535	399.443	3.911.779	256.481	5.217.238
Enseignement privé	23.372	192.114	723.331	70.857	1.009.674
Enseignement public	96 %	67 %	84 %	79 %	84 %
Enseignement privé	4 %	33 %	16 %	21 %	16 %

ÉVOLUTION DES POURCENTAGES

	1910	1920	1925	1930	1935	1940	1945	1950	1954
PUBLIC (%)	81	80	80	81	86	81	79	82,3	84
PRIVE (%)	19	20	20	19	14	19	21	17,7	16

Les statistiques qui ont permis d'établir les pourcentages ne sont sans doute pas absolument comparables, aussi ne faut-il pas accorder trop de valeur à des variations de quelques points... Le fait remarquable est la stabilité de ces pourcentages depuis 1910.

Au cours des cinq dernières années les deux enseignements (public et privé) ont accru leurs effectifs, mais de façon inégale : augmentation d'environ 23 % dans le secteur public, de 11 % dans le privé.

Une tendance semble donc se manifester : expansion plus rapide de l'enseignement public du premier degré. En dépit des réserves qui peuvent être faites sur la valeur des statistiques universitaires la tendance paraît assez nette... le fait sera à vérifier au cours des prochaines années. Une vérification sommaire des pourcentages indiqués ci-dessus peut être faite à partir des CREDITS « BARANGE ».

De 1951 à 1954 inclus, ils se sont élevés à 47 milliards 755 millions, répartis ainsi : Enseignement public : 39 milliards 292 millions Enseignement privé : 8 milliards 462 millions c'est-à-dire dans les proportions suivantes : Public : 82,3 % Privé : 17,7 %

On retrouve les proportions de 1950 qui laissent apparaître un progrès d'enseignement public par rapport à 1945.

SIGNIFICATION DE CETTE TENDANCE

1° Les subsides provenant de la « Loi Barange » ont sans doute aidé l'Enseignement privé à faire face à une clientèle un peu plus nombreuse, mais ne lui ont pas permis de « mordre » sur la clientèle de l'Enseignement public.

2° Si la légère tendance à la baisse que nous croyons déceler dans le secteur privé se vérifiait il ne serait pas nécessaire de l'attribuer à un « rayonnement » accru de l'Enseignement public. Divers indices nous suggèrent qu'elle peut avoir des causes démographiques que nous ne faisons que signaler ici :

a) relèvement des taux de natalité dans les départements « traditionnellement laïques ».

b) migrations des départements du Sud du Massif Central et du Massif Armoricain vers des départements où la pratique religieuse est moins grande.

L'étude statistique du problème est encore très délicate car les variations enregistrées sont minimes. Une première recherche très rapide nous a permis de constater que la population des départements où l'école libre est forte a tendance à diminuer ou tout au moins à croître moins vite que la population de départements où l'école publique est prédominante. Or, les migrations provoquent des transformations de la pratique religieuse : le Chanoine BOULARD l'a clairement montré : « Si un Breton vient de Bretagne en Beauce, je ne sais pas d'avance s'il cessera ou non d'être pratiquant... Mais si 200 Bretons, pris au hasard, sont dispersés au hasard sur la terre de Beauce, je puis prévoir d'avance que 150 à 160 abandonneront plus ou moins vite toute pratique religieuse. » (Boulard, PREMIERS ITINÉRAIRES EN SOCIOLOGIE RELIGIEUSE, Paris 1954.)

C'est, croyons-nous, dans cette direction qu'on trouverait une explication du phénomène étudié...

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PREMIER DEGRÉ DE L'ENSEIGNEMENT

(Voir la carte ci-dessous)

Les effectifs des écoles libres sont très inégalement répartis :

— 12 départements seulement groupent des effectifs libres supérieurs à 30 % du total départemental ;

— dans 5 de ces départements les écoles libres sont majoritaires :

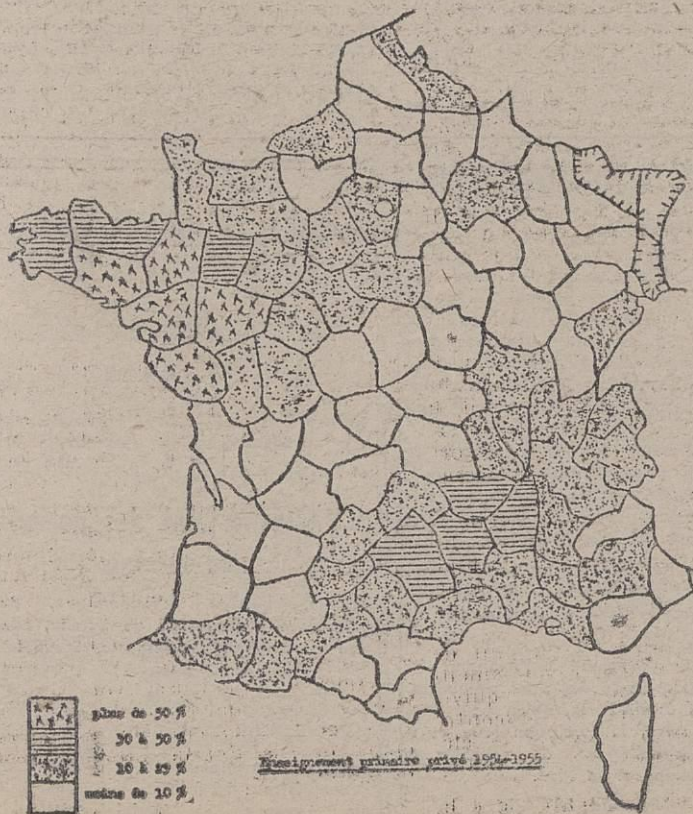
Vendée 64 % ; Morbihan 58 % ; Ille-et-Vilaine 56 % ; Maine-et-Loire 56 % ; Loire-Inférieure 55 %.

Les 12 départements comportant plus de 30 % d'élèves dans les écoles libres constituent DEUX BLOCS géographiques :

— Le Massif armoricain ;
— Le Sud-Est du Massif Central.

DANS UNE TRÈS LARGE MESURE, L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE LIBRE CONSTITUE UN PHÉNOMÈNE RÉGIONAL.

P. CURNIL.



SECOND DEGRÉ

Dans le Second Degré, le problème scolaire a une signification beaucoup moins importante que dans le Premier.

En juillet 54, cet enseignement ne groupait que 871.421 élèves (y compris les « classes primaires ») alors que le Premier Degré comprenait 5.925.015 élèves, soit environ sept fois plus.

Les « classes primaires » tiennent une place beaucoup plus importante dans l'enseignement privé du Second Degré. Elles représentent 44 % du Secondaire privé.

Si l'on s'en tient aux classes secondaires à partir de la 6^e, la clientèle scolaire se répartit ainsi :

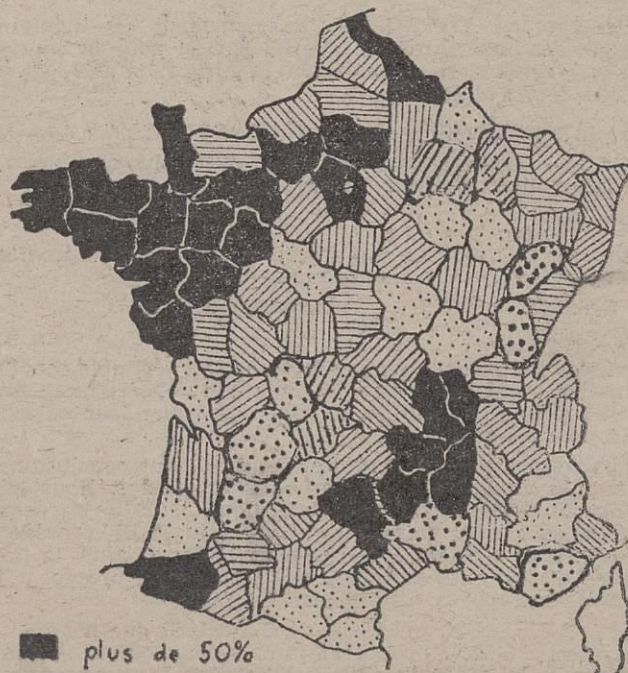
Public	432.217 (67,8 %)
Privé	205.958 (32,2 %)
TOTAL	638.175

Si l'on ajoute à ces classes secondaires proprement dites les effectifs des Cours complémentaires publics et privés qui par l'âge des élèves et les programmes constituent en fait un enseignement du second degré, on obtient la répartition suivante :

Effectifs 1953-1954

Public	498.447 dont 66.230 en cl. primaires (57,2 %).
Privé	372.974 dont 166.463 en cl. primaires (44,8 %).
TOTAL	871.421

Public	432.217 (67,8 %)	256.481 (79 %)	688.698 (71,33 %)
Privé	205.958 (32,2 %)	70.857 (21 %)	276.815 (28,66 %)
	638.175	327.338	965.513



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE 1954

Nous sommes donc loin du mythe, très répandu, qui tendrait à faire croire que la moitié des élèves du Second degré fréquentent des établissements libres.

Si les effectifs des « classes primaires »

fonctionnant dans les établissements secondaires sont réintégrés dans le Premier degré (maternelles, classes enfantines, classes primaires, CC étant exclus) on obtient une nouvelle répartition :

	Matern.	Cl. enfant.	C. primaires	C. primaires du 2 ^e degré	TOTAL
Public	649.535 (96 %)	399.443 (67 %)	3.911.779 (84 %)	66.230 (84 %)	5.026.987 (82 %)
Privé	23.372 (4 %)	192.114 (23 %)	723.331 (16 %)	166.463 (42,8 %)	1.105.280 (18 %)

Évolution des effectifs

	1920	1930	1945	1950	1954
Public	71	64	56	58	57,2
Privé	29	36	44	42	42,8

Très probablement légère tendance à l'accroissement de l'enseignement privé (le fait est très net par rapport à 1930). La recherche des causes semble assez facile : l'enseignement public n'est pas en mesure de faire face à l'accroissement des effectifs qui ont plus que doublé en trente ans. L'effet de la reprise de la natalité va se faire sentir et les difficultés de l'Enseignement public risquent de s'aggraver. Les enfants des familles aisées qui, par malchance ou inca-

pacité, ne pourront pénétrer dans l'Enseignement public du Second Degré chercheront une place dans l'Enseignement privé payant, confessionnel ou non.

L'Enseignement privé du Second Degré a des liens très lâches avec la sociologie religieuse du pays. Il pose essentiellement un problème social, celui de l'inégalité des citoyens devant l'instruction. A capacités égales — ou si l'on veut à manque de capacité égale — les enfants des familles modestes et ceux des familles plus aisées n'ont pas les mêmes possibilités d'accès à la culture secondaire.

P. CURNIL.

ENSEIGNEMENT POST-SCOLAIRE AGRICOLE

Au 1^{er} mars 1955, les statistiques de la Direction du 1^{er} degré donnaient les chiffres suivants :

1. — Personnel affecté à l'enseignement agricole.

568 instituteurs diplômés
256 institutrices diplômées
1.108 instituteurs qualifiés
468 institutrices qualifiées

Total : 2.400 maîtres

2. — Centres et Communes desservis.

a) Centres agricoles et agricoles ménagers : 5.000.

b) Communes desservies :

19.000 pour l'enseignement post-scolaire agricole
6.500 pour l'enseignement post-scolaire ménager

Total : 25.000 communes

3. — Elèves (jeunes gens et jeunes filles).

96.000 par enseignement direct
24.000 par correspondance

Total : 120.000 jeunes de 14 à 17 ans

Prochainement paraîtra un essai de statistique comparée entre enseignement public et enseignement privé (malgré la difficulté à obtenir des chiffres exacts pour ce dernier).

La page du second degré

La S.N.A.L.C. et la «FORMATION SYNDICALE» APRÈS GRENOBLE (suite)

Le Syndicat National des Lycées, Collèges et Cours Secondaires est enfin sorti de l'autonomie. Il s'est affilié par l'intermédiaire de la Fédération Générale des Cadres Fonctionnaires à la Confédération Générale des Cadres. Nous ne saurions trop nous réjouir de l'élargissement de ses vues sociales. Désormais, dépassant le cadre étroit du classement indiciaire des enseignants du second degré, il ose lever ses yeux (timides ? admiratifs ? envieux ?) vers les indices qui se situent au-delà du fatidique 630...

Les nouvelles responsabilités que le S.N.A.L.C. assume impliquent nécessairement une « formation » élargie de ses adhérents. C'est sans doute à cette obligation nouvelle que répond la « Revue de Presse » du numéro 503 (1^{er}-15 octobre 1955) de la Quinzaine Universitaire. Formation très objective, d'ailleurs, puisqu'elle se borne à citer des textes, sans l'ombre d'un commentaire. Avec des débuts, c'est un procédé risqué ; est-on bien sûr qu'ils vont comprendre ? Nous voudrions leur rendre le service d'aider à la digestion de cette becquée un peu lourde.

Trois articles sont cités, dont il faut bien saisir l'enchaînement si l'on veut en tirer la conclusion qu'ils impliquent. Nous dégagerons donc successivement l'idée essentielle de chacun d'eux :

1^o De la « France Catholique » :

« La position du Syndicat C.F.T.C. de l'Enseignement est indéfendable » parce qu'elle est celle « des adversaires de l'Eglise ». Ceci pour la bonne raison qu'abandonnant les « positions de principe de l'Eglise », le S.G.E.N. « entre totalement dans le jeu de ses adversaires ».

2^o Du « Monde », un compte rendu du Congrès du S.N.I. :

« Les enseignants du 1^{er} degré se proposent de donner plus que jamais à leur action le caractère d'une lutte acharnée contre l'Eglise. »

3^o De « L'Humanité » :

Le bureau politique du P.C. affirme son accord complet avec le programme de défense laïque défini au Congrès des instituteurs.

En conclusion, S.G.E.N. = S.N.I. = Parti Communiste.

C'est bien joué, n'est-ce pas ?

Mais ceci n'est en soi qu'une conclusion provisoire. La véritable conclusion ne serait-elle pas une invitation aux collègues effrayés des conséquences imprévues qu'entraîne leur affiliation au S.G.E.N., à ne pas renouveler leur adhésion ? Le S.N.A.L.C., lui, est là pour les accueillir...

Nous ne nous abaissons pas ici à réfuter les soi-disant conclusions doctrinales qui se dégagent du groupement hypocrite de ces textes. Nous laisserons même pour cette fois l'intégriste « France Catholique » (1) à ses accusations ridicules. Nous voulons seulement faire nos collègues juges du procédé déloyal utilisé par le S.N.A.L.C. pour recruter à nos dépens. Il donne ainsi la preuve du fait qu'étant incapable d'attirer les gens par son dynamisme propre, il joue les naufrageurs et les pillards d'épaves. Grand bien lui fasse.

J'ai écrit un jour à MERIAUX, président du S.N.A.L.C., que nous ne souhaitons absolument pas, au S.G.E.N., récupérer jamais ceux qui le suivent. Si le S.N.A.L.C. n'existait pas, lui disais-je, il faudrait l'inventer. Il est le refuge naturel de tous ceux qu'effraye une authentique action syndicale. Mais, de grâce, qu'il borne là ses ambitions ! Et surtout qu'il se garde d'un débauchage maladroît : les universitaires sont gens honnêtes, et certains procédés risquent fort de se retourner contre ceux qui les emploient.

J. MOUSEL.

(1) Parée ici d'un tas de références impressionnantes, qui n'enlèvent rien au fait qu'elle n'exprime aucunement la pensée officielle de l'Eglise...

BUREAU DU SECOND DEGRÉ

Jeu 6 octobre. — Présents : Mousel, Labigne, Mlle Taburet, Mlle Deslandres, Durrande, Mlle Girard.

— Le bureau procède à un examen d'ensemble de la situation syndicale, et au remplacement de responsables qui ont demandé un « congé syndical ».

Jeu 20 octobre. — Présents : Mousel, Caralp, Guieu, Mlles Taburet, Deslandres et Girard, Devarieux, Durrande, Labigne.

— Le bureau arrête la liste des res-

pensables en vue des prochaines C.A.P. de promotion.

— Il décide de consacrer un éditorial du Second Degré à la mise au point des vues du bureau sur le projet Berthoin, et tout d'abord sur les 6^e et 5^e.

— Ce projet fait éclater de multiples difficultés.

— Décide de pousser à fond l'étude du baccalauréat.

— Décide de pousser l'étude du recrutement et des débouchés.

MOTION No 7

Notation du personnel

Le Congrès National du S.G.E.N. (Second degré) :

— demande une harmonisation dans la notation du personnel par les chefs d'établissements, de façon que la différence n'apparaisse pas régulièrement si grande entre les notes données dans tel établissement et tel autre ;

— propose que les chefs d'établissements donnent un double des notes des rapports au personnel enseignant, de surveillance et administratif ;

— demande que toutes les notes, administratives ou pédagogiques, soient communiquées aux intéressés AVANT la réunion des Commissions Administratives Paritaires.

Réponse :

1^o La péréquation des notes administratives, dont le principe est contenu dans l'arrêté du 2 décembre 1948 est actuellement à l'étude ; sa mise en application pourrait entrer en vigueur dès les prochaines promotions.

2^o Seules la note administrative, la note pédagogique, la note globale et l'appréciation générale du Recteur sont portées à la connaissance du personnel. L'arrêté du 2 décembre 1948 est à cet égard formel ; les notes des Chefs d'Etablissement doivent demeurer confidentielles ; c'est une règle de bonne politique administrative, dont il est facile de deviner les raisons. Par ailleurs, il convient d'observer que le Chef d'Etablissement n'est pas novateur et qu'il se borne à exprimer un avis chiffré. Seul le Recteur attribue la note administrative, dans la plénitude de ses pouvoirs de notation.

3^o Le principe de la communication des notes avant la réunion des Commissions administratives paritaires est en effet contenu dans l'arrêté du 2 décembre 1948. Si l'administration ne l'a pas appliqué jusqu'à ce jour, en accord d'ailleurs avec les Syndicats, c'est que chaque année des réformes de structure sont venues bouleverser le calendrier normal des travaux. Aussitôt que l'établissement des tableaux et le travail administratif des promotions pourront reprendre leur rythme normal, l'Administration s'efforcera d'assumer cette charge supplémentaire jusqu'à la parution du Statut de la Fonction enseignante qui doit fixer définitivement la procédure de la notation.

Commentaire :

Nous enregistrons avec satisfaction la mise à l'étude d'un système de péréquation entre les notes administratives. Nous espérons également que le système fonctionnera dès les prochaines commissions de promotion. Mais il ne pourra s'agir, en l'occurrence, que d'une péréquation à l'échelon national, par comparaison de la note moyenne des diverses académies. Certes, le résultat de l'opération ira dans le sens de la justice. Mais celle-ci ne sera pas satisfaite pour autant. A l'intérieur de chaque académie, ce sont les notes des chefs d'établissement elles-mêmes qui sont, souvent, fort inégales. Les critères ne sont pas toujours les mêmes. Peut-être les directrices n'ont-elles pas toujours la même générosité que les proviseurs ou principaux. Peut-être tel proviseur considère-t-il qu'aboutir à la note 17 est un résultat mérité, alors que tel autre crèverait, s'il le pouvait, le plafond du maximum... C'est donc déjà à l'échelon des académies, par comparaison de la note moyenne des établissements, que la péréquation devrait s'opérer, pour être suivie d'une seconde péréquation sur le plan national.

Ce système que nous demandons — et

que nous sommes forcés de demander, vu le nombre de réclamations, et le nombre de notes inexplicables distribuées ici où là — peut paraître lourd. Il l'est, incontestablement. Mais il est le seul qui soit, en définitive, conforme à une justice humaine (la justice idéale étant hors de notre portée).

Un autre argument peut-être utilisé contre lui : cette double péréquation aura pour résultat de resserrer l'éventail des notes — entre 17 et 18 ? — et par conséquent, de rendre ces notes inopérantes. C'est aussi une conséquence possible de notre système : l'expérience nous renseignera. Mais alors, quelle condamnation pour le principe même de la note administrative, s'il faut choisir entre une note pratiquement indifférenciée ou un système uniquement différencié par des variations de barème ! Il vaudrait la peine de poursuivre notre effort, si son terme devait être la suppression de cette note chiffrée que le S.G.E.N. a subie, mais n'a jamais reconnue.

Quant au deuxième point, il appelle de notre part quelques remarques. Nous comprenons les « raisons » qui entraînent le secret des notes manuscrites des chefs d'établissement. Il s'agit avant tout de sauver « la paix du ménage » et tel chef d'établissement se trouverait fort gêné en face du professeur au sujet duquel il a formulé... des réticences. Sur le plan de l'Inspection générale et parce que celle-ci n'est pas condamnée à la vie commune avec ceux qu'elle juge, on peut plus facilement concevoir cette brutale franchise qui représente la communication d'un rapport...

Tout ceci est vrai, et relève de la sage administration, — celle qui a pour but suprême d'éviter les histoires. Mais cette prudence n'en a pas moins pour conséquence que chaque professeur a, dans son dossier, une pièce administrative qui le JUGE — dans sa ponctualité, dans son zèle, dans son dévouement au service, que sais-je encore ? — et que cette pièce, il l'IGNORE ; qu'il ignore pourquoi la note chiffrée qui traduit ce jugement a baissé d'un ou de deux points en trois ans ; que cette note du chef d'établissement est accompagnée d'une note de l'Inspection d'Académie — ce mythe que nombre de nos collègues n'ont JAMAIS VU — mais qui peut néanmoins, le cas échéant, faire DE SON CHEF des réserves qui ne reposent sur rien. Nous pourrions citer, entre autres, un cas qui relève du scandale. Qu'on ne s'efforce pas de sauver la paix par ce silence. La rancune existe, dans bien des cas, mais sourde, larvée — et quelquefois, par dessus le marché, injustifiée.

Nous pensons que si un chef d'établissement a, sur le plan du service, des reproches à faire à un professeur, il a intérêt à les lui faire DIRECTEMENT — sans éclat, dans le silence de son bureau. Ainsi, ce qu'il écrira par la suite ne laissera subsister aucune ambiguïté. Et surtout, si certains de ses reproches se trouvent sans fondement, le professeur aura toute possibilité d'éclaircir le chef d'établissement. Celui-ci se sentira, nous en sommes convaincus, infiniment plus à l'aise pour écrire un jugement, dont la traduction en note chiffrée peut peser lourdement sur la carrière de son administré. Tout le reste est littérature. Si l'arrêté du 2 décembre 1948 est rédigé de manière à interdire la communication de ces notes, il faut le modifier : on a vu pire !

Enfin, sur le troisième point, nous tenons à rendre hommage au travail énorme accompli par les bureaux de classement. Nous savons toutes les difficultés auxquelles ils se heurtent, depuis des années, pour accomplir ponctuellement leur travail. Nous savons que nous ne pouvons pas tout demander tout de suite. Le vœu que notre Congrès a formulé est un vœu de l'absolu : nous rappelons seulement qu'il faudra procéder ainsi dès que les conditions matérielles le permettront.

(A suivre.)

PLAN DE LIQUIDATION

Nous avions dû déjà l'an dernier faire une mise au point au sujet d'une prétendue réouverture du Plan de Liquidation. De nombreux collègues, sur la foi d'affirmations imprimées dans d'autres bulletins syndicaux, avaient cru pouvoir solliciter leur inscription sur ce Plan. Les rumeurs et les illusions persistant, nous avons voulu revenir aux sources.

M. Doria, sous-directeur de l'Enseignement du Second Degré, a bien voulu nous préciser que, SEULES, seraient considérées les candidatures des collègues qui pourraient faire la preuve qu'ils avaient été tenus dans l'ignorance de leurs droits :

a) soit parce que l'Administration locale n'avait pas fait le nécessaire pour assurer une large diffusion aux circulaires ministérielles relatives au Plan de Liquidation ;

b) soit parce que, exerçant à l'étranger, ils n'avaient pas eu connaissance des dites circulaires.

En dehors de ces éventualités, qu'on peut supposer extrêmement rares, la forclusion joue et il est inutile, pour nos collègues, de solliciter à nouveau leur inscription sur le Plan.

Fernand LABIGNE,
Secrétaire général administratif
du Second Degré.

Soyez documentés

VADE-MECUM des personnels enseignants

(M.I. et S.E., A.E., C.A.P.E.S., statut, traitements, Sécurité sociale, retraites)

6^e Edition. — Textes à jour au 1^{er} janvier 1955

VADE-MECUM des personnels non-enseignants

Agents, personnel économique, personnel administratif, personnel de bureau, administration académique, traitements, Sécurité sociale, retraites)

2^e Edition. Textes à jour au 1-10-55

Chaque exemplaire : 150 francs. Port de l'exemplaire : 15 francs. — GOUNON, 33, avenue Suzanne, La Madeleine (Nord). — C.C.P. Lille 620-56.

VIENT DE PARAITRE

• pour acquérir seul la culture générale qui permet de réussir...

encyclopédie LAROUSSE méthodique

Plus de 2000 pages, 6500 gravures, cartes, planches en couleurs et en noir, index alphabétique général, en deux forts volumes sous reliure artistique, fers dorés, jaquette en couleurs : 13 000 F.

Avec le NOUVEAU LAROUSSE UNIVERSEL, dictionnaire en 2 volumes de même format, l'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE MÉTHODIQUE constitue l'ensemble encyclopédique Larousse • Prix de faveur jusqu'au 27 Novembre : Encyclopédie Larousse Méthodique, 2 volumes : 12 500 F. Nouveau Larousse Universel et Encyclopédie Larousse Méthodique ensemble, 4 volumes : 22 500 F.

Ces prix s'entendent t. i. incl., chez tous les Libraires et Larousse, 114 Bd Raspail, Paris 6

PROMOTION D'ÉCHELON 1954-55

Les promotions d'échelon de l'année 1954-1955, retardées par le reclassement de nombreux fonctionnaires Anciens Combattants et Prisonniers de Guerre, ainsi que par l'application du nouveau régime d'avancement (voir cette nouvelle carrière dans « Ecole et Education » n° 158, du 19 octobre dernier, page 8), n'ont pu être faites au début de l'année scolaire 1955-56, comme le laissait espérer la convocation, pour beaucoup prématurée, des Commissions Paritaires Académiques avant la fin des grandes vacances scolaires.

Les Commissions Paritaires Nationales siégeront au cours de ce premier trimestre (fin de novembre ou début de décembre). Beaucoup de nos collègues n'ont pu utiliser la fiche de renseignements qu'avait publiée le dernier numéro d'Ec. et Ed. de l'année scolaire précédente (n° 156 du 29 juin 1955), parce qu'ils ignoraient alors leur reclassement et leur ancienneté d'échelon, dans le nouveau régime d'avancement, au 30 septembre 1954. Actuellement, ces renseignements sont connus, et ceux de nos camarades qui ignoreraient s'ils sont promouvables en 1954-55 pourraient s'adresser aux représentants du personnel à la Commission Paritaire Académique qui les administre, pour avoir communication de leur ancienneté.

Le présent numéro d'Ec. et Ed. publie une nouvelle fiche de renseignements que nos collègues, s'ils n'ont pas encore envoyé l'ancienne, pourront adresser d'urgence aux représentants élus du S.G.E.N., dont la liste est reproduite ci-dessous. Les secrétaires académiques possèdent d'ailleurs une réserve de ces fiches.

Précisons, une fois de plus, qu'il s'agit, pour les promotions d'échelon, de Commissions Paritaires par grades, et non par spécialités.

Afin d'éviter des malentendus et, tout au moins, des correspondances inutiles, nous attirons l'attention de nos collègues sur une innovation dans le calcul de l'ancienneté : Elle est désormais précisée en années, mois et jours, sans arrondir le nombre des jours à l'unité supérieure de mois.

Comme, d'autre part, la réglementation précédente est maintenue qui reporte la promotion au 1^{er} du mois qui suit la date à laquelle l'intéressé a accompli le stage nécessaire dans l'échelon inférieur, ce nouveau procédé aboutit à des bizarreries dont nos collègues apprécieront les incidences :

Exemple : X..., Professeur, reclassé (nouveau régime d'avancement) en 6^e échelon : 3 a. 6 mois 26 jours, au 30-9-54.

Si on arrondissait au mois supérieur, ce collègue serait crédité de 3 a. 7 mois au 30-9-54 et, ayant dépassé l'ancienneté nécessaire pour l'avancement normal à 55 % (3 a. 6 mois), serait promu au 7^e échelon, automatiquement, à 4 ans 6 mois, le 1^{er} septembre 1955 : Il connaîtrait sa promotion en même temps que ses camarades promus au choix et toucherait son rappel avec quelques mois de retard seulement, vers la fin de décembre (on l'espère).

Mais, comme on n'arrondit plus au mois supérieur et comme la promotion ne peut compter que « du 1^{er} du mois suivant, ce collègue sera promu non pas au 4 septembre, mais au 1^{er} octobre ; s'il ne l'est pas à 3 a. 6 mois à l'avancement normal (à 55 %), le 1^{er} octobre 1954, il le sera automatiquement à 4 a. 6 mois le 1^{er} octobre 1955. Mais le 1^{er} octobre 1955 est compté dans l'année scolaire 1955-56 : voici notre homme embarqué dans le train suivant ; il ne sera promu qu'après la session de la Commission Paritaire 1955-56 dont on ne sait encore quand elle se réunira, et il se trouvera ajourné, pour le rappel financier du moins, à l'année suivante. Ce sera vraiment un « avancement retardé ». Ce collègue aura du moins la satisfaction de se voir inscrit au Tableau d'Ancienneté au 1^{er} octobre 1955, au 7^e échelon, non pas avec l'ancienneté zéro, mais avec l'ancienneté de 26 jours qu'il travaillera, sauf reclassement imprévisible, jusqu'à la fin de sa carrière, minuscule reliquat privé indument de toute valeur de traitement, et on ne peut dire s'il est plus une brimade pour l'intéressé qu'une complication byzantine apportée au travail du bureau de classement.

On peut soutenir le calcul de l'ancienneté à un jour près ; cette pratique existe chez d'autres fonctionnaires ; mais elle est inconciliable avec la règle du « 1^{er} du mois suivant », qui n'est qu'une de ces lilliputiennes économies imposées lors de l'application du Cadre Unique. Le S.G.E.N. en doit demander l'abolition, afin que la date de la promotion de chacun ait une signification précise et honnête.

SECOND DEGRÉ

PROMOTION D'ÉCHELON

Agrégé (1)
Biadmissible (1)
Certifié-Licencié (1)
Cl. Élémentaire (1)
Enst Artistique - Ch. d'Enst (1)
Adj^t d'Enst (1) - P. Adj^t (1)

SPÉCIALITÉ :

NOM :
(EN LETTRES CAPITALES)

Prénoms :

Nom de jeune fille (1) :

AGE : ans (2)

ÉCHELON : (2)

..... ans mois

SERVICES : ans mois (2)

ÉTABLISSEMENT EN 1954-55 :

..... Académie :

FONCTION : Chaire (3)

Heures d'enseignement (A.E.) :

Etablissement actuel (en cas de mutation récente)

Académie

SITUATION ADMINISTRATIVE

DATES

de la Licence :

du C.A.P.E.S. :

ou

de la titularisation :

de l'Agrégation :

Postes antérieurs :

CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES

SITUATION DE FAMILLE :

Enfants :

Âges :

Activités particulières, publications, travaux en cours, œuvres parascolaires, retards exceptionnels de carrière, congés divers,

Etes-vous conseiller pédagogique ?

Services de guerre :

Dernière inspection générale : (4)

M. date où ?

Notes : (1) Rayer la ou les mentions inutiles.

(2) Au 30 septembre 1954.

(3) 1^{re} ou 2^e chaire ? Classes préparatoires aux gr. Ecoles ? Cl. nouvelles ?

(4) Joindre, si possible, copie des rapports des dernières inspections.

Comme pour le reclassement dans le Cadre Unique, l'aménagement du nouveau régime d'avancement peut priver certains collègues de la possibilité d'une promotion au choix (à 25 %) ou à l'avancement normal (à 55 %) :

Exemple : Y..., Professeur, 6^e échelon, 3 à 3 mois au 31 déc. 1954.

Dans l'ancien régime, ce collègue était promouvable au choix (à 25 %) à 3 ans, au 1^{er} octobre 1954.

Dans le nouveau régime, il reçoit une ancienneté, au 6^e échelon, de 3 à 2 mois 18 jours au 30 sept. 1954.

Il n'est plus promouvable au choix à 25 % (2 à 6 mois), mais il le sera à l'avancement normal (à 55 %), le 12 janvier 1955, c'est-à-dire en fait seulement le 1^{er} février 1955. S'il s'agit d'un excellent professeur qui aurait pu prétendre à une promotion au choix (à 25 %), il perdra, administrativement et financièrement, une ancienneté de 4 mois. Est-il normal de le priver de la possibilité d'un examen de ses titres pour le choix ?

Voilà qui nous rappelle les longues négociations qui ont agité l'application du Cadre Unique ; l'activité syndicale devra refaire place à ces préoccupations.

V. TONNAIRE

Lycée Charlemagne.

P.-S. — Nous rappelons à nos collègues que leur ancienneté d'échelon doit être établie au 30 septembre 1954. Chacun d'eux doit pouvoir faire aisément ce calcul :

1^o Etablissement de l'ancienneté totale de catégorie, en ancien régime d'avancement.

Compter chaque échelon déjà parcouru avec son maximum de stage, à savoir :

1^{er} échelon, pour 3 ans
2^e » » 4 ans
3^e » » 4 ans
4^e » » 4 ans 6 mois
5^e » » 4 ans 6 mois
6^e » » 5 ans
7^e » » 5 ans

et l'échelon où l'on était pour l'ancienneté atteinte au 30 sept. 1954.

Transformer en mois le total obtenu.
2^o Passage de l'ancien au nouveau régime d'avancement.

Multiplier ce nombre de mois par le rapport $\frac{6}{7}$, en transformant les décimaux en jours (par ex., 186 mois, $37 = 186$ mois 18 jours).

Réduire le total obtenu en années.

3^o Reclassement dans le nouveau régime.

Répartir les années, mois et jours de la nouvelle ancienneté totale entre les échelons de la nouvelle carrière, chaque échelon comptant pour son maximum de stage :

1^{er} échelon pour 2 ans 6 mois
2^e » » 3 ans
3^e » » 3 ans
4^e » » 4 ans
5^e » » 4 ans
6^e » » 4 ans 6 mois
7^e » » 4 ans 6 mois

AVIS DE LA COMM^{ON} ACADÉMIQUE :

NOTE ET GROUPE :

Observations :

COMMISSION NATIONALE :

Adresse :

SIGNATURE :

Joindre un timbre pour la réponse.

Le reliquat est l'ancienneté, au 30 sept. 1954, dans l'échelon actuel.

N.B. — Elus du S.G.E.N. aux C.A. Paritaires Nationales :

Administrateurs

M. HOSSENLOP, Principal du Collège de Molsheim (Bas-Rhin).

Agrégés scientifiques

M. DURRANDE, 4 bis, rue H.-Moreau, à Asnières (Seine).

Agrégés littéraires

M. TONNAIRE, 7, rue Lesdiguières, à Paris (4^e).

Certifiés (scientifiques et littéraires)

M. CARALP, 8, rue de Pontoise, à Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.).

Certifiées (scientifiques et littéraires)

Mlle DESLANDRES, 65, rue Madame, Paris (6^e).

Dessin

M. BERNARD, Lycée Saint-Louis, 44, boulevard Saint-Michel, Paris (6^e).

Travaux manuels

M. BERNARD, transmettra.

Education musicale

M. MARCEL, « La Contrée », avenue Bé-ranger, à Nantes (Loire-Inférieure).

A.E. et P.A.

M. OLLIER, Professeur au Collège de Saint-Flour (Cantal).

CHRONIQUE DES CATÉGORIES

ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT

Maitres auxiliaires et Stagiaires d'Enseignement

Aux A.E. nouveaux stagiaires et aux A.E. récemment titularisés

I. — A.E. NOUVEAUX STAGIAIRES.

Les camarades qui viennent d'être nommés par délégation ministérielle A.E. stagiaires n'ont qu'une formalité à accomplir :

— REMPLIR AVEC LE PLUS GRAND SOIN LA NOTICE MECANOGRAPHIQUE que leur enverra le ministère. Cette notice devra être retournée PAR LA VOIE HIERARCHIQUE après avoir été signée par le chef d'établissement. C'EST D'APRES CETTE NOTICE QUE SERA ETABLIE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES INTERESSES.

— Il est vivement recommandé de joindre les copies conformes des CERTIFICATS D'EXERCICE POUR LES SERVICES AUXILIAIRES accomplis dans le 1^{er} Degré ou le Technique. Ces certificats seront à réclamer auprès des Inspections Académiques (1^{er} Degré), ou des rectorats (2^e Degré et Technique) dont dépendent les établissements, où ces services ont été accomplis.

— Plus précisément sont validables pour l'avancement dans le 1^{er} Degré les services accomplis après le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'obtention du C.A.P. — ou bien ceux accomplis comme auxiliaire — sans condition de C.A.P. — dans les classes primaires des lycées, ces classes étant considérées comme intégrées au 2^e Degré — et plus généralement tous les services accomplis dans l'E.N., à la condition que ce soient des services d'enseignement ou de surveillance à horaire complet.

Sont également validables pour l'avancement le temps de service militaire et les services de guerre (cf. VICTIMES DE GUERRE).

TITULARISATION

Les A.E. stagiaires n'ont aucune demande particulière à adresser pour obtenir leur titularisation, qui intervient, en principe, au bout d'un an de stage sur avis favorable du recteur et après décision de la C.A.P.

Toutefois les A.E. stagiaires dont les études ou la carrière ont été empêchées par la guerre (anciens combattants, prisonniers, évadés, S.T.O., réfractaires, résistants, malades des suites de guerre) peuvent obtenir AU TITRE DE VICTIMES DE GUERRE leur TITULARISATION APRES 6 MOIS DE STAGE. ILS DOIVENT EN FAIRE LA DEMANDE PAR LA VOIE HIERARCHIQUE en l'adressant à M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE sous couvert de M. LE DIRECTEUR DU 2^e DEGRE, 3^e BUREAU. Ils indiqueront avec la plus grande précision (dates), la nature et la durée des divers empêchements subis et joindront les copies certifiées conformes des pièces officielles justificatives (certificats de S.T.O., copie du diplôme de la médaille des évadés, l'Etat signalétique et des services portant mention campagne double (C.D.) ou simple (C.S.), certificats de maladie due aux suites de guerre, etc.).

La commission permanente des victimes de guerre décidera du sort à donner à ces demandes.

II. — A.E. titularisés à partir du 1-10-1955 — ou après 6 mois de stage (victimes de guerre).

RECLASSEMENT ET AVANCEMENT.

Les A.E. nouvellement titularisés, sont payés, en attendant leur reclassement, au premier échelon de leur catégorie.

1^o LES A.E. QUI VIENNENT D'ETRE TITULARISES et QUI NE SONT PAS VICTIMES DE GUERRE, n'ont pas de demande à adresser pour leur reclassement, qui sera effectué automatiquement par le Ministère sur la foi des renseignements contenus dans la notice mécano-graphique. Ceux qui n'auraient pas rempli cette notice pendant leur stage devront la réclamer au Ministère (3^e bureau), et la retourner directement après l'avoir fait signer par leur chef d'établissement — en joignant les certificats exigés comme indiqué plus haut.

2^o LES A.E. VICTIMES DE GUERRE, en vertu de l'ordonnance du 15-6-1945 pour réparation de carrière, peuvent obtenir :

a) Une titularisation rétroactive en fonction de la durée de l'empêchement dû au fait de la guerre, et suivant l'avis de la commission des victimes de guerre, même s'ils ont obtenu par ailleurs leur titularisation après 6 mois de stage.

b) Eventuellement une promotion au grand ou au petit choix s'ils remplissent les conditions de temps requises.

c) De plus, en fonction de la nature des services de guerre, des bonifications d'ancienneté leur sont attribuées (décret du 28-1-53). Sont en particulier intéressés par ces mesures les prisonniers, évadés, blessés de guerre et pensionnés à 40 % et plus.

Les pièces justificatives fournies lors de la demande de titularisation après 6 mois de stage restent valables pour l'obtention de ces avantages et ne sont pas à retransmettre. Ceux qui auraient omis de demander leur titularisation au bout de 6 mois de stage doivent le faire sans tarder. Elle peut leur être accordée rétroactivement (joindre les pièces justificatives).

LES SERVICES DE RESISTANCE sont également VALIDABLES pour l'AVANCEMENT. La demande doit en être adressée au Ministère de l'Education Nationale, sous couvert de M. le Directeur du 2^e degré, 2^e bureau, avec les copies conformes des pièces justificatives. Ces pièces sont à réclamer auprès des offices départementaux des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. Sa hâter car il semble que les délais accordés arrivent à expiration.

Dans le prochain numéro nous vous donnerons les précisions sur la validation des services pour la retraite qui nécessite une demande particulière adressée au bureau des pensions.

GUIEU.

Les A.E. et leur participation à l'enseignement

De tous côtés on nous signale une certaine répugnance, parfois même une hostilité à donner de l'enseignement aux A.E., surtout dans les établissements féminins.

Je rappelle pour mémoire le décret du 22-12-45, la circulaire du 20-10-1947 qui invite les chefs d'établissements à constituer des services mixtes d'enseignement et de surveillance à confier aux A.E. L'A.E. fait une étude et enseigne. La circulaire du 15 juillet 1953 place les A.E. en premier lieu après les professeurs pour assurer un service d'enseignement, avant les instituteurs licenciés et les M.A.

Enfin, une circulaire de M. Brunold aux Recteurs rappelle que, chaque fois que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, il y a lieu de donner une priorité aux A.E. dans l'attribution des heures d'enseignement qui ne sont pas assurées par les professeurs. (Circulaire du 12-3-55, B.O. n° 11, du 17-3-55.)

LES A.E. ET LE PROJET de réforme de l'enseignement

Sommes-nous partisans d'un cycle d'orientation court ou d'un cycle d'orientation long ?... Je ne pense pas que les A.E. soient habilités à trancher le problème, mais j'affirme qu'ils devraient avoir leur mot à dire et qu'en tout cas cette question ne saurait les laisser indifférents si, toutefois, ils veulent faire aboutir leurs revendications sur le double plan de la nature et des débouchés de leur fonction.

1^o Les débouchés de la fonction A.E. :

Nous laisserons de côté, pour l'instant, la surveillance générale, qui nécessite une vocation particulière. Aussi bien, le nombre des postes offerts reste-t-il limité. Il ne sera donc question dans cet article que du débouché "professorat".

Si vraiment on n'exige ni le Capes ni l'agrégation pour enseigner dans le cycle d'orientation, alors il nous faut exiger que les professeurs de ce cycle soient recrutés en priorité parmi les licenciés d'enseignement en fonction — titulaires bien sûr, mais aussi ministériels et rectoraux — dans les lycées et collèges c'est-à-dire les A.E. et les M.A. (sans oublier les M.I. et S.E. ayant les titres requis).

Nous retrouvons donc le fameux problème de nos débouchés. Si j'ai écrit que les A.E. n'étaient pas, en tant que tels, habilités à traiter le problème du cycle d'orientation, je dois rappeler aussi que les A.E. du S.G.E.N. adoptent les propositions pédagogiques de leur organisation. Mais c'est pour poser aussitôt le principe qu'un cycle d'orientation devrait, en 5^e et en 6^e, utiliser des professeurs LICENCIÉS, par priorité sur tous autres — en attendant qu'une formation de maitres nouveaux permette un jour d'exiger la licence. Il nous paraît à proprement parler impensable qu'un jour vienne où de non-licenciés enseignent magistralement dans ces classes de 5^e et 6^e, des licenciés d'enseignement seraient chargés de surveiller leurs élèves en étude.

A.E. et M.A., faisons donc entendre notre voix en toute occasion, rappelons à tous quels sont les droits que doivent nous conférer prioritairement et nos titres et les fonctions diverses que nous assumons à la satisfaction des inspecteurs généraux comme des chefs d'établissements ou des parents.

G. GODEFROID.

MAITRES D'INTERNAT ET SURVEILLANTS D'EXTERNAT DU SECOND DEGRÉ ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Rectifications apportées dans la liste et les adresses

des Responsables Académiques des M.I.-S.E.

ALGER : Mlle Leininger, M.I. Lycée Fromentin, Ben Aknoun, Alger.

CLERMONT-FERRAND : A. Nougaret, M.I. Lycée de Jeunes Filles, Clermont-Ferrand.

LILLE : Lebon, M.I. Lycée de Garçons, annexe

d'Haubardin, Lille.

MONTPELLIER : Mlle Boulhès, M.I. Lycée de Jeunes Filles, Montpellier.

STRASBOURG : Vilin, M.I. Lycée Kléber, Strasbourg.

Où en sommes-nous ?

A) POUR LES RAPPELES

LE DECRET DU 27 OCTOBRE 1955

Le Président du Conseil des Ministres, Sur le rapport du ministre de l'Education Nationale, Vu l'avis du Conseil de l'Enseignement Supérieur,

DECRETE :

Art. 1^{er}. — Les étudiants maintenus ou rappelés sous les drapeaux qui n'auront pu se présenter à la deuxième session d'examen de 1955, bénéficieront d'une session de remplacement dont la date sera fixée par arrêté du ministre de l'Education Nationale.

Art. 2. — Les étudiants maintenus ou rappelés sous les drapeaux bénéficieront à leur libération de dispenses partielles de scolarité et seront autorisés à prendre rétroactivement et cumulativement, des inscriptions, suivant des modalités qui seront fixées par arrêté du ministre de l'Education Nationale, compte tenu de la date de leur libération et de la nature des études poursuivies.

Art. 3. — Les étudiants maintenus ou rappelés sous les drapeaux ne pourront être ajournés aux épreuves des examens qu'ils subissent, soit lors de la session de remplacement prévue à l'article 1^{er}, soit lors de la 1^{re} session normale à laquelle ils se présenteront à leur libération, qu'après une délibération spéciale du jury

Etc...

« LES ETUDIANTS MAINTENUS OU RAPPELES SOUS LES DRAPEAUX — QUI N'AURONT PU SE PRESENTER A LA 2^e SESSION 1955.

— OU QUI AURONT ETE AJOURNES A CETTE SESSION, BENEFICIERONT D'UNE SESSION DE REMPLACEMENT DONT LA DATE SERA FIXEE PAR ARRETE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE. »

En tant QU'ETUDIANTS, nous devons prendre la défense de nos camarades maintenus ou rappelés et leur permettre de poursuivre leurs études dans des conditions aussi normales que possible.

Mais il ne faut pas oublier :

— que le service public de l'Education Nationale subit les conséquences plus que fâcheuses du maintien ou du rappel de ses membres sous les drapeaux ;

— que ce qu'on nous avait présenté comme provisoire, se prolonge un peu trop ;

— que les membres de l'Enseignement doivent être porteurs de culture et non porteurs d'armes.

C'est pourquoi notre rôle de SYNDICAT D'ENSEIGNANTS PUBLICS nous oblige à demander maintenant avec vigueur :

« Le retour dans leur poste de tous les enseignants publics maintenus ou rappelés sous les drapeaux à une heure où la montée en flèche des effectifs scolaires les rend indispensables à leur vrai poste. »

B) AVEC LE 1^{er} DEGRE

Nous avons signalé qu'étaient faites des démarches à la direction du 1^{er} Degré pour demander la prise en compte partielle du temps de maîtrise pour un M.I. ou un S.E. qui veut rentrer dans le 1^{er} Degré.

Mais la gravité de la situation dans cet ordre d'enseignement nous a amené à formuler d'autres demandes en vue d'accorder d'autres avantages et notamment nos camarades Brocard et Pinoteau (secrétaire général et secrétaire général adjoint du 1^{er} degré) ont demandé qu'un M.I. ou S.E. qui possède un ou plusieurs certificats de licence, voit reculer en sa faveur la limite d'âge pour se présenter au concours d'élève-maitre.

G. BORDET, M.I.

Lycée V.-Hugo
Besançon (Doubs)

— Les articles 2 et 3 de ce décret nous donnent satisfaction.

— L'article 1^{er} accordant une session de remplacement à ceux qui n'ont pu se présenter à la 2^e session de 1955 : en un certain sens, nos revendications antérieures sont prises en considération et il est bon de le souligner. Mais cet article 1^{er} a une portée trop restreinte, à notre avis.

— Parmi ceux qui se sont présentés à la 2^e session de 1955, certains ont été reçus : il n'est pas question de leur enlever le bénéfice d'un succès, qui apparaît comme particulièrement méritoire.

Mais combien sont-ils dans ce cas ?

Que deviennent ceux qui ont été ajournés ?

Nous l'avons déjà écrit : ils se présentent à un examen :

— sans autre préparation que celle que pouvaient leur laisser les expéditions dans l'Aurès, ou les corvées de la garnison ;

— interrogés sur des programmes inconnus ;

— dans des conditions morales et physiques fâcheuses.

Peut-on leur imputer vraiment cet échec ?

C'est pourquoi nous sommes en droit de demander la modification de l'article 1^{er} du décret 55-1417 du 27 octobre 1955.

LICENCIÉS ÈS-SCIENCES

(Mathématique ou physique)

actuellement M.A. ou A.E.

vous trouverez en page 13 un texte susceptible de vous intéresser

FOURRURES

Au prix de gros
Directement chez le fabricant : Vestes - Manteaux
Réparations par spécialistes

PRIX MODERES

FACILITES DE PAIEMENT

NOUDEL MAN

2, RUE DE PROVENCE — PARIS

(angle Fg Montmartre - 2^e étage)

Rémise spéciale en se recommandant du journal

M. I. S. E. NOUS SOMMES DES ÉTUDIANTS !

En entrant, même comme Auxiliaires, au service de l'Education Nationale, nous DEVENONS DES EMPLOYES DE L'ETAT et devons remplir avec conscience nos obligations professionnelles. C'est d'ailleurs un point que l'Administration n'oublie jamais de nous rappeler.

Elle omet toutefois assez souvent le second aspect de nos fonctions, et qui pour nous est tout aussi important que le premier : Nous SOMMES DES ÉTUDIANTS.

Les Notes ou circulaires ministérielles sont d'ailleurs formelles (Note de service du 22 décembre 1947, circulaire du 25 novembre 1938) (1) LIBERTES

Il faut savoir (et ceci s'adresse surtout aux nouveaux S.E.) que nous avons droit à 24 heures de liberté,

et que pour les Maîtres d'internat éloignés de la ville de Faculté la circulaire DU 17 NOVEMBRE

1946 (1) prévoit qu'il « conviendra, dans toute la mesure où le permettra l'organisation du service, de ménager aux maîtres suivant assidûment les cours, UNE LIBERTÉ DE DEUX JOURS CONSECUTIFS... »

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VOYAGE

Il est indispensable que nos camarades se reportent, pour connaître leurs droits à ce sujet et les formalités à remplir pour obtenir satisfaction, à la circulaire DU 30 DECEMBRE 1952 (1).

EXONERATION DES DROITS D'INSCRIPTION EN FACULTE

Cette exonération n'est malheureusement pas appliquée dans toutes les Académies (se reporter à la circulaire du 25 juin 1946) (1).

Si nous devons sans cesse rappeler à l'Administration que nous sommes des étudiants, trop souvent inversement les professeurs de Faculté ne veulent pas tenir compte que pour des raisons de service il ne nous est pas toujours possible d'assister à leurs cours, et ils ne viennent pas nous demander le jour de l'examen si nous avons 40 heures de service par semaine et si les voyages en ville de faculté ne nous fatiguent pas trop : Raison de plus pour faire valoir NOS DROITS !

Signé : Le B.N. des M.I. - S.E. :

GIROU, M.I., Lycée de Talence.
BORDET, M.I. Lycée V.-Hugo, Besançon.
COINEAU, Coll. Tech. Poitiers.

(1) Pour tous ces textes, voir le B. O. E. N. ou le Vade mecum du S.G.E.U.

LE S.G.E.N.

ET LES ÉTUDIANTS

a) CE QU'IL FAUT SAVOIR :

— Qu'en de nombreuses circonstances (grèves, meetings, récentes journées d'études, etc...), le S.G.E.N. et l'Union Nationale des Étudiants de France ont travaillé ensemble pour la défense des intérêts de l'Education Nationale ;

— Que le S.G.E.N. est le SEUL SYNDICAT universitaire qui, en congrès national, ait voté une motion demandant la CREATION D'UNE ALLOCATION D'ETUDES (cf. Motion ci-dessous).

b) CE QU'IL FAUT FAIRE :

— Prendre des cartes d'A.G.E. et voter aux élections de conseils d'Associations générales d'Étudiants ;

— Faire connaître aux étudiants qui les ignorent souvent les problèmes graves de l'Education Nationale et du Syndicalisme universitaire ;

— Et inversement s'intéresser aux questions étudiantes et appuyer les revendications de nos camarades.

Signé : Le B.N. des M.I. - S.E. :

GIROU, M.I. Lycée de Talence.
COINEAU, Coll. Tech. Poitiers.
BORDET, M.I. Lycée V.-Hugo, Besançon.

LE CONGRÈS NATIONAL DU S. G. E. N.

Réuni à Grenoble les 4, 5 et 6 avril 55, CONSIDÉRANT :

1° Que l'aide directe et indirecte actuellement accordée aux étudiants procède d'aménagements partiels d'un système répondant à une politique de l'Education Nationale périmée.

Et que l'auxiliariat ne doit pas trouver de justification dans la nécessité pour les étudiants de subvenir à leurs besoins matériels ;

2° Que les conditions de vie actuelles d'un trop grand nombre d'étudiants ne venant pas à leurs études ;

3° Que le recrutement actuel des étudiants ne permet pas de se consacrer complètement à leur formation intellectuelle et professionnelle ;

SOULIGNE,

l'urgence de l'aide aux étudiants ;

1° La nécessité d'une réorganisation radicale de l'enseignement ;

2° La nécessité d'une démocratisation réelle de l'enseignement ;

3° La légitimité d'une plus large participation nationale à l'investissement intellectuel qu'est la formation des cadres de la nation ;

APPROUVE le principe d'une allocation d'étude ;

PRECISE :

— que celles-ci ne peuvent aboutir valablement à une démocratisation de l'enseignement que si elle est accompagnée :

— des mesures rendant possible à tous l'accès de l'Enseignement supérieur ;

— d'une réforme d'ensemble de l'Enseignement ;

— que cette Allocation ne peut être un investissement intellectuel réel pour la Nation que si une adaptation de l'Université aux conditions économiques actuelles permet des débouchés aux étudiants ;

RAPPELLE :

que la solution aux problèmes de l'auxiliariat doit dépendre des nécessités de celui-ci, et non des besoins des étudiants.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

LICENCIÉS ES-SCIENCES

(mathématiques ou physiques) ceci vous intéresse

Nous avons signalé dans E. et E. du 5 octobre qu'un projet tendant à faciliter l'accès au cadre des licenciés de l'E.T. des licenciés scientifiques en fonctions dans un établissement public de l'E.N. était en préparation.

On trouvera ci-dessous ce texte qui appelle de notre part une réserve.

ARRETE DU 14 OCTOBRE 1955
(Technique 4^e Bureau)

Objet : Dispositions transitoires relatives au professorat de sciences industrielles dans les E.N.P. et C.T., section A1.

Article premier. — A titre transitoire, pour une durée de trois ans et par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 10 août 1951 relatif au Certificat d'aptitude au professorat de Sciences Industrielles dans les Ecoles nationales professionnelles et les Collèges techniques, Section A1, les épreuves ci-dessous, en première partie sont déterminées à l'article 3 ci-dessous en faveur des candidats qui remplissent les conditions ci-après :

1° Être titulaire d'une licence es-sciences d'enseignement (mathématiques ou physiques) ;

2° Justifier d'une année au moins d'enseignement public d'enseignement technique d'enseignement du second degré, dans une école normale ou dans un cours complémentaire ;

3° Avoir satisfait aux obligations prévues à l'article 2.

Article 2. — Les candidats désireux de bénéficier des dispositions prévues à l'article premier doivent en faire la demande par écrit à la Direction de l'Enseignement technique, au plus tard au 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle ils désirent subir l'épreuve prévue à l'article 3.

Avant cette épreuve, ils sont obligatoirement inspectés par un Inspecteur général dont le rapport est communiqué au jury.

Article 3. — Les candidats subissent une épreuve orale consistant en un exposé d'ordre scientifique, dont le sujet est en liaison avec l'option choisie par le candidat. Le jury est composé d'un Inspecteur Général, président, et de deux membres désignés parmi le jury de la première partie du Certificat d'aptitude. Le sujet de l'exposé est choisi par le jury parmi les questions figurant au programme qui sera fixé ultérieurement.

Article 4. — A l'issue de cette épreuve, le jury arrête la liste des candidats proposés pour l'admission à la première partie du Certificat d'aptitude. Ces candidats ne peuvent se présenter à la deuxième partie avant l'année scolaire suivante.

Article 5. — Le Directeur Général de l'Enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

(B.O. n° 38 p. 2733.)

L'article 1^{er} impose dans sa deuxième condition : « Justifier au moins d'une année d'enseignement à temps complet... »

Or si un certain nombre d'A.E. font en réalité un service de M.A. et peuvent donc bénéficier des dispositions de l'arrêté, d'autres n'ont qu'un service d'enseignement incomplet. Doit-on dans ce cas les empêcher de poser leur candidature ? Nous trouvons que ce serait injuste et nous voudrions qu'une tolérance ramène par exemple à 10 heures le service hebdomadaire exigé dans le cas de ces A.E.

Nous serions heureux que nos camarades qui se feront inscrire veuillent bien le faire connaître au Secrétaire (E.T.) S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, Paris 10^e.

RECLASSEMENT

Les titulaires et les délégués ministériels peuvent demander leur reclassement dès leur entrée en fonction, c'est-à-dire faire valider en tout ou partie leurs services antérieurs. Leur intérêt est de le faire immédiatement.

Le dossier à envoyer par la voie hiérarchique à la D.E.T. 2^e bureau, doit comprendre :

- 1° La lettre d'envoi ;
- 2° La copie du procès-verbal d'installation ;
- 3° Un bulletin de naissance ;
- 4° Un curriculum vitae détaillé sous forme de tableau ;
- 5° La justification des services, en particulier service militaire, temps passé dans l'industrie ou l'enseignement.

Aviser Toussaint, 9, rue Poincaré, Paris-20^e de la date d'envoi du dossier. Ne pas envoyer un double dossier mais joindre une enveloppe timbrée et portant votre adresse. Attendez patiemment.

Vous pouvez calculer votre reclassement avec le Vade-Mecum.

VALIDATION DES SERVICES POUR LA RETRAITE

Dès la titularisation il faut faire valider ses services pour la retraite dans le délai d'un an.

Envoyez à la D.E.T., 2^e bureau, par voie hiérarchique :

- 1° Une demande de validation ;
- 2° Un curriculum vitae ;
- 3° Une copie des pièces établissant la réalité des services.

Un mois après, prévenir de l'envoi du dossier pour que l'on vérifie qu'il est bien arrivé (la D.E.T. n'envoie plus d'accusé de réception).

La retenue rétroactive de 6 % peut être échelonnée sur une période assez longue. Se renseigner à l'Inspection académique.

En aucun cas vous ne devez vous dessaisir des pièces officielles : faites-en des copies légalisées.

PROMOTIONS

Les réunions des C.A.P. pour les promotions ne semblent pas pouvoir, dans la meilleure hypothèse, avoir lieu avant la fin novembre.

Il serait donc souhaitable que dès maintenant nos camarades (faut-il préciser ici pour prévenir les méprises habituelles qu'il ne s'agit que de l'enseignement technique), se préoccupent de se procurer un imprimé spécial auprès de leur secrétaire académique E.T. ; qu'ils le remplissent correctement et complètement, c'est-à-dire avec le rapport du chef d'établissement et le classement académique s'ils le connaissent, puis qu'ils le retournent à ce même secrétaire.

Celui-ci voudra bien faire un envoi groupé au Secrétaire du S.G.E.N. vers le 15 novembre au plus tard.

SÉCURITÉ SOCIALE DERNIÈRE HEURE

Plusieurs de nos camarades nous informent que des militants de la C.G.T. diffusent, sous le titre « une circulaire envoyée par la C.F.T.C. aux curés », une lettre qu'ils attribuent à Gaston TESSIER, Président d'Honneur de la C.F.T.C., demandant au clergé catholique d'appuyer les listes confédérales pour les élections sociales du 17 novembre.

Conformément à leur opposition contre tout recours, dans la vie syndicale, à des autorités extra-syndicales, les secrétariats généraux du S.G.E.N. et du S.N.C.P.A. se désolidarisent de ce texte et engagent auprès du Conseil Confédéral une enquête sur son authenticité.

Les candidats du S.G.E.N. s'étaient précédemment retirés de la liste C.F.T.C. de la Région Parisienne.

B.O. du 20 Octobre 1955

Une préparation du C.A. 2^e partie fonctionne maintenant au Centre National d'Enseignement par Correspondance, 60, boulevard de Stalingrad, à Vanves (Seine). Elle s'adresse :

1° Aux candidats déclarés admissibles à la 2^e série d'épreuves de la 2^e partie du C.A., ancien régime et n'ayant pas été déclarés reçus ;

2° Aux candidats refusés à la 2^e partie du C.A. nouveau régime ;

3° Aux candidats admis à la 1^{re} partie du C.A., nouveau régime, qui ne sont pas entrés à l'E.N.S. E.T.

Les candidats doivent indiquer à quelle catégorie ci-dessus ils appartiennent.

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE P.T.A.C.

Le stage exigé de trois mois dans un bureau commercial est réduit :

— à 2 (deux) mois pour les titulaires du B.E.C. 2^e degré ;

— à un mois pour les titulaires du Brevet de Technicien du Secrétariat.

INFORMATIONS O. P.

Le 23-10-55 se sont réunis à Paris, au siège du S.G.E.N., quelques responsables académiques de notre section syndicale.

Ordre du jour :

PROBLEMES PROFESSIONNELS :

- a) statut ;
- b) commission paritaire provisoire ;
- c) élections aux commissions administratives paritaires.

PROBLEMES SYNDICAUX :

- a) organisation syndicale :
 - intégration au syndicat général ;
 - sur le plan national, académique, local.
- b) répartition des responsabilités diverses.

PROBLEME TECHNIQUE :

Le compte rendu d'examen d'O.P.

SUJET D'EXAMEN

BREVET D'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL
ANCIEN REGIME
2^e Session de 1953
Mécanique appliquée
(toutes spécialités)

I. — La figure ci-contre représente le volant d'une machine à vapeur fixe. Pour avoir une valeur approximative de la puissance qu'elle peut développer, on place une poutre (comme l'indique le schéma) touchant le volant en A et reposant en B. Une force de 140 kg est appliquée en C. AB = 0,3 m BC = 3,60 m ; on constate alors que le nombre de tours du volant se maintient à 110 tr/mn - diamètre du volant 1,5 m.

1° Calculer la force de pression F de la poutre sur le volant.

2° Le coefficient de frottement étant $f = 0,3$, déterminer la force tangentielle au volant et qui s'oppose au mouvement de celui-ci.

3° Calculer la puissance de la machine ($n = 110$ tr/mn.).

4° Le rendement global de la machine étant de 0,18, calculer le poids de charbon nécessaire par heure.

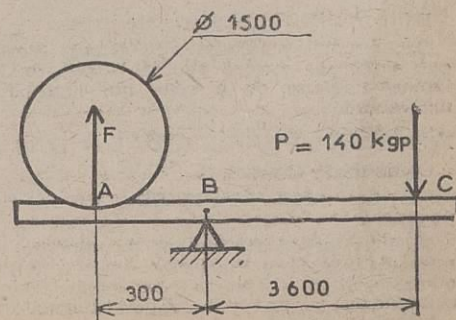
Pouvoir calorifique du charbon : 9000 Cal/kg. Equivalent mécanique de la chaleur : 1 Cal = 427 kgm. Prendre $\pi = 3,14$.

II. — Une automobile pesant 1000 kgp est arrêtée sur une route en palier. Au démarrage, tout se passe comme si elle était tirée par une force constante de 60 kg.

1° Calculer l'accélération qu'elle prendra au démarrage.

2° Calculer le chemin parcouru au bout de 6 secondes et sa vitesse à cet instant. (v en m/s et km/h.).

3° Elle roule pendant 40 secondes à cette vitesse. Quel est le nombre de tours faits par une de ses roues depuis l'instant du démarrage, sachant que leur diamètre est de 0,7 m. Prendre $g = 10$ m/s/s.



BUREAU NATIONAL DU 1^{er} DEGRÉ

Excusés : Mlle LALLEMENT, LEBATARD, BOURET.

— CALENDRIER DES VOYAGES ET REUNIONS : L'absence de Brocard en déplacement dans l'Yonne amène Pinoteau à rappeler les dates et le sens des voyages en cours ou prévus. La réunion d'information et de formation de Chambéry (jeudi 20) a vu une nombreuse assistance jeune dont les réactions ont montré que de plus en plus et partout les jeunes qui entrent dans la carrière exigent d'être informés sur l'EXISTENCE DU S.G.E.N. aussi bien que « du syndicat ».

— COLLECTES : Là où elles furent possibles, elles ont marqué l'importance que prennent les militants S.G.E.N. dans leur milieu de travail et bien entendu la solidarité effective avec le monde ouvrier.

— LETTRES DE MILITANTS NATIONAUX :

— TOURNISSOU (Rhône), à propos du bulletin d'adhésion à un syndicat.

— GOUNON (Lille) : signale que l'I.A. du Nord recrute des titulaires de B.E. ou de la 1^{re} partie du Bac. (Ces maîtres ne pouvant prétendre à la titularisation qu'après obtention des titres requis.) Démarches entreprises à la Direction du 1^{er} degré.

— AIDE AUX REMPLAÇANTS : Bouret occupé par ailleurs nous a communiqué des chiffres montrant l'importance prise par le service de préparation par correspondance au C.A.P.

— BULLETIN JEUNES : Un numéro plus « professionnel » que le précédent est en chantier; mise en valeur des textes intéressant les jeunes du 1^{er} degré.

— QUESTIONNAIRE RENTREE : Nombreuses réponses, ce qui montre à la fois la gravité des problèmes et la maturité syndicale de nos adhérents.

SECOND DEGRÉ ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Agrégés et certifiés (second degré - E.T. - E.N.)

Vérifiez votre nouveau classement

Les conditions d'avancement ont été modifiées avec effet au 30 Septembre 1954. Le tableau ci-dessous vous permet de calculer, à cette date, votre classement dans le nouveau régime connaissant le classement dans l'ancien régime.

Chaque colonne correspondant à un échelon (ancien régime) indique avec un chiffre arabe, chaque rangée correspond à l'ancienneté dans cet échelon (en ans et mois).

A l'intersection de la colonne et de la rangée se trouve votre ancienneté d'échelon (nouveau régime). Le numéro de la case en chiffres romains indique l'échelon lui-même.

Exemple : Un professeur agrégé avait une ancienneté de 4 ans 4 mois dans le 5^e échelon au 30.9.54. Quel est, à la même date, son classement dans le nouveau régime ? Réponse : 6^e échelon, 0 an 6 mois.

Remarque : Les nouvelles anciennetés seront calculées en ans, mois et jours. Ancienneté d'échelon au 30 Septembre 1954 dans l'ancien régime.

Ans	Mois	Echelon au 30 Septembre 1954 dans l'ancien régime							
		1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
0	1	0	0	1	0	0	10	0	8
0	2	0	1	0	2	0	11	0	9
0	3	0	2	0	3	0	12	0	10
0	4	0	3	0	4	0	13	0	11
0	5	0	4	0	5	0	14	0	12
0	6	0	5	0	6	0	15	0	13
0	7	0	6	0	7	0	16	0	14
0	8	0	7	0	8	0	17	0	15
0	9	0	8	0	9	0	18	0	16
0	10	0	9	0	10	0	19	0	17
0	11	0	10	0	11	0	20	0	18
1	0	0	10	0	11	0	21	0	19
1	1	0	11	0	12	0	22	0	20
1	2	0	12	0	13	0	23	0	21
1	3	0	13	0	14	0	24	0	22
1	4	0	14	0	15	0	25	0	23
1	5	0	15	0	16	0	26	0	24
1	6	0	16	0	17	0	27	0	25
1	7	0	17	0	18	0	28	0	26
1	8	0	18	0	19	0	29	0	27
1	9	0	19	0	20	0	30	0	28
1	10	0	20	0	21	0	31	0	29
1	11	0	21	0	22	0	32	0	30
2	0	0	21	0	22	0	33	0	31
2	1	0	22	0	23	0	34	0	32
2	2	0	23	0	24	0	35	0	33
2	3	0	24	0	25	0	36	0	34
2	4	0	25	0	26	0	37	0	35
2	5	0	26	0	27	0	38	0	36
2	6	0	27	0	28	0	39	0	37
2	7	0	28	0	29	0	40	0	38
2	8	0	29	0	30	0	41	0	39
2	9	0	30	0	31	0	42	0	40
2	10	0	31	0	32	0	43	0	41
2	11	0	32	0	33	0	44	0	42
3	0	0	32	0	33	0	45	0	43
3	1	0	33	0	34	0	46	0	44
3	2	0	34	0	35	0	47	0	45
3	3	0	35	0	36	0	48	0	46
3	4	0	36	0	37	0	49	0	47
3	5	0	37	0	38	0	50	0	48
3	6	0	38	0	39	0	51	0	49
3	7	0	39	0	40	0	52	0	50
3	8	0	40	0	41	0	53	0	51
3	9	0	41	0	42	0	54	0	52
3	10	0	42	0	43	0	55	0	53
3	11	0	43	0	44	0	56	0	54
4	0	0	43	0	44	0	57	0	55
4	1	0	44	0	45	0	58	0	56
4	2	0	45	0	46	0	59	0	57
4	3	0	46	0	47	0	60	0	58
4	4	0	47	0	48	0	61	0	59
4	5	0	48	0	49	0	62	0	60
4	6	0	49	0	50	0	63	0	61
4	7	0	50	0	51	0	64	0	62
4	8	0	51	0	52	0	65	0	63
4	9	0	52	0	53	0	66	0	64
4	10	0	53	0	54	0	67	0	65
4	11	0	54	0	55	0	68	0	66
5	0	0	54	0	55	0	69	0	67

Les livres

GÉOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT
DU LOT-ET-GARONNE

C'est à notre excellent collègue, Maurice Luxembourg, professeur agrégé au Lycée Bernard Palissy d'Agen, que nous devons cette très belle monographie.

La présentation générale du département est faite en une douzaine de pages : formation géologique, climat, végétation, hydrologie.

Le chapitre II comporte une étude régionale bien conduite et dont les cadres sont nettement caractérisés.

La 3^e partie (16 pages), la plus éclairante peut-être, étudie les éléments de la problématique du département : une agriculture qui cherche son équilibre, une industrie en état d'infirmité, une certaine pauvreté en hommes que tend à pallier un important apport étranger.

L'ouvrage se termine sur une belle étude du chef-lieu : Agen. Il s'agit donc là d'un travail solide, bien illustré, complété par une abondante bibliographie. Deux remarques toutefois : à l'intention des non-spécialistes, il eût, peut-être, été utile d'ajouter en fin d'ouvrage un bref lexique des termes techniques employés; la carte II par ailleurs est écorchée sous sa richesse : une série de petits cartons régionaux devrait permettre — dans une édition ultérieure — de l'alléger et de la mettre en valeur. Ces brouilleries ne sauraient toutefois enlever de sa valeur à une œuvre de qualité, bien présentée, qui fait honneur à son auteur et à son éditeur.

G. QUENCEZ.

TCHEKOV PAR LUI-MÊME
par Sophie LAFFITE

Le cinquantième anniversaire de sa mort (2 juillet 1904) a été marqué par un renouveau de Tchekov en France. Voici un Tchekov par lui-même, écrit par une femme, Sophie Laffite (1). Il a paru dans l'excellente collection « Écrivains de toujours ». Il ne s'agit pas d'une biographie mais d'un ensemble de textes bien choisis, qui mettent en lumière la figure si émouvante de l'auteur de la Mouette. Beaucoup de ces textes sont inédits en France, et en dépit du titre du volume ils ne sont pas tous de Tchekov. Sophie Laffite donne aussi la parole à Bouine, à Kouprine, à Gorki, dont elle cite la lettre ou, parlant de l'indifférence de la route à l'enterrement de Tchekov, il rend un hommage fervent à « cet homme merveilleux, ce bel artiste qui toute sa vie luttait contre la médiocrité ».

Ajoutons qu'un grand mérite du livre est son illustration très abondante, avec une collection précieuse des portraits de Tchekov à tous les âges de sa vie. — A. P.

(1) Editions du Seuil, Paris 1955.

Livres reçus

ESPAÑOL AL USO : Maraval et Michel.

Editeur DIDIER, 850 fr. 318 pages.

Cet ouvrage fera connaître, en plus de la langue classique, l'espagnol de nos jours grâce à ses nombreux textes d'actualité.

FLUENT ENGLISH (Grands Commencants) Le Baut.

Editeur DIDIER, 690 fr., 247 pages.

Cet ouvrage s'adresse aux grands élèves qui n'ont pas encore abordé l'étude de la langue anglaise ou à ceux qui l'auraient mal abordée.

NOUVELLE METHODE LATINE (4^e et 3^e) :

Cours de P. Crouzet.

Editeurs : PRIVAT-DIDIER, 1.250 fr., 526 pages.

Ce livre prend fidèlement la suite de la méthode 6^e et 5^e : Pourquoi le latin ? Pourquoi ses règles ? Les textes en ont été considérablement allégés par rapport à ceux de l'ancienne édition.

CHRONIQUE DES LIVRES
et publications diverses

Signalons brièvement, puisque la place nous est mesurée : « Les systèmes agricoles », de Lucien Gachon, professeur à la Faculté des Lettres de Clermont (Revue de géographie de Lyon), qui résume d'intéressants travaux récents, deux passionnantes études d'un grand ami de la France, Fritz Neubert, professeur à l'Université de Berlin, sur « Balzac et Goethe », et « A propos des débuts des relations culturelles entre la France et l'Allemagne » (en français). Au rayon des manuels scolaires, René Michéa continue chez Didier, Paris, son cours « Ich erzähle », voici la classe de 3^e, conforme à son grand principe de l'étude méthodique du vocabulaire, textes simples et intéressants. Voulez-vous les derniers renseignements sur l'économie de l'Allemagne de l'Ouest, chers collègues germanistes et géographes ? Vous les trouverez dans la petite brochure de 32 pages de Victor Prévot, professeur au Lycée Marcelin-Berthelot et directeur du Laboratoire de géographie, dans la collection « Connaitre » (Editions Baillière). Paul Viallaneix s'intéresse au journal inédit de Michelet dans « Michelet en Corrèze » (Bulletin de la Société des Lettres de Corrèze). Spécialiste de l'histoire religieuse anglaise, Janelle examine dans « Etudes anglaises » un double mouvement protestant appelé traditionnellement « l'enthousiasme ». Un tour de force que la traduction en vers de poèmes de John Masefield, « Les chiens de l'enfer », texte bilingue, avec élégantes illustrations (Ed. Gerbert Aurillac). Encore l'Auvergne avec « Peirol, troubadour d'Auvergne », présenté, traduit et commenté par nos collègues Gandois et Porteau. De bonnes nouvelles apportées par le Bulletin du « Groupement des Universités et Grandes Ecoles de France pour les relations avec l'Amérique Latine ». Enfin, « Antares et l'Allemagne d'aujourd'hui » continuent à nous documenter, l'un nous révélant chaque fois un morceau de notre voisine; l'autre, destiné aux Allemands, m'a appris — je l'avoue à ma grande honte — bien des choses flatteuses que j'ignorais sur notre patrie française et son rayonnement.

J.F.A. RICCI.

Publications du SEVPEN

13, rue du Four, PARIS-6e

PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

— E.N.P. Métiers de la mécanique; Enseignements littéraires.

— Collèges techniques : Classes de 6^e et 5^e (refonte).

EXAMENS ET CONCOURS

— C.A. au Professorat dans les E.N.P. et C.T. : Section D, Sciences et Techniques économiques (réimpression).

— C.A.P. de Radioélectricien, mention complémentaire de Dessinateur industriel en construction radioélectrique.

— Brevet de Radiotechnicien (réimpression).

— Brevet Professionnel de Dessinateur industriel en mécanique (réimpression).

— Liste du matériel audio-visuel agréée.

— Instructions relatives à l'organisation de la rentrée d'octobre dans les Lycées et Collèges du Second Degré.

— Rapports de missions d'études sur la formation professionnelle agricole :

— en Allemagne;

— au Danemark;

— en Suède.

— Notice de renseignements à l'usage des candidats à un poste d'enseignement à l'étranger.

— Supplément n° 9 au Fascicule de Documentation Administrative.

— 55 Pr. Section A — Ecoles normales primaires.

— Fiches d'Informations Pédagogiques et Techniques n° 45/47 septembre-octobre 1955.

— Programme de l'Enseignement Technique : Ecoles Nationales Professionnelles, Enseignements littéraires.

— Brevet de technicien : Adjoint technique d'entreprise de travaux publics.

— Brevet professionnel : Chaudronnier.

— Certificats d'aptitude professionnelle : Cramique.

— Pâtisier, Confiseur, Glacier.

DÉMARCHES

Nous souhaitons vivement simplifier au maximum le travail des camarades qui s'occupent au ministère des démarches personnelles. Nous voulons éviter désormais :

1^o Qu'une utilisation non rationnelle de leur dévouement multiple pour chacun d'eux le nombre des bureaux qu'ils ont à visiter.

2^o Que l'appel successif ou simultané à plusieurs d'entre eux entraîne plusieurs démarches pour la même affaire dans le même bureau.

En conséquence :

Nous prions nos collègues :

1^o De bien noter le nom du responsable des démarches dans leur spécialité.

2^o De bien vouloir adresser leur demande, à ce nom, non à l'adresse personnelle du camarade, mais au Secrétariat du S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, Paris-10^e, où un classement et une ventilation du courrier seront réalisés dans les plus brefs délais.

Nous rappelons en outre :

1^o Qu'il est nécessaire de donner toujours tous les renseignements essentiels (catégorie - spécialité).

2^o Qu'il faut établir UNE FICHE PAR AFFAIRE (par exemple un collègue demande : a) son classement; b) son maxi-

mum de service exact : qu'il fasse un papier pour chacune de ces questions).

3^o Qu'il est toujours nécessaire de joindre une enveloppe timbrée avec l'adresse : cela gagne un temps précieux.

4^o Que certaines questions demandent quelque temps de réflexion — ou exigent des démarches délicates; que nos militants sont des volontaires qui assurent AUSSI leur travail professionnel. N'attendez pas à coup sûr une réponse par retour du courrier.

Spécialités et démarches assumées par : Administrateurs (provisoirement) : AGNES, Lettres, Philosophie (hommes) : LABIGNE.

Histoire, Géographie (hommes) : TONNAIRE.

Lettres, Philo, Histoire (femmes) : Mlle GUILLARD.

Langues vivantes (hommes et femmes) : Mlle DESLANDRES.

Mathématiques, Physique, Sciences naturelles (hommes et femmes) : DURRANDE.

Adjoints d'enseignement : GUIEU.

France d'Outre-Mer : GARDETTE.

Problèmes techniques et financiers : GE-RAULT.

Enseignement musical : Mlle LEDRAN.

Dessin : BERNARD.

Agents : Mlle TABURET.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

C. N. R. S.

REVENDEICATIONS DES PERSONNELS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS
du Centre National de la Recherche Scientifique

On parle beaucoup, depuis quelque temps, et plus spécialement ces jours-ci, à propos de l'intéressante découverte (greffe des matières plastiques) d'un Maître de recherches au C.N.R.S., de la grande misère de la Recherche scientifique française, de l'exiguïté et de la vétusté de ses laboratoires, du manque de crédits pour l'achat de matériel moderne.

Seuls des demi-fous...

Mais, plus inquiétant encore paraît, actuellement, le problème du recrutement du personnel. « Seuls des demi-fous, dit le Pr Magat aux journalistes l'interrogeant sur sa nouvelle découverte, sont encore capables de venir travailler au C.N.R.S. ». D'autres savants nous ont précisé qu'un matériel ultramoderne mis à leur disposition (laboratoire de synthèse atomique) risquait de ne pouvoir être utilisé, faute de techniciens qualifiés pour le faire fonctionner. Ceux-ci, en effet, attirés par les secteurs semi-public ou privé où les traitements sont de 70 à 100 % supérieurs, émigrent à l'extérieur, dès qu'ils ont acquis au C.N.R.S., la formation minimum indispensable. D'autres, à leur sortie d'écoles d'ingénieurs optent, et on ne saurait leur en faire grief, pour un secteur qui leur permettra de vivre décemment. Ceci, qui est vrai pour les ingénieurs, l'est aussi pour les techniciens à tous les degrés : des élèves sortis d'écoles techniques (Scientia, D'Arsonval ou autres) trouvent des traitements beaucoup plus avantageux dans les industries physiques, chimiques ou pharmaceutiques.

Désaffection des jeunes techniciens

C'est pourquoi, ému de la désaffection des jeunes pour les laboratoires du C.N.R.S., le personnel technique et administratif du Centre mène depuis dix-huit mois, une action pour obtenir la revalorisation de ses traitements.

Nous vous avons tenu au courant dans le numéro du 5 octobre d'École et Éducation des démarches faites depuis le 21 juin dernier. A l'occasion de ce numéro de rentrée, nous allons reprendre rapidement le cours des actions engagées.

Ni sécurité d'emploi, ni retraite

Rappelons tout d'abord que ce personnel (2.500 agents environ, répartis à Paris, en Province et jusqu'au Sahara) est un personnel contractuel, régi par un statut (J.O. du 30-5-1952). Il possède les indices de la Fonction Publique, mais n'a ni la sécurité d'emploi, ni la retraite des Fonctionnaires. La disparition de son « patron », son départ en province, sa mise à la retraite ainsi que la suppression de son poste (si la Commis-

sion scientifique juge que le travail du chercheur n'est plus suffisant pour justifier d'un collaborateur) met le technicien dans l'obligation de chercher une autre situation. Ceci est souvent difficile car un collaborateur ayant travaillé parfois de longues années avec un même patron se trouve spécialisé profondément et est souvent trop âgé pour pouvoir s'adapter à des techniques nouvelles. L'agent du C.N.R.S. est en effet attaché à un chercheur (Professeur, directeur de laboratoire, maître de recherches, etc...). On lui demande, non seulement d'être un technicien précis et sachant prendre des initiatives, mais encore de connaître toute une série de techniques connexes à la discipline dans laquelle il travaille.

C'est pour toutes ces raisons que les techniciens ont demandé une augmentation de salaires et ont engagé depuis dix-huit mois des actions diverses.

L'intersyndicale

Les trois syndicats (S.G.E.N., C.G.T., C.G.T.-F.O.) ont toujours agi en union complète et toutes les démarches ont été faites en collaboration. C'est ainsi que l'Intersyndicale, présidée par Mme de Mamantoff, secrétaire de la section du S.G.E.N. s'est d'abord rendue auprès de M. Longchambon, alors sous-secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique, puis de M. Dupouy, Directeur du C.N.R.S., qui ont reconnu le bien-fondé de ses revendications.

Le point de vue du ministère...

Le Ministère des Finances, craignant une réaction en chaîne de réclamations de la part des fonctionnaires, n'a accepté d'envisager une revalorisation que sous la forme d'une prime. La Direction du C.N.R.S. et le Secrétaire d'Etat à la Recherche Scientifique ont alors demandé une prime de 16 % de moyenne, variant de 0 à 40 %. Forts de cette proposition, les syndicats ont réclamé 16 % pour tout le personnel. Ils ont appuyé cette demande par des démarches auprès de la Direction du C.N.R.S., des Finances, du Secrétariat d'Etat à la Recherche scientifique, démarches approuvées par l'Assemblée générale du personnel parisien, le 9 mai 1955.

Ils ont enfin eu connaissance, oralement, lors d'une entrevue avec M. Dupouy, fin juillet, du projet déposé à la signature du Ministre des Finances. Ce projet octroierait une prime « de participation à la production scientifique » de 12 % de moyenne des traitements de base : 12 % des traitements de base pour les ingénieurs des échelons supérieurs, 9 % pour les autres, 6 % pour les techniciens licenciés, 4 % pour les techniciens qualifiés mais non licenciés, 5 % pour les dessinateurs, avec possibilité,

dans certaines proportions d'attribuer des primes doubles et triples (12,24 ou 36 % ; 9,18 ou 27 % etc...) ceci aux détriments des autres agents puisque la moyenne générale resterait fixée à 12 % des traitements de base. Rien n'a été prévu pour les catégories plus basses, ni pour les administratifs.

Un mécontentement général a été provoqué par ces mesures ; en effet :

d'une part ce sont les catégories les plus basses, déjà les plus défavorisées qui seront de nouveau lésées ;

d'autre part, la répartition des pourcentages sera purement arbitraire et risquera de créer de l'animosité à l'intérieur des laboratoires où l'esprit d'équipe et l'entente est indispensable au bon fonctionnement de la recherche.

Ce mécontentement a été marqué par de nombreuses assemblées du personnel qui, ont décidé, à plusieurs reprises, des débrayages, grèves de demi-journées et même une grève de 24 heures aux cours desquels de multiples démarches ont, de nouveau, été faites, tant auprès des Ministères intéressés qu'auprès du Directeur du C.N.R.S. L'intersyndicale a aussi tenu une Conférence de presse qui a été relatée dans divers journaux.

et des patrons

Les Patrons, touchés par les délégations des syndicats ont, eux aussi, compris l'injustice et la difficulté d'application d'une telle prime qui risquait de nuire à la bonne entente dans leurs laboratoires. Beaucoup ont manifesté leur mécontentement en signant des pétitions ou en faisant des démarches personnelles auprès de M. Dupouy.

A l'assemblée nationale

Puis des délégations sont allées expliquer aux membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat la situation du personnel du C.N.R.S. L'intersyndicale a été reçue par MM. Viatte et Coudé du Foresto, présidents des sous-commissions de la Recherche Scientifique de la Chambre et du Conseil de la République et tous les deux nous ont promis leur appui.

En attendant la signature du décret

Bien que nous attendions avec inquiétude la sortie d'un texte dont nous ne connaissons pas les termes et dont l'application sera fonction de la rédaction elle-même, nous sommes obligés de regretter que ce décret dont on nous annonçait la sortie pour le début d'octobre, n'ait toujours pas été signé. Nous le regrettons d'autant plus qu'il doit nous apporter, en dehors d'une prime dont nous sommes loin d'être satisfaits, des améliorations du statut que nous attendons impatiemment, la Direction du C.

N.R.S. ayant décidé d'ajourner, en attendant la sortie de ce décret, les commissions paritaires étudiant les demandes de changements de catégories.

Grèves

C'est pourquoi le personnel est appelé, de nouveau, le jeudi 5 novembre, pour manifester son mécontentement, à faire une grève de 24 heures, au cours de laquelle seront envisagées les dispositions les plus propres à lui faire obtenir rapidement satisfaction.

Dans cette lutte menée depuis de longs mois avec « une combativité tenace », la section de la Recherche scientifique du S.G.E.N. a joué un rôle très important ; de plus, elle a toujours tout fait pour maintenir l'unité syndicale et, tout en comprenant et admettant la nécessité de débrayages et de grèves souvent répétées, pour ne pas se laisser entraîner dans des mouvements qui n'auraient pu que nuire au personnel sans amener, pour autant, la satisfaction de ses revendications.

Le 31 Octobre 1955.

LETRE A M. LE MINISTRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le 3 novembre 1955

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance une audience pour une délégation de notre syndicat général.

Un mois après la rentrée du Premier Degré, de l'Enseignement Technique et du Second Degré, nous souhaiterions vivement pouvoir examiner avec vous les divers problèmes posés par cette rentrée, et vous faire part de nos suggestions pour l'avenir. La motion ci-jointe reflète un des aspects, mais non le seul, de nos préoccupations.

Dans l'espoir que vous voudrez bien donner une suite favorable à notre demande d'audience, je vous prie, Monsieur le Ministre, de croire à notre respectueux dévouement.

Le Secrétaire général adjoint :
Jean BROCARD.

1 pièce jointe.
(texte de la motion du Bureau National publié dans notre précédent numéro, page 3, col. 3).

Carnet familial

M. et Mme FOURNET, professeur au Collège moderne de jeunes filles de Nice, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Elisabeth.

M. et Mme André Côté ont la joie de vous faire part de la naissance de leur deuxième fils, Michel, le 7 octobre 1955, à Baden-Baden. S.P. 55882.
(Mme A. Col, professeur en congé — S.P. 55882.)

— M. Baja, S.D. Lycée Thiers, et Mme Baja, Lycée Montgrand, annoncent la naissance de Marie-Françoise, le 25 juin 1955.

— M. Bois, S.E. Lycée Marseilleveyre, et Mme, celle de François, leur 4^e enfant, le 18 juin.

M. Riché, assistant à la Sorbonne, et Madame, sont heureux de faire part de la naissance de leur fille Catherine. — 1^{er} août 1955.

Nos félicitations.

— M. I. Casabona, Trés. ac., s'est marié le 2 juillet avec Mlle Monique Birghoffer, étudiante de Nice.

— Mlle Cray, récemment élue commissaire, secrétaire du Collège moderne de J.F. de Nice, a épousé le 7 juillet M. Michel Raffi, avocat stagiaire à Nice.

Nos vœux de bonheur.

— Mlle Nunzi (Coll. E. Xunet, Marseille), a eu la douleur de perdre son père. Nous lui présentons nos très sincères condoléances.

Notre collègue Jacqueline LECLERCQ, professeur au Collège moderne de jeunes filles de Roubaix, a la douleur de faire part du décès de sa mère, survenu à Lille, le 19 octobre 1955.

Nous lui adressons nos très sincères condoléances.

Personnel Technique de l'Enseignement Supérieur

Le 20 juin 1955, le Comité technique provisoire de l'E.S. s'est réuni pour étudier divers projets de décrets relatifs au personnel technique.

Le premier concerne la création d'un corps d'agents de laboratoire, comportant un grade unique avec sept échelons. Pour la constitution initiale de ce corps, les garçons de laboratoire des Facultés et des grands Etablissements de l'E.S., les gardes de salle des Observatoires et les gardes de l'Observatoire de Paris, les gardiens de galeries, les gardes militaires et les jardiniers auxiliaires permanents, ne bénéficiant pas des mesures d'intégration dans le cadre des aides de laboratoires, du Museum national d'histoire naturelle, seront intégrés dans la limite des effectifs budgétaires, après la réunion d'une commission paritaire d'intégration. Le recrutement normal du personnel de ce corps est prévu de la manière suivante : d'une part parmi les candidats suivant aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946, âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus, ayant reçu une spécialisation les rendant aptes à exercer la fonction. D'autre part, parmi les agents de service des universités, des facultés et des établissements de l'E.S. à la suite d'un examen professionnel. Celui-ci comportera une dictée, une épreuve d'arithmétique et des épreuves professionnelles. Ce projet est encore en discussion entre les Ministères de l'Éducation Nationale et des Finances et le Secrétariat à la Fonction publique.

Le second texte est une modification au

décret n° 55-60 en date du 8 janvier 1955, relatif au statut des personnels techniques de l'E.S. Il s'agissait d'intégrer dans ce corps quelques personnels oubliés jusqu'alors. Certains ont une technicité incontestable : les jardiniers auxiliaires permanents, les gardiens de ménagerie et les soigneurs d'animaux du Museum. D'autres au contraire en possèdent une, que ne révèle pas leur actuelle appellation : les sous-brigadiers, les brigadiers, adjudants et gardiens-chefs du Museum. Le représentant du S.G.E.N. regrette que des personnels ayant plus un caractère d'encadrement que de technicité soient intégrés dans le statut d'un personnel technique, mais tenant compte des promesses faites au sujet de leur recrutement futur, s'est abstenu de voter le projet, qui a été accepté par la majorité des membres du Comité. Ce texte, comme le précédent, est encore en discussion entre les ministères.

Un troisième texte concernant les examens et concours en vue du recrutement des personnels techniques et les titres exigés, a été rapidement présenté sans faire l'objet de discussion.

La Commission nationale d'intégration dans le corps des personnels techniques de l'E.S. des agents qui n'avaient pas encore été intégrés et qui y avaient accès à la suite de la publication des décrets du 8 janvier 1955, du 10 février 1955 et ceux qui bénéficiaient de la loi du 3 avril 1950, s'est réunie le jeudi 27 octobre 1955. Le ministère pense avoir d'ici peu terminé la préparation des décrets de nomination.

RÉADAPTATION

La revue READAPTATION qui s'est spécialisée dans l'étude des problèmes concernant la rééducation et le reclassement professionnel des handicapés physiques, anciens malades, mutilés de guerre et infirmes civils, publie dans son numéro 22 plusieurs reportages très vivants. L'un d'eux relate la vie au Château des Roches à Oissel où de jeunes mutilés apprennent un métier compatible avec leur mutilation, leurs possibilités physiques, intellectuelles et leurs goûts. L'autre se situe dans le cadre historique du Château des Mesnais qui dispense à la fois rééducation fonctionnelle, enseignements scolaires et professionnels à de jeunes garçons infirmes.

Le N° 23 qui vient de paraître, insiste sur les aspects médicaux, sociaux et psychologiques que comporte la réadaptation d'où découlent un réel travail d'équipe entre chirurgien, médecin spécialiste, psychologue, auxiliaires médicaux, assistant social, orienteur professionnel.

On trouve également dans ce numéro une étude sur les méthodes de réadaptation dans les Services d'Air-France, ainsi qu'un article très documenté sur le grand problème des brulés et leur traitement.

Le N° : 150 Fr.

L'abonnement à dix numéros : 1.000 Fr.

C.C.P. 2027-66 PARIS, Bureau Universitaire de Statistique.

En vente : 29, rue d'Ulm - PARIS (V).

ODE 76-50.

TOILES A DRAPS

Les plus belles et les meilleures qualités

Prix très réduits à nos adhérents

Echantillons franco sur demande

ANDIER, Toilier, à YSSINGEAUX (Haute-Loire)

La page de l'enseignement supérieur

RENTREE 1956

Comme chaque année, au début de novembre, la traditionnelle cérémonie de la rentrée des Facultés donne un éclat appâté à la prise en charge par leurs maîtres d'une neuve génération d'étudiants. Sous la rhétorique des discours, sous la joie proclamée du travail repris, ne se cache-t-il pas une certaine amertume, une inquiétude aussi ? Sommes-nous cette année mieux outillés pour dispenser cet enseignement qui est à la fois achèvement de la formation intellectuelle et préparation au métier ?

Hélas, il faut bien constater que l'insuffisance des locaux est toujours aussi grande, même aggravée si l'on songe que le troisième cycle de l'enseignement supérieur débute dans les Facultés des Sciences. Sans doute est-il prévu des constructions nouvelles, des instituts correspondant aux spécialités qui ont été choisies pour constituer l'ensemble de ce troisième cycle. Mais quand seront-ils achevés ? et dans bien des cas, on peut même se demander quand s'ouvriront les chantiers. A Paris, combien de professeurs refuseront-ils encore de prendre des chercheurs par manque de place, et spécialement ceux qui, à la pointe de la recherche, ont créé des techniques nouvelles, des disciplines neuves ? A Paris encore, les amphithéâtres seront toujours trop petits pour le nombre des étudiants inscrits à chaque certificat ; y en a-t-il eu un seul de construit cette année ? Doit-on parler des salles de travaux pratiques ? Un effort dans ce sens a été fait, mais l'annexe de la Halle aux Vins est encore aux mains des ouvriers. A Orsay, la construction de la nouvelle Faculté semble devoir être un mirage, permettant un immobilisme de bon aloi.

Si le nombre des Professeurs et des Maîtres de conférences s'accroît régulièrement, il n'en est pas de même de celui des assistants (quelques emplois ont été cependant créés dans les Facultés des Lettres). Et pour cette raison, bien des séances de travaux « pratiques » ne le sont plus que de nom. D'ailleurs le recrutement des assistants scientifiques devient pratiquement impossible en raison de l'insuffisance des traitements, de l'augmentation du nombre des étudiants dont s'occupe chacun de ceux qui ont la charge des T.P. avec son corollaire, la diminution du temps qu'il peut consacrer à la recherche. Et trop souvent pour assurer le service, il conviendrait plutôt de dire, pour faire semblant d'assurer le service, on fait appel à des étudiants dont certains ne sont même pas licenciés et dont la bonne volonté ne peut remplacer le savoir qu'ils n'ont pas encore eu le temps d'acquiescer.

Il est régulièrement question de la réforme de l'Enseignement. Les ministres prennent même à ce propos des engagements solennels de la faire aboutir ! Il s'agit là sans doute d'un nouveau serpent de mer dont on parle au moment où il convient de détourner l'attention des électeurs qu'il serait malsain d'alarmer avec des sujets plus brûlants. Mais il paraît bien certain, que personne n'y veut croire ; peut-être les universitaires eux-mêmes ont-ils la tentation de l'oublier, inquiets qu'ils sont parfois en songeant aux perturbations qu'elle apporterait à leurs habitudes, à cet effort qu'elle implique de penser autrement ce que l'on a toujours pensé depuis que soi-même on était étudiant. Mais il est vrai qu'une telle réforme ne peut se concevoir que dans le cadre plus vaste d'une politique de l'Enseigne-

ment. Il semble bien que jusqu'à présent l'actuelle Assemblée Nationale n'en guère eu le souci... Que sera-ce que la prochaine ?

On oublie trop souvent que l'Enseignement représente un investissement pour la nation et que, comme tous les investissements, il ne rapportera que plus tard les hommes que nous devons former seront ce que nous savons et ce que nous pouvons les faire ; ils doivent être adaptés non pas à la vie que nous vivons maintenant mais à celle qu'ils vivront demain. Il ne s'agit pas de se raccrocher à un passé aussi valable soit-il, mais de découvrir comment se forme l'avenir. Sans doute est-ce là l'éternel problème de l'Enseignement, celui que nos maîtres se sont posé. Mais alors la vie quotidienne, comme le savoir, évoluait lentement, laissant à chaque instant des « reposoirs » où il était loisible de faire le point. Maintenant tout court la poste. La moindre inattention est un retard. Nous risquons fort de cette affaire de ressembler plus au lièvre qu'à la tortue : en remettant sans cesse la construction de nos établissements, la réforme de nos programmes scolaires nous accumulons un retard chaque jour plus redoutable ; la technique moderne demande un outillage complexe rapidement vieilli, périmé, qui ne peut attendre sa réalisation pendant plusieurs années.

Aujourd'hui nous vous proposons un questionnaire à propos de la réforme de l'Enseignement. Il ne prétend pas être complet. Cette réforme nous paraît la base nécessaire à l'étude des divers problèmes de l'Enseignement et spécialement de ceux propres à l'Enseignement supérieur. C'est en fonction de ceux que doivent être posées la question des locaux, celle du personnel enseignant, celle de la recherche scientifique. Sans doute, pensez-vous, voilà encore un questionnaire, un de plus. A quoi bon y répondre. Mais en s'interrogeant de la sorte, chacun de nous pose le problème de son appartenance à un syndicat, du rôle qu'il veut y jouer, de l'orientation qu'il lui désire voir prendre, de l'efficacité qu'il souhaite lui donner.

S'agit-il seulement d'un corporatisme étroit, n'ayant d'autres soucis que la défense de quelques privilèges, bien faibles en regard de la médiocrité de nos traitements d'une part, de notre influence dans la vie du pays d'autre part. Accepte-t-on au contraire l'aventure syndicale, avec le risque qu'elle comporte d'être attentif à la vie du pays tout entier, désireux de comprendre ses besoins de lui préparer les hommes qui nous succéderont, non pas seulement comme des continuateurs, mais plutôt comme des novateurs toujours soucieux de leur efficacité.

Ce n'est pas perdre son temps que de penser à ces problèmes généraux, c'est à travers eux que l'on peut prendre conscience de la valeur de ce que chacun de nous fait, du rôle qu'il joue et qu'il doit jouer. Et si ceux qui acceptent cette contrainte syndicale, ne peuvent pas y songer, qui donc y songera ? Au S.G.E.N. nous avons l'avantage de ne pouvoir être tentés par le corporatisme : nous sommes garantis par notre appartenance à un Syndicat général groupant tous les ordres d'enseignement, vivant au sein d'une Confédération qui rassemble les fonctionnaires, des cadres, des employés, des ouvriers, en même temps qu'elle est libre de toute liaison avec un parti politique. Cela fait notre originalité : aucun autre syndicat de l'Enseignement supérieur ne peut s'en prévaloir.

LE BUREAU.

A PROPOS DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Le projet de loi relative à la Réforme de l'Enseignement a été déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale le 4 août 1955, et il devait être en principe discuté avant les élections législatives de 1956. Il convient donc à la section S.G.E.N. - Enseignement supérieur de se pencher sur ce texte (que l'on peut trouver dans « L'Éducation Nationale » du 29 septembre 1955, pp. 25 à 32) et cela est d'autant plus nécessaire que les syndicats universitaires n'ont pas été consultés pendant l'élaboration du présent projet.

Quatre chapitres nous intéressent particulièrement : Le baccalauréat, l'allocation d'études, la création des « sections » et enfin la participation de l'E.S. à l'éducation culturelle. Nous demandons à nos collègues de nous donner rapidement leur opinion sur chacun de ces chapitres.

I. — Réforme du baccalauréat.

- 1) L'oral est réduit à une simple conversation en langue étrangère. Les matières de l'ancien oral sont ajoutées à celles de l'écrit, mais par tirage au sort (histoire ou géographie, physique ou chimie).
- 2) La session de septembre est supprimée et remplacée par un oral de contrôle sur les matières faibles ou par une épreuve de rappel pour ceux qui ont été empêchés de passer la session normale.
- 3) Le baccalauréat n'est plus le seul examen à ouvrir les portes de l'Enseignement supérieur. Outre les équivalences, on propose un examen d'accès à l'E.S. dont on ne dit pas les modalités.

II. — Allocation d'études en faveur des étudiants.

- 1) Condition de son attribution : la note moyenne de 14 ou une note tout-à-fait exceptionnelle à une des matières permet d'obtenir cette allocation sans aucune condition.
- Le bachelier ayant eu une note moyenne inférieure à 14 s'en verra accorder l'attribution « en vue d'un titre ou grade et pour un établissement, fixés dans la décision d'attribution ».
- Cette façon d'agir, qui permet une orientation forcée vers une discipline ou une région bien déterminées, vous paraît-elle acceptable ? Le projet, d'ailleurs, précise que la répartition des allocations sera faite « suivant les exigences du progrès scien-

tifique et les besoins de la nation ». Les disciplines littéraires ne vont-elles pas être sacrifiées ?

2) L'allocation d'études telle qu'elle est organisée n'a pas en vue la démocratisation de l'E.S.

III. — Réorganisation de l'E.S.

- 1) Création de « sections » groupant les enseignements et les recherches qui relèvent d'une même discipline ou de disciplines voisines.
 - 2) Rien n'est dit du premier et deuxième cycles de l'E.S.
- Pourtant le premier cycle qui dans nos facultés prépare à la licence mérite, particulièrement à Paris, une réorganisation (cf « Ecole et Education » 8 juin 1954, p. 13).

IV. — Participation de l'E.S. à l'éducation populaire ou culturelle et au perfectionnement professionnel

Le principe est admis mais rien n'est précisé. Nous devons à ce sujet présenter quelque chose de positif, faire connaître les expériences réalisées dans telle ou telle université.

Telles sont les grandes lignes du projet en ce qui concerne l'E.S. L'avant-dernier article précise qu'il faudra pour son application tenir compte des disponibilités en personnel, en locaux, et des moyens financiers. Ne faudrait-il pas commencer par régler ces questions qui, en fait, décident du succès de la réforme ?

C. N. R. S. : Chercheurs

La section « Chercheurs » retrouve dès la rentrée les deux problèmes qui se sont toujours posés à elle : la question du statut, et l'évasion des chercheurs. Elle n'ignore pas que non seulement ces problèmes sont liés entre eux, mais aussi qu'ils ne peuvent trouver de solution convenable que dans le cadre de l'action confédérale, seule capable de permettre d'apprécier comme il convient la conjoncture, surtout en une année marquée par des élections prochaines.

Ces problèmes ont été soulevés au cours d'une audience que nous accordée M. Viatte, Président de la sous-commission de la Recherche Scientifique à l'Assemblée Nationale, et au cours de laquelle nous lui avons remis une motion relative au statut administratif du chercheur. Nous avons demandé la fonctionnarisation à partir du grade de Chargé de Recherches du 3^e échelon (chercheurs confirmés et en nombre assez restreints). Il semble qu'une telle proposition, si limitée qu'elle soit, rencontre une opposition encore grande. Par ailleurs, on sait que seuls les fonctionnaires ont droit à un comité technique paritaire. Ce serait donc par un accord avec l'Administration que nous souhaiterions obtenir qu'une commission jouant le rôle d'un comité paritaire puisse être consultée sur les questions NON SCIENTIFIQUES de gestion du centre, les actuelles commissions scientifiques gardant toutes leurs prérogatives.

La mise en route apparemment prochaine du troisième cycle de l'Enseignement Supérieur semble devoir permettre un large assouplissement de la notion de travail d'intérêt collectif. Ce dernier pourrait consister en un enseignement d'horaire réduit — deux heures par exemple — mais sans obligation, certains chercheurs restant d'esprit très étranger à tout enseignement. La création de postes d'Attachés de Recherche pourrait permettre, si le travail imposé aux chercheurs restait strictement limité, de résoudre partiellement le problème du recrutement de l'Enseignement supérieur. Il ne faut pas se cacher que cette perspective est assez éloignée, autant que celle des créations de chaires

assez nombreuses pour le troisième cycle, et de la construction des locaux indispensables.

M. Viatte, après nous avoir assurés que la sous-commission qu'il préside se préoccupe actuellement de ces questions, nous a laissés peu d'espoir pour la fonctionnarisation tout en déclarant que le classement des chercheurs reste toujours supérieur à 40 % par rapport aux secteurs semi-public et privé. La sous-commission se préoccupera aussi du sort des chercheurs rentrant dans le Second Degré de l'Enseignement Supérieur, particulièrement du point de vue de l'ancienneté et de l'avancement.

Le caractère particulier de la recherche littéraire fut aussi évoqué, et M. Viatte regretta que certains aspects des sciences humaines (problèmes d'avenir comme ceux du travail) ne soient pas davantage étudiés en France. Il estime que la création d'une cinquième Faculté, distincte de celles des Lettres et du Droit et propre aux Sciences humaines, serait peut-être souhaitable, lorsque le personnel qualifié aurait pu être trouvé pour en assurer le fonctionnement.

On sait que le Bureau National a constitué une commission chargée d'étudier le problème de l'évasion vers d'autres secteurs de certains personnels scientifiques. Nous suivrons ici même les travaux de cette commission, qui peuvent certainement influencer sur le recrutement syndical de ce secteur si important de la recherche. Que tous les lecteurs du Syndicalisme Universitaire se rappellent que le C.N.R.S. occupe 5.000 personnes environ (dont presque la moitié de chercheurs) et que le Commissariat à l'Energie Atomique a essayé, sans y parvenir, de recruter 450 chercheurs pour la rentrée d'octobre. Nous pensons que ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Jean GUERINDON.

P.S. — Nos collègues du Premier et du Second Degré, désireux d'entrer au C.N.R.S., doivent adresser leur demande d'admission avant le 1^{er} mars pour l'année suivante ; un article paraîtra ce sujet à la rentrée de janvier.

VOIR PAGE PRECEDENTE :

Revendications des personnels techniques et administratifs du C.N.R.S.